

# Plate-forme des bolcheviks-léninistes pour le XV<sup>e</sup> Congrès du PC de l'URSS

---

13 membres du CC et de la CCC soumettent au CC du PC de l'URSS la plate-forme ci-dessous des bolcheviks-léninistes (Opposition) pour le XV<sup>e</sup> Congrès du PC de l'URSS<sup>1</sup>.

Ils se réservent le droit à la veille du Congrès et après un échange d'opinions dans la presse et dans les réunions du Parti de la préciser.

---

I.	Introduction.....	2
II.	La situation de la classe ouvrière et les syndicats.....	6
III.	La paysannerie, la question agraire et la construction socialiste .....	11
IV.	L'industrie étatique et l'édification du socialisme .....	15
V.	Les soviets .....	20
VI.	La question nationale .....	22
VII.	Le Parti .....	25
VIII.	Les Jeunesses Communistes.....	31
IX.	Notre situation internationale et les dangers de guerre. La situation de l'URSS sur l'arène internationale 33	
X.	L'armée et la flotte rouges.....	41
XI.	Divergences réelles et divergences imaginées.....	42
XII.	Contre l'opportunisme, pour l'unité du Parti.....	45

---

<sup>1</sup> Le texte avait été essentiellement rédigé par Trotsky et Zinoviev. Parmi ses signataires : Radek, Kamenev, Rakovsky, Preobrajensky, etc. Il avait été ensuite repris par plus de 10 000 militants du PC soviétique.

## I. Introduction

Lénine, au dernier Congrès du Parti auquel il assistait, disait dans son discours : « *Voilà encore une année de vécue ! L'État est entre nos mains, mais dans le domaine de l'économie politique, tout, durant cette année, n'a pas marché selon notre volonté. Nous ne voulons pas le reconnaître. Non ! Or, comment la machine a-t-elle fonctionné ? La machine roule, non pas dans la direction dans laquelle nous la dirigeons, mais dans la direction où la dirige quelqu'un. Ce quelqu'un, c'est peut-être les illégaux, les irresponsables, les gens venus Dieu sait d'où : les spéculateurs, les capitalistes petits propriétaires. Peut-être les uns et les autres. La machine roule tout à fait autrement, surtout autrement que celui qui est au volant se le représente.* »

Ces paroles indiquent comment il faut examiner les questions fondamentales de notre politique. Où va la machine, où va l'État, où va le pouvoir ? Vont-ils là où, nous autres communistes, qui exprimons les intérêts et la volonté de la classe ouvrière et de l'immense majorité de la paysannerie, le voudrions, ou non, ou peut-être pas tout à fait par là ?

Durant les années qui se sont écoulées depuis la mort de Lénine, nous avons essayé plus d'une fois d'attirer l'attention des institutions centrales du Parti et par la suite du parti tout entier, sur le fait qu'en raison d'une fausse politique, les dangers signalés par Lénine se sont multipliés ; la machine ne va pas dans la direction où les intérêts des ouvriers et des paysans exigent qu'elle aille. A la veille du nouveau congrès du Parti nous pensons de notre devoir, malgré toutes les poursuites auxquelles nous sommes exposés, d'indiquer ceci au Parti, avec une force redoublée, car nous sommes convaincus que cet état de choses peut-être corrigé et qu'il peut-être redressé par le parti lui-même.

Quand Lénine disait que la machine allait souvent là où elle était dirigée par des forces hostiles, il voulait en même temps attirer l'attention de nous tous sur deux circonstances les plus importantes. Premièrement, que dans notre structure sociale existent des forces hostiles à notre cause : le koulak, le nepman, le bureaucrate qui utilisent, contre nous et notre État arriéré, les fautes de notre politique et qui s'appuient effectivement sur tout le capitalisme mondial. Deuxièmement : que ces forces hostiles ont une telle importance qu'elles peuvent pousser notre machine d'État et notre machine économique là où il ne faut pas qu'elles aillent et, dans l'avenir, même essayer, sous une forme d'abord déguisée, de s'emparer du volant de cette machine.

Les paroles de Lénine nous obligeaient tous :

1. À suivre attentivement la croissance des forces ennemies : le koulak, le nepman, le bureaucrate ;
2. À nous rendre compte que, dans la mesure du relèvement général du pays, ces forces vont chercher à s'assembler, à apporter leurs « modifications » à nos plans, à renforcer leur pression sur notre politique, à défendre à travers nos différents appareils leurs propres intérêts ;
3. À prendre les mesures nécessaires pour, de toute manière, affaiblir la croissance, le rassemblement et la pression de ces forces ennemies en empêchant qu'elles puissent créer une situation qui, tout en étant cachée, constitue néanmoins en fait une dualité de pouvoir vers laquelle elles aspirent ;
4. À faire part de ces processus de classes à la classe ouvrière et à dire l'entière vérité à tous les travailleurs. C'est en cela que consiste actuellement l'axe de la question en ce qui concerne le danger « thermidorien » et la lutte contre lui.

Depuis que Lénine a donné cet avertissement, beaucoup de choses se sont améliorées chez nous, mais beaucoup ont empiré. L'influence de l'appareil d'État grandit et avec lui grandissent les altérations bureaucratiques de l'État ouvrier. La croissance absolue et relative du capitalisme à la campagne et sa croissance absolue à la ville commencent à entraîner l'accroissement chez les éléments bourgeois de notre pays de la conscience de leur force politique. Ces éléments cherchent à démoraliser, souvent non sans succès, même une partie des communistes avec lesquels ils sont continuellement en contact, soit dans le travail, soit au cours de la vie quotidienne. Le mot d'ordre lancé par Staline, lors du XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti : *Feu à gauche !* n'a pu que faciliter le rassemblement des éléments de droite dans le Parti et des éléments bourgeois-oustrialovistes dans le pays. La question de savoir qui des deux aura le dessus se résout par une lutte de classe continue sur tous les secteurs des fronts économique, politique et culturel - pour un développement socialiste ou pour un développement capitaliste, pour la répartition du revenu national selon l'une ou l'autre voie empruntée, pour la plénitude du pouvoir prolétarien ou pour le partage de ce pouvoir avec la nouvelle bourgeoisie. Dans le pays, où l'écrasante majorité de la population est constituée par la petite et la toute petite paysannerie, et en général, la toute petite propriété, les processus principaux de cette lutte s'accomplissent souterrainement ça et là, de jour en jour, jusqu'à ce que d'une manière soudaine et inattendue, ils fassent irruption à l'extérieur. L'élément capitaliste trouve avant tout son expression dans la différenciation de la campagne et dans la croissance de, la propriété privée. Les gros bonnets de la campagne, comme les éléments bourgeois des villes, s'entrelent plus étroitement avec les différents chaînons de l'appareil économique d'État. Il arrive assez souvent que cet appareil permet à la nouvelle bourgeoisie d'envelopper dans des statistiques nébuleuses sa lutte efficace en faveur de l'augmentation de sa part du revenu national.

L'appareil commercial de l'État, de la coopération et des particuliers absorbe une immense partie du revenu national : plus d'un dixième de la production brute. D'autre part, le capital privé, dans le roulement du capital de circulation industrielle, occupe ces dernières années sensiblement plus d'un cinquième du roulement dont le chiffre total atteint plus de 5 milliards de recettes par an. Jusqu'à maintenant, la masse des consommateurs reçoit plus de 50 % des produits de première nécessité des mains du commerce privé. C'est ici que le commerce privé trouve sa source de profits et d'accumulation. La différence (ciseaux) entre les prix de la production agricole et ceux de la production industrielle, la différence entre les prix de gros et de détail, ce que l'on appelle la « rupture » des prix, selon les diverses branches de l'économie rurale, selon les secteurs, selon les saisons, selon la différence entre les prix intérieurs et les prix mondiaux (contrebande), tout cela représente pour le capital privé une source continue d'enrichissements.

Le capital privé recueille un intérêt usuraire sur les hypothèques et s'enrichit sur les emprunts d'État. Le rôle de la propriété privée est aussi très important dans l'industrie. Si, ces derniers temps, il a une tendance à diminuer d'une façon relative, dans sa totalité il grandit. L'industrie capitaliste privée, soumise au contrôle de l'État, a une production brute de 400 millions par an. La petite industrie à domicile et l'artisanat ont une production annuelle de 1 800 millions. La production non étatique, prise dans son ensemble, représente plus de 20 % de toute la production industrielle marchande et près de 40 % des marchandises vendues sur l'ensemble du marché. La grande masse de cette industrie est liée d'une façon ou d'une autre au capital privé. Les formes multiples, aussi bien apparentes que cachées, de l'exploitation des masses artisanales par le capital commercial et par le capital de l'industrie à domicile, sont la source, extrêmement importante et toujours grandissante, de l'accumulation de la nouvelle bourgeoisie.

Les impôts, les salaires, les prix, le crédit sont, dans notre régime, les leviers essentiels pour la répartition du revenu national, le renforcement de certaines classes et l'affaiblissement des autres.

*L'impôt agricole à la campagne*, en règle générale, se répartit progressivement à rebours : lourdement sur les pauvres, légèrement sur les paysans riches et les paysans économiquement forts. D'après des calculs approximatifs, 34 % de l'économie rurale pauvre de l'URSS (même en dehors des régions où la différenciation est déjà très accentuée, comme en Ukraine, dans le Caucase du Nord, en Sibérie) possèdent 18 % du revenu net conventionnel ; cette même proportion de 18 % de revenus est possédée par le groupe des paysans riches qui embrasse 7,5 % de l'économie rurale, alors que chacun de ces groupes paie à peu près la même quantité, soit environ 20 % du total des impôts. Il est clair que l'impôt pèse beaucoup plus lourdement sur chaque économie rurale pauvre que sur chaque économie koulak, ou que sur chaque économie de paysans aisés. Contrairement aux craintes des dirigeants du XIV<sup>e</sup> Congrès, notre politique en matière d'impôts est loin de « déshabiller » le koulak et elle ne met nulle entrave à la concentration entre ses mains de réserves en argent et en nature de plus en plus fortes.

*Le rôle des impôts indirects*, dans notre budget, grandit de façon menaçante aux dépens des impôts directs. De ce fait même, le poids des impôts se déplace automatiquement des couches supérieures sur les couches inférieures. Les impôts sur les ouvriers ont été, en 1925-1926, deux fois plus élevés que dans l'année précédente, alors que les impôts sur le reste de la population des villes ont diminué de 6 % (*Courrier financier*, 1927, n° 2, page 52) : l'impôt sur l'alcool est un fardeau de plus en plus insupportable, surtout dans les régions industrielles.

*L'augmentation du revenu par tête* en 1926, par rapport à 1925 est, d'après certains calculs approximatifs, pour les paysans de 19 % pour les ouvriers de 26 % pour les commerçants et industriels de 46 %. Si on divisait les « paysans » en trois groupes principaux, on découvrirait de façon indiscutable que chez le koulak le revenu s'est beaucoup plus accru que chez l'ouvrier. Les revenus des commerçants et des industriels, qui sont calculés d'après les données des impôts sont, sans aucun doute, sous-estimés (en dessous de la réalité). Cependant, ces chiffres embellis témoignent clairement de l'accroissement des antagonismes de classes.

*L'écart des prix* entre les produits agricoles et industriels est devenu encore plus grand depuis un an et demi. Pour ses produits, le paysan ne recevait pas plus de 125 % des prix d'avant-guerre ; et pour les produits manufacturés, il ne payait pas moins de 220 % des prix d'avant-guerre. Le surplus que paye la paysannerie se répartit principalement sur les couches inférieures et il s'est élevé, pour l'année écoulée, à plus d'un milliard de roubles. Ceci entraîne non seulement l'aggravation des contradictions entre l'économie rurale et l'industrie, mais accentue fortement la différenciation de la campagne.

L'écart entre les prix de gros et de détail occasionne des pertes à l'État et aux consommateurs ; il y a un tiers qui gagne, c'est le particulier, c'est-à-dire le capitaliste.

*Le salaire réel*, en 1927, est dans le meilleur cas, au même niveau que dans l'automne 1925. Mais ce qui est indiscutable c'est que, pendant ces deux années, notre pays s'est enrichi, le revenu général s'est accru, les gros bonnets de la campagne, les koulaks, ont augmenté leurs réserves avec une rapidité énorme. L'accumulation du capitalisme privé, du commerçant, du spéculateur grandit extraordinairement. Il est clair que la part de la classe ouvrière dans le revenu général du pays diminue en même temps que la part des autres classes grandit. C'est le fait le plus important pour l'appréciation de la situation.

On peut affirmer que fournir des indications publiques sur les contradictions du développement et de l'accroissement des forces hostiles, c'est de la panique et du pessimisme ; le font ceux qui, au fond d'eux-mêmes, trouvent que notre classe ouvrière et notre parti ne pourront pas surmonter les difficultés et les dangers. Nous ne

partageons pas ce point de vue. Il faut voir clairement les dangers. Nous les indiquons avec précision pour lutter plus sûrement contre eux et pour les vaincre.

A l'époque de la Nep, un certain accroissement des forces qui nous sont hostiles - koulaks, nepmans, bureaucrates - est inévitable. Ces forces ne peuvent être supprimées par des mesures administratives ou par une simple pression économique. En instaurant la Nep et en la réalisant, nous avons nous-mêmes fait une certaine place aux rapports capitalistes dans notre pays. Et, pendant un laps de temps encore assez long, nous devons reconnaître que leur existence est inévitable. Lénine n'a fait que rappeler une vérité banale et nécessaire aux ouvriers quand il a dit : « *Tant que nous vivrons dans un pays à majorité petite paysanne, il existera toujours en Russie, pour le capitalisme, une base beaucoup plus solide que pour le communisme ; il est nécessaire de s'en souvenir... nous n'avons pas extirpé les racines du capitalisme et le fondement et la base de l'ennemi intérieur ne sont pas ébranlés.* » (T. XVII, page 427). Ce fait social le plus important, indiqué par Lénine, ne peut pas, comme il le dit, être simplement rayé d'un trait de plume, mais on peut surmonter les difficultés et les vaincre par une politique juste, systématique et méthodique de la part de la classe ouvrière, s'appuyant sur la paysannerie pauvre et en s'alliant avec la paysannerie moyenne. Cette politique consiste principalement dans le renforcement de toutes les positions sociales du prolétariat, dans le relèvement aussi rapide que possible des positions de commandement du socialisme, en liaison la plus étroite avec la préparation et le développement de la révolution prolétarienne mondiale.

Une politique léniniste juste comprend aussi l'utilisation de la manœuvre dans la lutte contre les forces du capitalisme. Lénine a usé maintes fois du moyen des concessions particulières afin de contourner l'ennemi, des reculs temporaires dans le but d'avancer avec plus de sûreté par la suite. La stratégie de la manœuvre est encore actuellement nécessaire. Il ne faut pas louver, mais manœuvrer l'ennemi quand on ne peut pas le renverser par une attaque directe. Lénine est resté invariablement dans la ligne de la révolution prolétarienne. De son temps, le parti connaissait toujours les causes de la manœuvre, le sens de celle-ci, les limites au-delà desquelles on ne pouvait plus reculer et les positions d'où on recommencera l'offensive prolétarienne. La retraite du temps de Lénine s'appelait la retraite, une concession une concession. Grâce à cela, l'armée prolétarienne conservait toujours dans la manœuvre sa formation compacte, son esprit combatif, et la compréhension du but à atteindre.

Pendant cette dernière période, la direction du parti s'est écartée de la ligne tracée par Lénine. Le *groupe Staline* mène le parti à l'aveuglette, cachant les forces de l'ennemi, donnant à tout une apparence toute superficielle de succès. Il ne donne aucune perspective au prolétariat, ou, ce qui est pire, il lui donne une perspective fausse. Il avance en zigzags, s'adaptant aux éléments hostiles, affaiblissant et embrouillant les forces de l'armée prolétarienne. Il favorise la croissance et la passivité, la méfiance à l'égard de la direction, la défiance dans les forces de la révolution. Se référant à la stratégie manœuvrière de Lénine, il cache ses oscillations sans principes et inattendues pour le Parti, oscillations qui décomposent ce dernier et n'ont d'autre résultat que de faire gagner du temps à l'ennemi et de lui permettre de prendre de l'avance.

Les échantillons les plus « classiques » des manœuvres de Staline, Boukharine et Rykov, sur l'arène internationale, sont la politique chinoise et la politique envers le Comité anglo-russe, et, à l'intérieur du pays, leur politique envers le koulak. Dans toutes ces questions le parti et la classe ouvrière n'ont su la vérité ou une partie de celle-ci que lorsque se sont abattues sur leurs têtes les lourdes conséquences d'une ligne fautive à sa base.

Deux ans après que le groupe Staline ait effectivement déterminé la politique des institutions centrales du Parti, on peut considérer comme complètement prouvé que la politique de ce groupe a été impuissante à éviter : **1°** la croissance démesurée des forces qui veulent orienter le développement de notre pays dans la voie capitaliste ; **2°** l'affaiblissement de la situation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre en face de la force grandissante du koulak, du nepman et du bureaucrate ; **3°** l'affaiblissement de la situation générale de l'État ouvrier dans sa lutte contre le capitalisme mondial, l'aggravation de la situation internationale de l'URSS

La faute directe du groupe de Staline, c'est qu'au lieu de dire au Parti, à la classe ouvrière et à la paysannerie, toute la vérité sur la situation, il a caché cette vérité en présentant, sous une forme édulcorée, la croissance des forces ennemies en fermant la bouche à ceux qui réclamaient et découvraient la vérité.

La concentration du *feu à gauche* alors que toute la situation est caractérisée par des dangers de droite, l'étouffement grossièrement mécanique de toute critique exprimant les craintes légitimes du prolétariat quant à la destinée de la révolution prolétarienne, l'acquiescement à toute déviation de droite, l'affaiblissement de l'influence prolétarienne et du vieux noyau bolchevik dans le parti : tout ceci affaiblit et désarme la classe ouvrière au moment où l'activité du prolétariat, la vigilance et la cohésion du Parti, ainsi que la fidélité aux véritables commandements de Lénine, sont les plus nécessaires.

On déforme Lénine, on le corrige, on l'interprète, on le complète selon les besoins de la cause pour couvrir les fautes successives. Depuis la mort de Lénine, on a créé toute une série de nouvelles théories, simplement pour justifier, théoriquement, l'éloignement du groupe Staline de la voie de la révolution prolétarienne. Les mencheviks et la presse capitaliste voient et acclament, dans la politique et les nouvelles théories de Staline-Boukharine-Martinov, une marche en avant selon la théorie d'Oustrialov « plus en avant que Lénine », la sagesse d'hommes d'État, le « réalisme », le renoncement aux « utopies » du bolchevisme révolutionnaire. Dans l'éloignement de la direction du parti de toute une série de disciples de Lénine, ils voient les premiers pas vers le passage à une nouvelle voie et s'en félicitent ouvertement.

Pendant ce temps, le processus élémentaire de la Nep, non freinée et non dirigée par une ferme politique de classe, prépare de nouveaux glissements dangereux.

25 millions de petites économies rurales sont la source principale des tendances capitalistes. La couche supérieure des koulaks qui naît de cette masse, réalise le processus de l'accumulation primitive du capitalisme qui mine profondément les positions du socialisme. Le sort ultérieur de ce processus dépend en dernier lieu des rapports entre la croissance des économies étatiques et des économies privées. Le retard de l'industrie augmente le rythme clé la différenciation de la paysannerie et multiplie les dangers politiques qui en découlent. « *Les koulaks, écrivait Lénine, ont plus d'une fois, dans l'histoire des autres pays, restauré le pouvoir des féodaux, des tzars, des curés et des capitalistes. Il en fut ainsi dans toutes les révolutions européennes passées, lorsque les koulaks, en raison de la faiblesse des ouvriers, réussissaient à faire régresser la république vers la monarchie, le pouvoir des travailleurs vers la domination des exploiters, des riches, des parasites ! On peut très facilement réconcilier le koulak avec les féodaux, les tzars et les curés, même s'ils s'étaient querellés antérieurement, mais avec la classe ouvrière, jamais.* » (Lénine, *Camarades ouvriers, marchons à la lutte finale*, édition de l'Institut Lénine, pages 1 et 2). Celui qui n'a pas compris cela, celui qui pense que l'on peut « intégrer » le koulak dans notre socialisme n'est capable que d'une seule chose : « *c'est de faire échouer la Révolution* ».

Dans le pays existent deux positions essentielles, s'excluant réciproquement : l'une - position prolétarienne construisant le socialisme, l'autre - position de la bourgeoisie qui tend à entraîner le développement vers une voie capitaliste.

Le camp de la bourgeoisie, et des couches de la petite bourgeoisie qui sont à sa remorque, met tous ses espoirs dans l'initiative privée et l'intérêt individuel. Ce camp mise sur le pays « économiquement fort » afin que la coopération, l'industrie et le commerce extérieur servent ses propres intérêts. Ce camp considère que l'industrie socialiste ne doit pas compter sur le budget d'État. Le rythme du développement de l'industrie ne doit pas contrecarrer les intérêts de l'accumulation capitaliste agraire. La lutte pour l'augmentation du rendement de la production signifie, pour la petite bourgeoisie qui se renforce quotidiennement, une pression sur les muscles et les nerfs des ouvriers. La lutte pour la baisse des prix signifie, pour elle, la diminution de l'accumulation de l'industrie socialiste dans l'intérêt du capital commercial ; la lutte avec le bureaucratisme signifie, pour le petit-bourgeois, la dispersion de l'industrie, l'affaiblissement des débuts collectifs de l'industrie, la mise au dernier plan de l'industrie lourde, c'est-à-dire l'adaptation aux paysans économiquement forts, avec la perspective prochaine de la liquidation du monopole du commerce extérieur. C'est le chemin des oustrialovistes. Cela s'appelle : le capitalisme à échéances. Cette tendance dans le pays influence même certains cercles du parti.

La voie prolétarienne est exprimée dans les paroles suivantes de Lénine : « *La victoire du socialisme sur le capitalisme, l'affermissement du socialisme, peut être seulement considérée comme assurée quand le pouvoir gouvernemental prolétarien, ayant définitivement réprimé toute résistance des exploiters, et assuré son plein équilibre et son autorité, aura réorganisé toute l'industrie sur la base d'une grosse production collective et sur un nouveau fondement technique (électrification dans toutes les branches principales de l'économie). Cette réorganisation peut seule donner la possibilité de fournir aux campagnes arriérées et dispersées, une aide radicale technique et sociale créant ainsi une base matérielle pour un accroissement considérable de la productivité du travail agricole et du travail général à la campagne, contraignant ainsi les petits cultivateurs, par la force de l'exemple et leur propre intérêt, à passer de la petite production à la grande culture collective mécanique.* » (Résolution du II<sup>e</sup> Congrès de l'IC). C'est sous cet angle que doit être édictée toute la politique du Parti (impôts, industries, économies rurales, commerce extérieur et intérieur, etc.). Telle est la position essentielle de l'Opposition. *C'est le chemin vers le socialisme.*

Entre ces deux positions, se trouve, toujours plus près de la première, la ligne de Staline, composée de courts zigzags à gauche et de larges zigzags à droite. Le chemin de Lénine signifie le développement socialiste des forces productives dans la lutte continuelle contre les éléments capitalistes. La voie d'Oustrialov signifie le développement sur des bases capitalistes, par le moyen de l'annulation progressive des conquêtes d'Octobre. Le chemin de Staline conduit en réalité à freiner le développement des forces productives, à diminuer le poids spécifique des éléments du socialisme et par là même à préparer la victoire de la voie d'Oustrialov. Le cours de Staline est d'autant plus dangereux et d'autant plus néfaste qu'il cache les déviations réelles sous des mots simples et des expressions courantes. L'accomplissement du processus de reconstruction a posé d'une façon aiguë les tâches essentielles du développement économique et, par là même, sapé la position de Staline, qui ne convient pas aux grandes questions ; que ce soit la question chinoise ou la reconstruction du capital de base de l'URSS.

Malgré la tension de la situation, qui est rendue extrêmement aiguë par les fautes grossières de la direction actuelle, cet état de choses est tout à fait réparable. Mais il faut, pour cela, changer radicalement la ligne de la direction du parti, dans le sens de la ligne tracée par Lénine.

## II. La situation de la classe ouvrière et les syndicats

La Révolution d'Octobre a, pour la première fois dans l'histoire, transformé le prolétariat en classe dirigeante d'un immense pays. La nationalisation des moyens de production signifiait un premier pas décisif vers la reconstruction socialiste de tout le système social bâti sur l'exploitation de l'homme par l'homme. L'introduction de la loi sur les huit heures a été un pas en avant dans la voie de la transformation complète des conditions vitales et culturelles d'existence de la classe ouvrière. Malgré la pauvreté du pays, le Code du Travail a établi pour les ouvriers - et parmi eux pour les couches les plus arriérées qui, dans le passé, étaient absolument sans défense - des garanties juridiques qui n'avaient été et ne seront jamais accordées par l'État capitaliste le plus riche. Les syndicats professionnels ont été élevés jusqu'au niveau de l'arme la plus importante entre les mains de la classe dirigeante ; ils ont reçu la possibilité, d'une part, d'englober de larges masses qui, dans d'autres conditions sociales, leur auraient échappé et, d'autre part, d'influencer directement et sans intermédiaire, toute la marche de la politique de l'État ouvrier.

La tâche du Parti consiste à assurer l'application de ces grandioses conquêtes historiques en leur donnant leur plein contenu. Le succès dans cette voie dépend, d'une part, des conditions objectives nationales et internationales ; d'autre part, de la justesse de la ligne et du savoir-faire de la direction.

Les éléments décisifs pour la marche de notre pays dans la voie socialiste et non capitaliste *sont liés étroitement aux améliorations dans le domaine de l'existence de la classe ouvrière*. Ces améliorations doivent trouver leur expression dans le domaine matériel : le nombre des ouvriers occupés dans les industries, le niveau du salaire réel, le caractère du budget ouvrier, les conditions locatives des travailleurs, l'assistance médicale, etc. ; dans le domaine politique le Parti, les syndicats, les Soviets, les jeunesses ; enfin, dans le domaine culturel : l'école, la littérature, le journal, le théâtre. La tendance à repousser à l'arrière-plan les intérêts vitaux des ouvriers et, sous le nom méprisant d'« esprit d'atelier », à les opposer aux aspirations historiques de leur classe représente une tendance théoriquement fautive et politiquement dangereuse.

L'accaparement par l'État prolétarien de la plus-value n'est évidemment pas de l'exploitation. Mais nous avons : **1°** l'État ouvrier avec des déformations bureaucratiques, l'appareil privilégié de direction démesurément grossi absorbant une très grande part de la plus-value ; **2°** la bourgeoisie grandissante qui, par le commerce et par suite de l'écart des prix, accapare une partie de la plus-value provenant de l'industrie d'État.

En général, pendant la période de reconstruction, les effectifs des ouvriers et les conditions de leur existence grandissaient non seulement d'une façon absolue, mais même relativement à la croissance des autres classes, alors que, dans la dernière période, c'est le contraire qui s'est produit : la croissance des effectifs ouvriers, l'amélioration de leur sort marquent un temps d'arrêt, tandis que, pendant cette même période, les forces ennemies continuent à grandir d'une façon accélérée, ce qui non seulement fait empirer inévitablement la situation des ouvriers à l'usine, mais diminue le poids du prolétariat dans la société soviétique.

Les mencheviks, les agents de la bourgeoisie dans les milieux ouvriers montrent perfidement les difficultés matérielles de nos ouvriers, essayant d'opposer le prolétariat à l'État soviétique et d'amener les ouvriers à accepter leurs théories petites-bourgeoises et de « marche arrière vers le capitalisme ». Les fonctionnaires, contents d'eux-mêmes, qui aperçoivent le « menchévisme » dans la façon dont l'Opposition pose crûment la question des conditions matérielles des ouvriers, apportent de cette façon le meilleur appui au menchévisme, en poussant les ouvriers sous la bannière jaune de celui-ci.

Pour vaincre les difficultés, il faut les connaître. Il faut vérifier consciencieusement et d'une façon juste nos succès et nos échecs en examinant la véritable situation des masses travailleuses.

### La situation des ouvriers

L'époque de reconstruction fut l'époque d'une augmentation assez rapide du salaire jusqu'à l'automne 1925. Une sensible diminution du salaire réel a commencé en 1926 et a été surmontée seulement au début de 1927. Le salaire d'un mois, pendant le premier semestre de l'année économique 1926-1927, représentait en moyenne, dans la grande industrie, en roubles conventionnels de la région de Moscou, 30 roubles 67 kopecks et 30 roubles 33 kopecks pendant l'automne 1925. Pendant le troisième trimestre de l'année économique, selon des prévisions approximatives, le salaire atteignait 31 roubles 62 kopecks. On voit de cette façon que pendant cette année, le salaire réel marqua un temps d'arrêt à peu près au niveau du salaire de l'automne 1925.

Il est certain, d'une part, que le salaire et le niveau matériel moyens de certaines catégories d'ouvriers, dans certains districts, avant tout dans les capitales comme Moscou et Leningrad, sont d'une manière indiscutable au-dessus du niveau moyen indiqué plus haut ; mais, d'autre part, le niveau matériel moyen d'autres larges couches d'ouvriers est sensiblement au-dessous même de ces chiffres modestes.

Toutes les données indiquent que l'augmentation du salaire ne suit pas l'augmentation du rendement. L'intensification du travail grandit, les mauvaises conditions de travail restent toujours les mêmes.

L'augmentation du salaire est de plus en plus subordonnée à l'*intensification* du rendement. Cette tendance qui ne peut s'accorder avec le cours socialiste a été confirmée par le CC dans sa fameuse résolution sur la rationalisation

(*Pravda*, 25 mars 1927). Cette résolution a été adoptée par le IV<sup>e</sup> Congrès des Soviets. Cette politique signifie que l'augmentation des richesses publiques, grâce au développement de la technique (le rendement des entreprises), n'entraîne en aucune façon une augmentation des salaires.

La faible croissance des effectifs ouvriers diminue dans les ménages ouvriers le nombre de ceux qui travaillent. En roubles réels, *le budget des dépenses d'une famille ouvrière*, depuis 1924-1925, s'est rétréci. L'augmentation du prix des loyers oblige les ouvriers à sous-louer une partie de leur logis. Les sans-travail, directement ou indirectement, pèsent sur le budget ouvrier. La consommation grandissante des boissons alcooliques pèse également sur le budget ouvrier. En somme, tout ceci entraîne une *diminution du niveau de vie* des ouvriers.

La rationalisation industrielle entraîne inévitablement l'aggravation du sort de la classe ouvrière, lorsqu'elle n'est pas accompagnée par un développement de l'industrie des transports, etc., qui permette d'utiliser les ouvriers licenciés. Pratiquement, la rationalisation se traduit souvent par l'« expulsion » de certains groupes d'ouvriers et par l'aggravation du sort matériel des autres. Ceci entraîne inévitablement une méfiance des ouvriers à l'égard de la rationalisation.

Lorsqu'une pression sur les conditions de travail est exercée, ce sont toujours les groupes les plus faibles des travailleurs : manœuvres, ouvriers saisonniers, femmes et jeunes, qui en pâtissent.

En 1926, dans presque toutes les branches de l'industrie, une diminution du salaire de l'ouvrière s'est produite par rapport à celui de l'ouvrier. Dans maintes branches d'industrie, le salaire des manœuvres femmes représentait, en mars 1926, 51,8 %, 61,7 %, 83 % du salaire de l'homme. Les mesures nécessaires de protection du travail féminin, dans les branches industrielles, comme l'exploitation de la tourbe, les travaux de déchargement et de chargement, etc., ne sont pas prises.

Le salaire des *jeunes*, par rapport aux salaires des ouvriers adultes, diminue continuellement : en 1923, il formait 47,19 % ; en 1924, 45 % ; en 1925, 43,4 % ; en 1926, 40,5 % du salaire de l'adulte (Revue de la situation économique des jeunes en 1924-1925, 1925-1926). En mars 1926, 49,5 % des jeunes gagnaient moins de 20 roubles par mois (Bureau central de statistiques). Le nombre des jeunes sans travail augmente tous les jours.

### **Les ouvriers agricoles**

Sur le chiffre global de 3 millions et demi de la main-d'œuvre agricole, les ouvriers et ouvrières agricoles sont au nombre de 1 600 000. Seulement 20 % de ceux-ci font partie d'organisations syndicales. L'enregistrement des contrats de travail, presque tous esclavagistes, est à peine commencé. Le salaire des ouvriers agricoles est, habituellement et même dans les entreprises étatiques, au-dessous du minimum fixé par l'État. Le salaire actuel réel ne dépasse pas, en moyenne, 63 % du salaire d'avant-guerre. La journée de travail est rarement au-dessous de 10 heures ; en général la journée de travail des ouvriers agricoles n'est pas délimitée. Le salaire est payé irrégulièrement et avec beaucoup de retard. La situation des plus difficiles dans laquelle se trouvent les ouvriers agricoles ne provient pas uniquement des difficultés de la construction socialiste dans un pays agricole arriéré, mais provient aussi, certainement, d'un cours erroné qui, en pratique, dans la vie et dans la triste réalité, se préoccupe surtout des couches favorisées de la campagne au lieu de s'occuper des couches défavorisées. Il est nécessaire de défendre systématiquement, partout, les intérêts des ouvriers agricoles contre les koulaks et contre les soi-disant paysans économiquement forts.

### **La question du logement**

La surface d'habitation pour les ouvriers est habituellement au-dessous de la moyenne de celle du reste de la population des villes. Les ouvriers des plus grandes villes industrielles sont la partie de la population la moins favorisée dans la question du logement. La répartition de la surface d'habitation, selon les groupes sociaux, dans les villes où un travail statistique a eu lieu, se traduit par les chiffres suivants : ouvriers, 5 à 6 mètres carrés ; employés, 6 à 9 ; artisans, 7,6 ; professions libérales, 10,9 ; éléments qui ne travaillent pas, 7,1. Ceci démontre que les ouvriers occupent la dernière place. La surface d'habitation des ouvriers diminue d'année en année. En même temps, les couches non prolétariennes voient leur surface d'habitation augmenter. La situation générale, par rapport à la construction des locaux d'habitation, menace le développement futur de l'industrie. Néanmoins, on reconnaît, selon le plan quinquennal de construction de la Commission du plan d'État, que d'ici 5 ans, la situation locative sera encore plus mauvaise qu'actuellement : la surface d'habitation moyenne vers la fin de 1926, qui était de 11,3 mètres carrés, tombera, selon la Commission, vers la fin de 1931, à 10,6.

### **Le chômage**

Le développement lent de l'industrialisation se fait sentir surtout d'une façon aiguë dans la question du chômage, qui a pénétré même parmi les cadres les plus importants du prolétariat industriel.

Le nombre officiel des chômeurs enregistrés pour le 1<sup>er</sup> avril 1927 est de 1 656 000, le nombre réel des chômeurs atteint en réalité le chiffre de 2 millions. Le nombre des chômeurs grandit incontestablement plus vite que le nombre des ouvriers absorbés par l'industrie. Le nombre des chômeurs augmente rapidement parmi les ouvriers industriels.

Selon les prévisions du Plan quinquennal d'État, l'industrie augmentera pendant cette période sa main-d'œuvre de 400 000 ouvriers. Étant donné l'afflux de la main d'œuvre de la campagne, cela signifie que le nombre des chômeurs, vers la fin de 1931, s'accroîtra pour atteindre au moins le chiffre de 3 millions. Les conséquences de cet état de choses sont le développement de la mendicité, de la prostitution et des sans-abri.

Les chômeurs se plaignent à juste titre de la façon dont ils sont servis par les *Caisses d'assurances*. La moyenne des secours alloués est de 11,9 roubles (à peu près 5 roubles d'avant-guerre). Les secours alloués par les syndicats à leurs membres ne dépassent pas 6,5 à 7 roubles. Seulement 20 % des syndiqués chômeurs bénéficient des secours alloués par les syndicats.

*Le Code du Travail* a été soumis à une telle multitude d'explications que celles-ci dépassent de plusieurs fois le nombre des paragraphes qui existaient primitivement et dont un nombre assez important est supprimé. C'est la défense juridique des ouvriers saisonniers qui a empiré.

La campagne menée pour les *Contrats collectifs* se caractérise surtout presque partout par une diminution des garanties juridiques, une pression accrue sur le rendement et la fixation des prix. C'est ainsi que le droit accordé aux organes économiques de recourir à l'arbitrage obligatoire a même détruit dans son essence le contrat collectif, accord entre deux parties contractantes, qui devient une simple disposition administrative (*Troud*, 4 juillet 1927).

Les sommes, allouées à l'industrie pour la *protection du travail*, sont tout à fait insuffisantes. Selon les données du Commissariat du Travail de la RSFSR, pendant l'année économique 1925-1926, sur 1 000 ouvriers travaillant dans de grosses entreprises, il se produisait en moyenne 97,6 accidents de travail entraînant une incapacité de travail. Un ouvrier sur 10, au cours de l'année, est sujet à un accident de travail.

Les dernières années sont marquées par une augmentation des conflits. La solution des conflits, en réalité, n'a pas un caractère de conciliation, mais au contraire plutôt de contrainte.

Le régime intérieur dans les entreprises s'aggrave. L'administration cherche de plus en plus à introduire dans les entreprises son pouvoir illimité. L'embauchage et le débauchage, en fait, ne dépendent que de l'administration. Il n'est pas rare de voir entre les contremaîtres et les ouvriers s'instaurer des rapports tout à fait identiques à ceux d'avant-guerre.

*Les conférences de production* tendent à disparaître. La majeure partie des propositions pratiques des ouvriers concernant la production ne reçoit aucune suite. Une partie des ouvriers est actuellement dressée contre ces conférences de production, car les améliorations qui en résultent entraînent la diminution du personnel. Tout ceci contribue à une faible participation des ouvriers aux conférences de production.

Il faut faire ressortir dans le domaine des questions culturelles et d'existence les questions relatives à *l'école*. Il devient de plus en plus difficile aux ouvriers de donner à leurs enfants non seulement des connaissances professionnelles, mais même de leur fournir une instruction élémentaire. Dans presque tous les districts ouvriers, l'insuffisance des écoles se fait sentir d'une façon aiguë. Ce système qui consiste à prendre chez les parents des sommes destinées à divers besoins de l'école supprime pratiquement l'enseignement gratuit. Le manque d'écoles et de jardins d'enfants laisse une grande partie des enfants ouvriers à la merci de la rue.

### **Les organisations syndicales. Les ouvriers.**

Certaines divergences d'intérêts dans les questions des conditions de travail des entreprises (telles qu'elles furent reconnues dans une résolution du XI<sup>e</sup> Congrès) ont grandi énormément pendant les dernières années.

Pendant les dernières années, la politique du parti et des dirigeants syndicaux a amené les syndicats à une situation telle que, même de l'aveu du XIV<sup>e</sup> Congrès du parti, « *les syndicats n'ont pas pu accomplir tout le travail qui leur était fixé, démontrant ainsi leur étroitesse d'esprit, reléguant au second plan leurs tâches primordiales essentielles de défense des intérêts économiques des masses qu'ils englobent et de relèvement de leur niveau matériel et moral* ». La situation après le XIV<sup>e</sup> Congrès ne s'est pas améliorée, bien au contraire. La bureaucratisation des syndicats a fait un pas en avant.

Le nombre des ouvriers travaillant à l'usine ou des militants sans parti est insignifiant dans les organes dirigeants d'une dizaine de syndicats industriels (12 à 13 %). L'immense majorité des délégués, dans les congrès syndicaux, est faite d'éléments, qui ne travaillent plus à l'usine (*Pravda*, 23 juillet 1927). Jamais la classe ouvrière et les syndicats n'ont été aussi éloignés de la direction de l'industrie socialiste qu'en ce moment. L'activité propre des organisations syndicales, expression des larges masses ouvrières, est remplacée par l'accord entre le secrétaire de la cellule, le directeur de l'usine et le président du Comité d'usine. Les Comités d'usines inspirent une certaine méfiance aux ouvriers. La participation de ceux-ci aux réunions est très faible.

Le mécontentement que l'ouvrier ne peut exprimer au syndicat, l'oblige à se taire. « *Il nous est défendu d'être trop actifs. Si tu veux manger du pain, parle le moins possible.* » Ces déclarations sont générales. (Documents du Comité régional de Moscou. Les résultats des larges conférences ouvrières. *Revue d'informations*, p. 30 et autres). On enregistre actuellement des tendances parmi les ouvriers à améliorer leur sort en dehors des organisations syndicales. Cela déjà nous démontre qu'il faut changer radicalement le régime actuel des syndicats.



## Propositions concrètes les plus importantes

### A. Dans le domaine de la situation matérielle des ouvriers.

1. Couper court à toute tentative d'allonger la journée de travail (défense des huit heures). Ne tolérer les heures supplémentaires que dans les cas de nécessité absolue. Ne pas tolérer les abus dans l'embauche de la main-d'œuvre auxiliaire et dans le déclassement des ouvriers titulaires dans les catégories dites auxiliaires. Interdire toutes les prolongations de la journée de travail dans les industries insalubres, autorisées actuellement uniquement grâce à la révision des anciennes lois.
2. Une des premières tâches, c'est d'augmenter les salaires, tout au moins en rapport avec le rendement industriel actuel. Il faut s'efforcer que l'augmentation systématique du salaire réel marche de pair avec l'augmentation du rendement de l'industrie. Il est nécessaire d'effectuer un plus grand rapprochement entre les divers groupes des salaires ouvriers, en relevant continuellement les bas salaires, sans pour cela baisser les salaires des groupes mieux payés.
3. Il est nécessaire d'arrêter les altérations bureaucratiques dans le domaine de la rationalisation. La rationalisation doit être intimement liée à un développement conséquent de l'industrie, à une répartition, selon un plan, de la main-d'œuvre et à la lutte contre le gaspillage des forces productives de la classe ouvrière, eu particulier contre la dissémination des cadres des ouvriers qualifiés.
4. Pour adoucir les conséquences du chômage, il faut : **a)** calculer les secours alloués aux ouvriers en fonction du salaire moyen de la région en question ; **b)** ne pas tolérer la diminution des versements (par l'industrie) pour les assurances sociales et mener une lutte pour empêcher que ces sommes ne soient pas payées en fait aux intéressés ; **c)** supprimer les dépenses des caisses d'assurances ouvrières au profit des caisses d'assurances publiques ; **d)** mener une lutte énergique, contre les économies faites sur le dos des assurés ; **e)** supprimer toutes les décisions qui ont permis, pour divers motifs, d'enlever les secours et de rayer des listes d'inscription des Bourses du Travail de véritables chômeurs ; **f)** tendre les efforts pour augmenter les secours alloués aux chômeurs, en premier lieu à ceux de l'industrie.

Il est nécessaire d'étudier mûrement des travaux de longue durée pour lesquels on pourrait utiliser les chômeurs, pour le plus grand bien du développement économique et culturel de notre pays.

5. Il est nécessaire d'améliorer continuellement *les conditions locatives* des ouvriers. Dans ce domaine, il faut résolument appliquer une stricte ligne de classe. Il ne faut pas tolérer que les éléments non prolétariens améliorent leurs conditions locatives aux dépens des ouvriers. Il ne faut pas permettre l'expulsion de leur logement des ouvriers licenciés des entreprises.

Il faut, par des moyens énergiques, améliorer la coopérative d'habitation. Il faut la mettre à la portée des couches inférieures des ouvriers. Il ne faut pas tolérer que les couches supérieures des employés accaparent les logements destinés aux ouvriers. Il faut repousser les prévisions du plan d'État dans les questions de logement comme perspectives contredisant grossièrement la politique socialiste. Obliger les entreprises à augmenter les dépenses pour la construction de logements ouvriers. Augmenter dans le budget les sommes allouées à ce chapitre afin d'arriver, d'ici cinq ans, à un changement radical dans ce domaine, en améliorant les conditions de logement des ouvriers.

6. Les contrats collectifs doivent être réellement discutés et acceptés dans les assemblées ouvrières. Proposer au prochain congrès du Parti d'annuler toutes les décisions accordant aux organes économiques le droit de recourir à l'arbitrage obligatoire. Le Code du Travail doit être compris non comme le maximum, mais bien comme le minimum fixant les conditions de travail. Les contrats collectifs doivent servir en eux-mêmes de garanties contre le licenciement possible d'une partie du personnel (les licenciements probables doivent être mentionnés séparément). La norme du rendement individuel doit être fixée, non selon le rendement du meilleur ouvrier, mais selon les capacités moyennes, et pour le laps de temps fixé par les accords concernant les prix. Reconnaître comme inadmissible tout contrat collectif qui, en comparaison avec les précédents, aggrave la situation des ouvriers.
7. Mettre sous le contrôle plus étroit des organisations syndicales et des ouvriers, l'activité des Bourses du Travail : mettre fin aux changements continuels dans la fixation des prix et du rendement individuel.
8. Augmenter les sommes allouées pour la protection du travail et l'amélioration des conditions de travail. Augmentation des peines juridiques pour infraction aux lois concernant la protection du travail. Pour les ouvrières « à travail égal, salaire égal ». Élever la qualification du travail féminin.
10. Il est inadmissible d'instaurer l'apprentissage non rétribué. Il faut mettre fin à la diminution continue du salaire des jeunes. Prendre les mesures qui s'imposent pour l'amélioration des conditions de travail de la jeunesse laborieuse.
11. Le régime d'économies ne doit pas se traduire dans la vie par une aggravation des intérêts vitaux des ouvriers. Il est nécessaire de rendre aux ouvriers les « bagatelles » supprimées (crèches, billets de trams, vacances plus longues, etc.).

12. Les syndicats doivent s'occuper un peu plus des ouvriers saisonniers.
13. Augmenter les secours médicaux à l'usine (dispensaires, hôpitaux, etc.).
14. Dans les districts ouvriers, augmenter le nombre des écoles pour les enfants des travailleurs.
15. Renforcer, par diverses mesures étatiques, la situation de la coopération ouvrière.

**B. Dans le domaine du travail syndical.**

1. La valeur du travail accompli par les syndicats dépend avant tout du degré de leur défense des intérêts économiques et culturels de la classe ouvrière dans le cadre des possibilités économiques données.
2. Les organisations du Parti, quand elles examinent les mesures à prendre concernant les intérêts économiques vitaux et les intérêts culturels des masses ouvrières, doivent prêter l'oreille aux opinions émises sur ces questions par les fractions communistes des organisations syndicales.
3. Les syndicats doivent procéder à la désignation aux postes syndicaux, par des élections réelles, publiquement faites, dont ils doivent rendre compte et prendre la responsabilité à tous les degrés de l'organisation.
4. Tous les organes dirigeants de l'industrie doivent être formés en accord réel avec les organisations syndicales correspondantes.
5. Dans les congrès des syndicats industriels (même de toute l'Union), dans tous les organes éligibles, même à la CE de la CGT, la majorité doit être réservée aux ouvriers qui travaillent à l'usine.  
  
Il faut que les éléments ouvriers sans-parti participent plus largement à ces organes, de telle façon qu'ils en constituent au moins un tiers.  
  
Il faut régulièrement renvoyer à l'usine une certaine partie des membres de l'appareil syndical.  
  
Il faut, dans le travail syndical, employer un peu plus les camarades non rétribués, utiliser les bonnes volontés, en attirant au travail syndical les ouvriers des usines.
6. Il est inadmissible de déplacer d'un poste syndical élu des camarades pour des désaccords intérieurs au Parti.
7. Il faut assurer la pleine indépendance des Comités d'usines et des Comités locaux vis-à-vis des administrations. L'embauchage et le débauchage ainsi que les changements de travail pour une durée de plus de 15 jours ne doivent être faits qu'en accord avec le Comité d'usine. Il faut lutter contre les abus dans ce domaine en utilisant le droit qu'à le Comité d'usine de protester contre une décision de l'administration auprès de l'organisation syndicale correspondant aux commissions des conflits.
8. Il faut garantir certains droits des correspondants ouvriers et punir sans pitié ceux qui les poursuivent pour des divulgations. Dans le code pénal, il faut introduire un paragraphe punissant comme crime contre l'État n'importe quelle brimade contre les ouvriers pour cause de critique, de proposition personnelle ou de vote.
9. Il faut pratiquement élargir le champ d'action des commissions de contrôle des conférences de production, en leur donnant la possibilité de contrôler l'exécution des décisions et la sauvegarde et la défense des intérêts de la classe ouvrière.
10. Il faut laisser intactes les décisions, inspirées par Lénine au XI<sup>e</sup> Congrès du parti concernant le droit de grève dans les industries d'État. En ce qui concerne le droit de grève dans les industries concédées, il faut le mettre sui, le même plan que s'il s'agissait d'un particulier.
11. Il faut vérifier et rajuster tout le système de la statistique du travail qui, dans son état actuel, donne un faux tableau de la situation économique et de la vie de la classe ouvrière, empêchant ainsi même tout le travail dans le domaine de la défense des intérêts des ouvriers.

---

La situation difficile de la classe ouvrière au X<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre s'explique évidemment aussi, en dernier lieu, par la pauvreté du pays, fruit des interventions militaires, du blocus, et par la lutte du milieu capitaliste qui entoure le premier État prolétarien. On ne peut pas changer la situation d'un coup de baguette magique. Mais on peut et on doit changer la situation en suivant une ligne juste. La tâche des bolcheviks ne consiste pas à se vanter et à embellir les résultats acquis (il en existe évidemment), mais à poser carrément la question de ce qui n'est pas encore fait, de ce qu'il faut faire, de ce qu'on peut faire en avant une ligne.

### III. La paysannerie, la question agraire et la construction socialiste

« *La petite production engendre toujours, quotidiennement, à tout moment, en masse le capitalisme et la bourgeoisie.* » (Lénine, 1920, t. XVII, page 118). Ou bien l'État prolétarien s'appuyant sur une industrie hautement développée et électrifiée saura vaincre le retard technique des millions de petites et de toutes petites économies rurales, les organisant sur des bases collectivistes de grosse production, ou bien le capitalisme, retranché à la campagne, rongera les fondements socialistes dans les villes.

Du point de vue du léninisme, la paysannerie, dont la masse essentielle n'exploite pas le travail d'autrui, est cet allié d'où dépendent, en fonction des rapports avec celui-ci, la solidité de la dictature du prolétariat et les destinées de la révolution socialiste. Dans les quelques mots suivants, Lénine formulait d'une façon précise les tâches vis-à-vis de la paysannerie, pour l'étape que nous traversons actuellement : « *Savoir aboutir à un accord avec le paysan moyen - sans renoncer une minute à la lutte contre le koulak et ne s'appuyer solidement que sur le paysan pauvre.* » (T. XV, p. 564).

La révision du léninisme par le groupe Staline-Boukharine, dans la question paysanne, se caractérise par les traits essentiels suivants :

1. La négation d'un des principes fondamentaux du marxisme qui dit que seule une forte industrie socialiste peut aider la paysannerie à transformer l'économie rurale sur des bases collectivistes ;
2. La sous-estimation des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, comme base sociale de la dictature prolétarienne à la campagne ;
3. La tendance à s'orienter dans l'économie rurale sur le soi-disant paysan « économiquement fort », en réalité sur le koulak ;
4. La volonté d'ignorer ou de nier le caractère petit-bourgeois de la propriété paysanne et des économies paysannes. Cela signifie une négation du marxisme, et un rapprochement vers les théories des socialistes-révolutionnaires ;
5. La sous-estimation du développement des éléments capitalistes à la campagne dans la période actuelle et l'atténuation de la différenciation de la paysannerie ;
6. La création d'une théorie à dormir debout selon laquelle « *le koulak et les organisations des koulaks ne pourront aller là où ils veulent, car les cadres de tout développement dans notre pays sont par avance délimités par le système social de la dictature prolétarienne* » (Boukharine, *le Chemin vers le socialisme et le bloc ouvrier et paysan*, page 491) ;
7. Des théories sur la possibilité de greffer « *les nids coopératifs des koulaks dans notre système social* » (Boukharine). « *Le problème se pose de cette façon, il faut développer les moyens économiques des koulaks* » (*Pravda*, 24 avril 1925) ;
8. Des tentatives d'opposer le « plan coopératif » de Lénine au plan d'électrification de Lénine. Selon Lénine, on garantit le passage au socialisme à la seule condition d'unir ces deux plans.

S'appuyant sur ces tendances révisionnistes du cours officiel, les représentants de la nouvelle bourgeoisie, qui se sont entremêlés à certains chaînons de notre appareil d'État, cherchent ouvertement à influencer notre politique à l'égard de la campagne, pour l'amener sur une voie capitaliste. Les koulaks et leurs idéologues cachent leurs prétentions derrière la préoccupation de développer les forces productives et d'accroître la quantité des marchandises « en général », etc. En fait, le développement dans la direction des koulaks, des forces productives et de la quantité des marchandises amènerait le ralentissement du développement des forces productives du reste des larges masses paysannes.

Malgré un processus assez rapide de reconstruction à la campagne, la quantité de produits agricoles dont les paysans disposent, pour le marché, est très petite. En 1925-1926, l'arrivage sur le marché ne forme que 64 % de celui d'avant-guerre ; l'exportation forme seulement 24 % par rapport à 1913. La raison de cet état de choses provient, en dehors de l'augmentation de la consommation de la population rurale (augmentation de la population, non seulement des économies rurales, sans oublier que 38 % de celles-ci, dans les zones productrices, achètent du blé pour leur propre consommation), des écarts dans les prix entre les produits agricoles, et les produits industriels et de l'accumulation, en nature, par les koulaks. Même dans les prévisions du plan quinquennal d'État, on est obligé de reconnaître que, « *en général, la disette de marchandises industrielles entrave dans une large mesure un échange équivalent entre la ville et la campagne, abaissant ainsi l'afflux sur le marché des produits agricoles* » (p. 177). De cette façon, le retard dans le développement de l'industrie a ralenti le développement de l'agriculture, diminué, les possibilités de vente des produits agricoles, entravé l'union entre la ville et la campagne, et amené une différenciation rapide de la paysannerie.

Les opinions émises par l'Opposition sur toutes les questions litigieuses de la politique paysanne ont été en entier confirmées par les faits.

Les retouches partielles, apportées à la ligne générale, sous la pression et la critique violente de l'Opposition, n'empêchent nullement la politique officielle de s'éloigner continuellement vers la défense des intérêts des paysans « économiquement forts ». Il suffit de se rappeler que le IV<sup>e</sup> Congrès des Soviets, sur le rapport du camarade Kalinine, n'a pas fait une seule allusion à la différenciation de la campagne et à la croissance du koulak.

Le résultat d'une telle politique ne peut être que de perdre le *paysan pauvre et de ne pas gagner le paysan moyen*.

Pendant ces dernières années, la différenciation capitaliste à la campagne a parcouru un grand chemin.

### **La différenciation de la paysannerie.**

Pendant ces quatre ans, les groupes de paysans *qui n'enseménçaient pas du tout ou très peu* ont diminué dans la proportion de 30 à 45 % ; les groupes qui enseménçaient de 6 à 10 déciatines, pendant le même laps de temps, ont augmenté dans la proportion de 100 à 120 % ; les groupes qui enseménçaient 10 déciatines et plus ont augmenté dans la proportion de 150 à 300 %. La disparition de groupes de paysans qui enseménçaient très peu ou pas du tout provient généralement de la ruine de ces économies rurales ou de leur disparition. Ainsi, en Sibérie, pendant une année, ont disparu 15,8 % d'économies rurales n'enseménçant pas, et 3,8 % parmi celles qui enseménçaient jusqu'à deux déciatines ; dans le Nord du Caucase, 14,1 % de la première catégorie et 3,8 % de la deuxième.

Les économies paysannes démunies d'outillage et de chevaux, s'élèvent très lentement au niveau inférieur des couches des paysans moyens. Il existe encore actuellement, dans toute l'Union soviétique, 30 à 40 % d'économies rurales démunies d'outillage et de chevaux. La majeure partie de ces économies rurales se trouve parmi les groupes de paysans enseménçant très peu.

Dans le Nord du Caucase, *la répartition de l'outillage agricole indispensable* est la suivante : 50 % des économies rurales les plus faibles détiennent 15 % de l'outillage agricole indispensable ; 35 % des économies rurales moyennes détiennent % de l'outillage agricole, et 15 % de l'économie rurale riche détiennent 50 % de l'outillage agricole indispensable. Le même tableau de la répartition de l'outillage agricole indispensable est constaté, dans d'autres régions (Sibérie, Ukraine. etc.).

De même que la répartition des terrains ensemencés et de l'outillage agricole n'est pas équitable, de même la répartition des réserves de blé entre les divers groupes d'économies paysannes n'est pas équitable. Au 1<sup>er</sup> avril 1926, on constate que 53 % de toutes les réserves de blé, sont concentrées entre les mains de 6 % des économies paysannes (*la Revue de statistiques*, n° 4, 1927).

*Le fermage des terres* prend chaque année des proportions plus importantes. Le fermage des terres est surtout fait par les économies paysannes fortes, qui ensemencent beaucoup, qui possèdent l'outillage agricole. Pour échapper aux impôts, on cache continuellement le fermage des terres. Les paysans, qui n'ensemencent pas, qui sont dénués d'outillage agricole et de bétail, sont obligés pour cultiver leurs terres, de louer le bétail et l'outillage indispensables. C'est le règne des conditions esclavagistes pour la location de l'outillage, de même que pour le fermage des terres. En même temps que grandit la location d'outillage et de bétail, contre une rémunération en nature, grandit la rémunération en argent qui prend des proportions usurières.

Le processus de *morcellement* des économies paysannes n'affaiblit pas mais *renforce* le processus de différenciation.

*Les machines et le crédit*, au lieu de servir de levier à la collectivisation de la campagne, presque continuellement tombent entre les mains des koulaks et des paysans aisés et aident ainsi ces derniers à renforcer leur exploitation des ouvriers agricoles, des paysans pauvres et des paysans moyens économiquement faibles.

En même temps que s'opère la concentration des terres et des moyens de production entre les mains des gros bonnets de la campagne, ces derniers utilisent de plus en plus la main-d'œuvre salariée.

Des économies rurales pauvres, ainsi que certaines économies rurales moyennes disparaissent soit à cause de la ruine de leurs propriétaires, soit liquidées par ces derniers. En même temps, il se produit parmi ces groupes une croissance de main-d'œuvre qui ne trouve pas à s'employer à la campagne, et cette main-d'œuvre, asservie par les koulaks et par les paysans économiquement forts, s'en va dans les villes où, dans une grande proportion, elle ne trouve pas de travail.

Malgré tous les processus signalés, *les paysans moyens* restent toujours le groupe le plus nombreux et le plus important de la campagne. Une des tâches les plus importantes de la dictature du prolétariat est d'amener le paysan moyen à la politique socialiste dans les questions de l'agriculture. Miser sur le paysan « économiquement fort » signifie en fait continuer une politique qui aboutit à la disparition des couches moyennes et pauvres de la campagne.

Ce n'est qu'en s'intéressant, comme il le faut, à la situation des ouvriers agricoles, en s'orientant vers le paysan pauvre et vers son alliance avec le paysan moyen, ce n'est qu'en menant une lutte décisive contre le koulak, en orientant l'industrialisation du pays dans une voie socialiste, en mettant sur une ligne de classe la coopération et

les crédits destinés à l'agriculture, que s'ouvriront de larges possibilités pour attirer le paysan moyen dans le travail de transformation de l'agriculture actuelle sur des bases socialistes.

### Les propositions pratiques

*Dans la lutte de classes qui se déroule à la campagne, le Parti doit, non seulement en paroles, mais par ses actes, se mettre à la tête des ouvriers agricoles, (les paysans pauvres, des masses fondamentales des paysans moyens et les organiser pour la lutte contre les tendances capitalistes des koulaks.*

Pour renforcer les positions de classe du prolétariat agricole, partie intégrante de la classe ouvrière, il est nécessaire de prendre vis-à-vis de ce prolétariat les mêmes mesures que celles qui régissent la situation des ouvriers industriels.

Le crédit agricole ne doit pas être utilisé pour le plus grand bien des couches aisées de la campagne. Il faut mettre un terme à la situation actuelle, où les fonds destinés aux paysans pauvres, très minimes en eux-mêmes, sont dilapidés assez souvent, non là où ils étaient destinés primitivement, mais au profit des couches aisées de la campagne.

*Il faut opposer au fermage la croissance plus rapide des communautés agricoles.* Il est indispensable d'allouer, systématiquement d'année en année, de plus grosses sommes aux paysans pauvres faisant partie de communautés agricoles.

Parallèlement à cela, il est nécessaire d'apporter une aide plus systématique aux *économies rurales pauvres* qui ne font pas partie des communautés agricoles, en les exonérant complètement de l'impôt, en faisant une politique de réorganisation agricole correspondant à leurs intérêts, en les faisant participer aux crédits, en leur donnant ainsi la possibilité de se procurer l'outillage indispensable, en les attirant dans la coopération agricole, etc. Au mot d'ordre, dénué de contenu de classe de Staline-Molotov : « *Création de cadres actifs de paysans sans-parti en vivifiant la vie des soviets* », qui, en fait, se traduit par le renforcement du rôle dirigeant des gros bonnets de la campagne, il faut opposer le mot d'ordre de la création de cadres actifs sans-parti *d'ouvriers agricoles, des paysans pauvres et des couches inférieures des paysans moyens.*

Il est nécessaire d'avoir une réelle organisation de paysans pauvres qui s'occuperait des questions politiques et économiques vitales, des machines agricoles, de la réorganisation de l'agriculture, de son utilisation, de la coopération, etc.

Le Parti doit prendre toute mesure utile pour aider au relèvement économique des *paysans moyens* par une politique juste dans la fixation des prix, en mettant des crédits à leur portée, par la coopération, en amenant petit à petit cette partie, la plus nombreuse de la paysannerie, au passage à une production collective, au moyen de machines.

Les tâches du Parti doivent être, par rapport à la croissance *des couches koulaks* de la campagne, de limiter les aspirations capitalistes de celles-ci. Il est inadmissible de réviser la Constitution qui enlève tout droit électoral aux éléments des campagnes qui exploitent le travail d'autrui. Il est nécessaire de créer une imposition très progressive, prendre, par le moyen des lois, la défense des salariés, fixer un taux minimum du salaire des ouvriers agricoles. En ce qui concerne la terre, par une juste politique de classe, mettre fin aux appétits grandissants du koulak, et éviter, dans le domaine de l'approvisionnement de la campagne en tracteurs, que ces derniers ne tombent pas en majorité entre les mains des koulaks.

Le fermage des terres de plus en plus développé l'ordre existant de la jouissance des terres, quand, en dehors de tout contrôle et direction soviétiques, les sociétés agricoles, soumises de plus en plus à l'influence des koulaks, disposent, selon leurs vues, des terres; les décisions du IV<sup>e</sup> Congrès des Soviets « d'indemniser » les intéressés quand il y a des nouvelles répartitions des terres (Porodiel), tout ceci contribue à miner, à la base même, *la nationalisation des terres.*

Une des mesures les plus efficaces, pour renforcer la nationalisation des terres, doit être la subordination des sociétés agricoles aux pouvoirs locaux, l'institution d'un contrôle sérieux, de la part des soviets locaux, débarrassés des koulaks, sur la façon dont sont résolues les questions concernant la jouissance des terres, l'organisation de l'agriculture afin de pouvoir, efficacement, défendre, les intérêts des paysans pauvres et des paysans moyens économiquement faibles, contre l'usurpation des koulaks. Il est nécessaire, en particulier, d'arriver à ce que le koulak, en tant que fermier, soit soumis à une surveillance complète, à un contrôle étroit, de la part des organes du pouvoir soviétique à la campagne.

Le Parti doit repousser victorieusement toutes les tendances visant, soit à supprimer, soit à miner la nationalisation de la terre - une des bases principales de la dictature du prolétariat.

Le système existant de *l'unique impôt agricole* doit être modifié, dans le sens d'exonérer de l'impôt 40 à 50 % des économies paysannes pauvres ou faibles, sans pour cela augmenter les impôts de la masse essentielle des paysans moyens. Les dates de rentrée des impôts doivent être coordonnées aux intérêts des groupes inférieurs des contribuables.

Il faut accorder des ressources plus importantes pour le développement des sovkhoz et des kolkhoz. Il faut accorder de plus larges exemptions aux kolkhoz, nouvellement créés et aux autres formes du collectivisme agricole. Ne doivent pouvoir faire partie des kolkhoz les éléments privés du droit de vote. La tâche de transformer la petite production en grosse production collective doit influencer tout le travail de la coopération.

Il faut entreprendre, exclusivement au compte de l'État, des travaux pour *l'organisation de l'agriculture* ; en premier lieu doivent être organisées les terres des kolkhoz et celles des paysans pauvres et sauvegarder ait maximum leurs intérêts.

*Les prix* du pain et d'autres produits agricoles doivent garantir, aux paysans pauvres et à la masse principale des paysans moyens, la possibilité tout au moins de maintenir leurs économies au même niveau et de les améliorer petit à petit. On doit prendre les mesures qui s'imposent pour éviter « la rupture » des prix du printemps et de l'automne, car cette « rupture des prix » pèse lourdement sur les couches pauvres de la campagne en donnant la possibilité aux gros bonnets d'en être les seuls bénéficiaires.

Il est urgent, non seulement d'augmenter sensiblement les fonds destinés aux paysans pauvres, mais de changer radicalement l'orientation du *crédit agricole*. Celui-ci doit être soutenu, à bon marché, pour une longue période, et être ainsi accessible aux paysans pauvres et aux paysans moyens économiquement faibles. Il faut de même changer le système existant concernant les garanties et les cautions exigées.

### **Sur la coopération**

La tâche de la construction socialiste à la campagne est la réorganisation de l'agriculture sur la base des grosses économies collectivisées. Pour la masse essentielle de la paysannerie, le chemin le plus simple pour y arriver est la coopération - comme l'a écrit Lénine dans son œuvre sur la « Coopération ». C'est un grand privilège qui est accordé à la paysannerie par la dictature du prolétariat et par le régime soviétique.

Seul le processus d'augmentation progressive de l'industrialisation de l'agriculture peut créer une base toujours plus large pour la coopération socialiste de production, pour le collectivisme. Sans la révolution technique, même dans le domaine des moyens de production, sans machine agricole, sans le changement dans le système de la culture de la terre, sans les engrais chimiques, etc., tout travail profond ayant des chances de réussite pour la collectivisation de l'agriculture est impossible.

## IV. L'industrie étatique et l'édification du socialisme

### Rythme du développement de l'industrie.

« La seule base matérielle du socialisme ne peut être que la grande industrie mécanique, capable de réorganiser l'agriculture » (Lénine, T. 18, première partie, page 316).

La condition indispensable de notre développement socialiste, dans sa période primitive actuelle, dans la situation historique du moment, c'est-à-dire dans l'entourage capitaliste et avec le retard de la révolution mondiale, consiste en un rythme d'industrialisation qui apporterait pour la période prochaine tout au moins la solution aux problèmes suivants :

1. Les positions matérielles du prolétariat de notre pays doivent, dans certains domaines, se renforcer de façon absolue et dans d'autres de façon relative (augmentation du nombre des ouvriers occupés, diminution du nombre des sans-travail, élévation du niveau matériel des ouvriers et en particulier augmentation de la surface habitable par personne à la norme sanitaire) ;
2. Le travail de l'industrie, des transports et des stations électriques doit, pour le moins, grandir de façon à ne pas retarder sur les nécessités grandissantes et les ressources du pays dans leur ensemble ;
3. L'agriculture doit en arriver à passer insensiblement à une base technique plus élevée et garantir à l'industrie une base de matières premières agricoles toujours grandissante ;
4. Dans le domaine du niveau du développement des forces productives, de la technique, de la croissance du bien-être matériel des ouvriers et des travailleurs en général de l'URSS, il faut que, dès les prochaines années, nous ne retardions pas sur les pays capitalistes, mais que nous les rattrapions ;
5. L'industrialisation doit garantir la défense du pays et en particulier le développement convenable, de l'industrie de guerre ;
6. Les éléments socialistes de l'économie d'État, de la coopération doivent grandir systématiquement, éliminant certains éléments de l'économie présocialiste (capitalistes et pré-capitalistes), se soumettant et transformant les autres.

Malgré les progrès importants dans le domaine de l'industrie de l'électrification et des transports, l'industrialisation est loin d'avoir atteint le niveau de développement indispensable et possible. Le rythme suivi actuellement dans l'industrialisation et celui tracé pour les années prochaines sont nettement insuffisants.

Il est évident qu'il n'existe et ne peut exister une politique qui permette d'un seul coup de vaincre toutes les difficultés et de sauter par-dessus une longue période de développement de l'économie et de la culture. Mais la situation arriérée de notre économie et de notre culture exige une tension extraordinaire de nos forces et de nos moyens, une mobilisation rationnelle et opportune de toutes les réserves, une utilisation juste de toutes les ressources en vue de l'industrialisation rapide du pays.

Le retard chronique de notre industrie, ainsi que des transports, de l'électrification et de la construction sur les demandes et les besoins de la population, de l'économie nationale et du système social de l'URSS dans son ensemble, paralyse tout le roulement économique, rétrécit la réalisation de la partie commerciale de la production agricole et de son exportation, maintient l'importation dans un cadre restreint, fait monter les prix au-dessus du prix de revient, crée l'instabilité du tchervonetz, enraye le développement des forces productives, retarde la croissance du bien-être matériel des masses ouvrières et paysannes, provoque un accroissement dangereux des sans-travail et une aggravation des conditions de logement, nuit à la soudure entre l'industrie et l'économie agricole et affaiblit la capacité de défense du pays.

Le rythme insuffisant du développement de l'industrie provoque à son tour un retard dans la croissance de l'économie rurale.

Aucune industrialisation n'est possible sans un relèvement décisif des forces productives agricoles et une augmentation de ses capacités commerciales.

### Les prix.

Il n'existe et ne peut exister un rythme convenable de l'industrialisation en dehors d'une diminution systématique et sans relâche des prix de revient ainsi que des prix de fabrique et de ceux de détail pour les marchandises industrielles et sans leur rapprochement des prix mondiaux. C'est en cela que consiste un progrès réel, tant au point de vue du passage du travail à une base technique plus élevée, qu'à une plus grande satisfaction des besoins des travailleurs.

Il est temps d'en finir avec ces cris imbéciles et indécents qui consistent à faire dire à l'Opposition qu'elle veut une augmentation des prix. Le Parti est complètement unanime dans son aspiration à la baisse des prix. Mais cette aspiration à elle seule est insuffisante. On ne juge pas une politique à ses intentions, mais à ses résultats. Les

résultats de la lutte actuelle pour la diminution des prix ont obligé plus d'une fois, même les responsables de la direction, à poser la question de savoir si cette politique n'avait pas comme conséquence la perte de très grosses sommes.

- « *Où est passé le milliard ?* » demandait en janvier de cette année le camarade Boukharine.

- « *Où passe la différence entre les prix de gros et ceux de détail ?* » demandait après lui, sur cette même question. le camarade Roudzoutak, (sténographie du BP du 3 mars 1927, pp. 220-21). Dans un moment d'insuffisance chronique de marchandises, la baisse incohérente des prix de fabrique, par un bureaucratisme incapable, dans la mesure où, dans la plupart des cas, cette baisse n'est nullement ressentie par les ouvriers et les paysans, a comme conséquence une perte pour l'industrie d'État Cette perte s'élève à des centaines de millions de roubles. La différence croissante entre les prix de gros et de détail qui en découle, surtout dans le commerce privé, est si monstrueuse que l'on peut absolument admettre qu'avec une politique juste, il serait possible de retenir une partie de ces centaines de millions de roubles entre les mains de l'industrie d'État. La conclusion incontestable de toute l'expérience de l'économie de ces dernières années exige une rapide diminution de ces disproportions par l'augmentation de la masse commerciale de l'industrie, l'accélération du rythme du développement de l'industrie. C'est là la voie fondamentale vers une baisse des prix de revient qui, ces dernières années, ont montré plutôt une tendance à l'augmentation qu'à une diminution.

### **Le plan quinquennal (1926-1927 - 1930-1931).**

La question concernant un plan quinquennal de développement de l'économie nationale qui figure à l'ordre du jour du XV<sup>e</sup> Congrès doit retenir, avec raison, le centre de l'attention du Parti. Le projet de la Commission du plan d'État n'est pas encore officiellement adopté et il est peu probable qu'il le soit dans sa forme actuelle. Mais il révèle, néanmoins, l'expression la plus systématique et la plus achevée de la ligne essentielle de la direction de l'économie.

Les investissements de capitaux dans l'industrie, d'après le plan, n'augmentent presque pas d'année en année (1 142 millions pour l'année prochaine, 1 205 millions pour 1931) et par rapport à la somme totale investie dans l'économie nationale, ils tombent de 36,4 % à 27,8 %. Les sommes prélevées sur le budget de l'État et versées dans l'industrie tombent au cours de ces années à peu près de 200 millions à 90 millions de roubles.

*L'augmentation de la production* est prévue à un rythme de 4 à 9 % chaque année comparativement à l'année précédente, ce qui est le rythme des pays capitalistes dans une période de relèvement rapide. Les avantages gigantesques de la nationalisation des terres, des moyens de production, des banques et de la centralisation des directions, c'est-à-dire les avantages de la révolution socialiste n'ont presque pas influencé le plan quinquennal.

*La consommation individuelle* en marchandises industrielles, misérable à l'heure actuelle, ne doit grandir au cours de 5 ans que dans la proportion de 12 %. La consommation de tissus de coton, en 1931, qui représentera 97 % de celle d'avant-guerre, sera de cinq fois inférieure à celle des États-Unis en 1923 ; la consommation de fonte sera de plus de 4 fois inférieure à celle de l'Allemagne, de 11 ½ fois inférieure à celle des États-Unis ; la production de l'énergie électrique sera trois fois moindre qu'en Allemagne, 7 fois moindre qu'aux États-Unis ; la consommation du papier représentera, vers la fin des cinq ans, 83 % d'avant-guerre. Et tout cela 15 ans après Octobre. La présentation, à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre, d'un plan aussi étié, tout imprégné de pessimisme, équivaut à travailler contre le socialisme.

*La baisse des prix de détail*, projetée par le plan d'État, dans la mesure de 17 % pour 5 ans, même dans le cas où elle se réaliserait, ne pourrait avoir que peu de chances de s'exprimer dans les rapports entre nos prix et les prix mondiaux qui sont de deux fois et demi à trois fois au-dessous des nôtres.

Selon le plan quinquennal, malgré la diminution insignifiante des prix (ceci n'est qu'à l'état de projet), il manquera pour couvrir la demande annuelle du marché intérieur, pour 400 millions de roubles de marchandises manufacturées. Si, par exemple, on présume que les prix fantastiques actuels diminueront pendant ces cinq années de 22 % - diminution plus que modeste - cela provoquera un manque de marchandises manufacturées de 1 milliard de roubles. La disproportion, de cette façon reste intacte et est la source de la croissance des prix de détail. Le plan quinquennal promet aux paysans, pour 1931, à peu près une quantité équivalente à celle d'avant-guerre de marchandises manufacturées à un prix une fois et demi plus grand que celui d'avant-guerre. Ce plan promet à l'ouvrier de la grande industrie une augmentation, pendant cinq ans, de son salaire nominal de 33 % et fait miroiter devant les yeux des ouvriers des espérances peu fondées sur la diminution des prix. La disproportion entre la demande et l'offre sera, selon les intentions du plan d'État, contrebalancée par l'augmentation des prix des loyers ouvriers de 200 à 250 % par rapport aux prix actuels, ce qui, grosso modo, rapporterait 400 millions de roubles par an. Parce que la partie aisée de la population a de grosses possibilités d'achat qui ne peuvent pas être satisfaites par le marché intérieur, les fonctionnaires du plan d'État cherchent à modifier cet état de choses en diminuant le salaire réel des ouvriers. Il est vraiment, difficile de croire qu'un tel moyen pour équilibrer le marché intérieur soit proposé par les organes responsables de l'État ouvrier ! En donnant aux consommateurs de si fausses perspectives, on les pousse volontairement sur le terrain dangereux et faux de la suppression du monopole du commerce extérieur.



La construction pendant ces cinq ans de 6 à 7 mille verstes de voie ferrée - contre 14 mille verstes construites, par exemple, de 1895 à 1900 - est dangereusement insuffisante non seulement au point de vue de l'industrialisation socialiste, mais aussi du point de vue des besoins économiques élémentaires des principales régions économiques.

Telle est avec des écarts, soit d'un côté, soit de l'autre la position réelle des organes d'État qui, effectivement, dirigent le développement de l'économie de notre pays. C'est ainsi que s'écarte de la réalité la ligne actuelle de la direction.

### **L'URSS et l'économie capitaliste mondiale.**

L'issue de la longue lutte de deux systèmes sociaux, ennemis inconciliables - celui du capitalisme et du socialisme - se détermine en dernier lieu par les rapports de force dans la productivité du travail de ces deux systèmes. Dans les rapports actuels du marché, ceci se traduit par les rapports des prix intérieurs avec les prix mondiaux. Lénine avait en vue justement cette question essentielle, quand, dans un de ses derniers discours, il prévenait le Parti que celui-ci devrait se trouver, d'ici peu, devant « *un examen que lui feront subir le marché russe et le marché mondial avec lequel nous sommes liés, dont nous dépendons et avec lequel nous ne pouvons pas rompre* » (Lénine, T. XVIII, 2<sup>e</sup> partie, page 83). Voilà pourquoi l'idée de Boukharine que nous pouvons atteindre le socialisme à « pas de tortue » représente une banalité petite-bourgeoise.

On ne peut se soustraire à l'encerclement capitaliste sous le toit d'une économie nationale limitée à ses frontières, car une telle limitation nous obligerait à avancer avec une lenteur excessive et par conséquent à supporter non une faible pression, mais, au contraire, une forte pression non seulement des armées et de la flotte capitalistes (interventions armées) mais avant tout la pression qui sera exercée sur nous par les produits capitalistes manufacturés à bon marché.

Le monopole du commerce extérieur est l'arme indispensable de la construction socialiste dans la situation où les pays capitalistes possèdent une base technique plus développée. Mais le monopole ne peut protéger l'économie socialiste qui se bâtit qu'à la condition que, dans le domaine de la technique, du prix de revient, de la qualité et des prix des produits manufacturés, on se rapproche continuellement du niveau de l'économie mondiale. Le but de la création économique ne doit pas être une économie nationale limitée à ses frontières, ce qui diminuerait sensiblement le rythme de son développement et son niveau, mais au contraire doit consister à augmenter notre poids spécifique sur le marché mondial, en réalisant le rythme le plus accéléré dans notre développement économique.

Pour réaliser ceci, il faut comprendre la signification énorme de notre exportation qui retarde actuellement, d'une façon inquiétante, sur le reste de l'économie prise en bloc (la participation de l'URSS dans les échanges sur le marché mondial est tombée de 4.32 % en 1913 à 0,97 %) ; changer, dans une certaine mesure notre politique vis-à-vis du koulak, car celle-ci lui a donné la possibilité de nuire, par son accumulation usurière en nature, à l'exportation socialiste ; développer les rapports avec l'économie mondiale en ayant toujours comme but le développement maximum de l'industrialisation et le renforcement des éléments socialistes dans l'économie pour contre-balancer les éléments capitalistes ; ne pas disperser, pendant les années qui vont suivre, une accumulation restreinte, mais passer progressivement et selon un plan, à de nouvelles formes de production, en garantissant en premier lieu la production massive des machines indispensables ; utiliser, avec habileté et prudence, dans notre propre industrie, les conquêtes mondiales, de la technique capitaliste.

Miser sur un développement socialiste isolé et sur un rythme du développement économique indépendamment de l'économie mondiale, altère toute perspective juste, fait dévier de sa voie tout le travail d'ensemble, ne donne pas le fil conducteur pour régulariser nos rapports avec l'économie mondiale. Le résultat sera que nous ne saurons plus ce que nous pourrions construire nous-mêmes et ce que nous devons importer de l'étranger. Repousser catégoriquement la théorie de l'économie socialiste isolée, signifiera, dans les années qui vont suivre, une utilisation beaucoup plus rationnelle de nos ressources, une industrialisation plus rapide, une croissance beaucoup plus vigoureuse et continue de notre propre construction de machines, la croissance plus rapide du nombre des ouvriers occupés, une réelle diminution des prix, le renforcement véritable de l'URSS dans les conditions de son encerclement capitaliste.

Le développement des rapports mondiaux ne cache-t-il pas des dangers de blocus et de guerre ? La réponse à cette question découle de tout ce qui a été dit plus haut.

La préparation de la guerre exige, évidemment, la création de réserves de matières premières indispensables provenant de l'étranger, ainsi que la création, suffisamment à temps, de nouvelles industries indispensables, exemple : usinage de l'aluminium, etc. Mais ce qui est le plus important, en cas de guerre difficile et longue, c'est de posséder une industrie développée dans la plus large mesure possible, capable de produire d'une façon massive et de passer rapidement d'une forme de production à une autre. Le passé nous a démontré qu'un pays hautement industriel comme l'Allemagne, lié intimement avec le marché mondial, malgré la guerre et le blocus qui l'a coupé, d'un seul coup, du reste du monde, a montré une vitalité, et, une force extraordinaires. Si, avec les privilèges incontestables de notre ordre social nous savons, pendant la période de « paix », utiliser le marché mondial pour accentuer notre développement, économique, nous serons beaucoup plus armés et plus aptes à supporter le blocus et n'importe quelle intervention armée.

Aucune politique intérieure ne peut nous éviter à elle seule les dangers économiques, politiques et militaires provenant de l'encerclement capitaliste. La tâche intérieure se ramène à se renforcer par une politique de classe juste, par des rapports justes de la classe ouvrière avec la paysannerie et par un acheminement continu dans la voie de la construction socialiste. Les ressources intérieures de l'URSS sont innombrables et rendent la chose tout à fait possible. En utilisant en même temps, dans ce but, le marché capitaliste mondial, nous lions nos futures destinées historiques au développement ultérieur de la révolution mondiale. La victoire de la Révolution mondiale dans les pays avancés rompra l'encerclement capitaliste, nous libérera de lourdes obligations militaires, nous renforcera largement dans le domaine de la technique, accentuera la rapidité de notre développement à la ville, à la campagne, à l'usine, à l'école, etc., nous donnera la possibilité de construire le socialisme, autrement dit, la société où les classes disparaissent, société ayant comme base une technique perfectionnée, une égalité réelle de tous ses membres dans le travail et la répartition des produits du travail.

### Où trouver les ressources ?

A la question : « Où trouver les ressources indispensables pour résoudre plus énergiquement, à la manière révolutionnaire, les tâches d'une réelle industrialisation, pour accentuer le développement culturel des masses d'où découlent les destinées de la dictature socialiste ? », l'Opposition répond :

La source principale pour trouver les fonds indispensables est une nouvelle répartition du revenu national, une utilisation rationnelle du budget, des crédits, des prix. Une juste utilisation des rapports avec l'économie mondiale doit nous fournir les ressources supplémentaires.

1. Selon les prévisions du Plan quinquennal d'État, le *budget* local et de l'État s'élèvera, pendant cette période, de 6 à 8,9 milliards de roubles et en 1931 constituera 16 % du revenu national, c'est-à-dire que le budget absorbera une partie plus petite du revenu national que le budget d'avant-guerre du tzarisme (18 %). Le budget d'un État ouvrier, non seulement peut mais doit occuper une plus grande place, dans le revenu national, qu'un budget bourgeois, à la condition évidemment qu'il soit réellement socialiste, qu'il attribue des sommes plus importantes à l'instruction publique et des sommes encore plus grandes à l'industrialisation du pays. Les sommes allouées dans le budget aux besoins de l'industrialisation peuvent et doivent atteindre, d'ici cinq ans, 500 à 1 000 millions de roubles par an.
2. Le système des impôts ne suit pas la courbe ascendante de l'accumulation des gros bonnets de la campagne et de la nouvelle bourgeoisie en général. Il est nécessaire : **a)** de prélever un impôt réel sur les super-bénéfices du capital privé, au moins dans la mesure de 150-200 millions de roubles contre les 5 millions prélevés actuellement ; **b)** de prendre, à titre d'emprunt, dans le but de garantir et de renforcer les exportations, chez les couches aisées et les koulaks - qui forment environ 10 % des économies paysannes - au moins 150 millions de pouds de blé accumulés sur les 800-900 millions de pouds que ces couches ont accumulés déjà en 1926-1927.
3. Il faut réaliser systématiquement une *politique continue de baisse des prix de gros et de détail*. Le rapprochement des « ciseaux » entre les prix de gros et de détail doit se faire de telle manière que la diminution des prix atteigne, avant tout, les produits de première nécessité, consommés par les larges masses des ouvriers et des paysans (sans pour cela diminuer, comme on le fait actuellement, la qualité des produits manufacturés qui est déjà suffisamment mauvaise), que cette baisse n'entrave, en aucune mesure, l'accumulation indispensable de l'industrie d'État, mais se fasse, en général, par l'augmentation de la quantité des marchandises manufacturées, en diminuant les prix de revient, en diminuant les faux frais, par la compression de l'appareil bureaucratique, etc.

Une politique souple de baisse des prix de gros, qui tienne compte des conditions du marché, des fluctuations commerciales des différentes marchandises, peut conserver à l'industrie d'État des sommes énormes qui, actuellement, ne servent qu'à alimenter le capital privé et le parasitisme commercial en général.

4. Le régime d'économies qui, selon le manifeste de l'année passée de Staline-Rykov, devait donner 300 à 400 millions de roubles par an, en réalité n'a fourni que des résultats insignifiants. Le régime d'économies est lié à la politique de classe et ne peut être réalisé que sous la pression directe des masses. Pour cela les ouvriers doivent oser exercer la pression nécessaire. Diminuer de 400 millions de roubles par an les dépenses non productives est une chose réalisable.
5. L'utilisation intelligente d'armes comme le *monopole du commerce extérieur*, les crédits de l'étranger, les concessions, les accords pour une aide technique, etc., peut fournir partiellement de nouvelles ressources, mais surtout augmenter le caractère opportun de nos propres dépenses et leur rendement par une nouvelle technique, en accélérant la marche de notre développement et, de cette manière, renforcer réellement notre indépendance vis-à-vis de l'encerclement capitaliste.
6. La question du choix des hommes - de haut en bas - et des rapports mutuels entre eux n'est pas, en dernier ressort, une question financière. Plus le choix est mauvais, plus il faut de ressources financières. Le régime bureaucratique s'oppose au choix judicieux des hommes et de leurs rapports mutuels.

7. *La politique à retardement*, dans la direction économique, signifie des pertes atteignant des dizaines de millions, rançon d'une politique décousue, sans suite, sans perspectives, à la remorque.
8. Les ressources qui proviennent des impôts ne peuvent pas faire face aux exigences croissantes de l'économie nationale. De plus en plus, le crédit doit devenir le levier de la nouvelle répartition du revenu national dans l'œuvre de la construction socialiste, mais avant tout il est sous-entendu qu'il faut renforcer le régime de stabilité de la monnaie et d'une circulation monétaire saine.
9. Une politique économique de classe plus stricte, qui permettra de restreindre le champ d'action des spéculateurs et des usuriers, facilitera la mobilisation des *capitaux privés* par les institutions de crédit de l'État et permettra de financer l'industrie beaucoup plus largement que maintenant sous la forme de crédits à long terme.
10. *Le monopole de la vente de la vodka* a été introduit primitivement à titre d'essai, attendu que la part principale des bénéfices qui en résulterait serait utilisée pour relever l'industrie métallurgique. En réalité, la cause de l'industrialisation n'a fait que perdre au monopole de la vodka. L'expérience a été tout à fait négative. Dans le régime soviétique, le monopole de la vente de la vodka non seulement se répercuta, comme du temps du tsarisme, d'une façon négative sur les économies privées, mais la consommation de la vodka a provoqué, surtout de la part des ouvriers, la négligence dans le travail, a amené une augmentation du nombre des heures perdues et de la négligence dans l'entretien des machines ; elle a causé ainsi une augmentation des accidents, des incendies, des bagarres, des blessures, etc. Tout ceci, pendant un an, a provoqué des pertes évaluées à des centaines de millions de roubles. Les bénéfices fournis au budget, par la vente de la vodka, ont été absorbés entièrement par les pertes occasionnées à l'industrie étatique par son emploi. L'industrie étatique perd par l'alcool au moins autant que l'alcool ne rapporte au budget et bien plus que l'industrie ne reçoit elle-même du budget. La suppression de la vente de la vodka, dans un laps de temps très court (2 à 3 ans), élèverait automatiquement les ressources matérielles et morales de l'industrialisation.

Telle est la réponse à la question : où faut-il prendre les ressources indispensables ? Il est faux de déclarer que le rythme du développement de l'industrialisation est influencé directement par le manque de ressources. Les ressources ne sont pas grandes, mais elles existent. Il faut avoir une politique juste !

Le projet de Plan quinquennal d'État doit être rejeté et condamné comme incapable de s'accorder avec la tâche de « *transformation de la Russie de la Nep en Russie socialiste* ».

Il est nécessaire d'imposer, d'une manière plus juste, les différentes classes : le koulak et le nepman doivent payer davantage. Les impôts des ouvriers et des paysans pauvres doivent être abaissés.

Il faut diminuer le poids spécifique des impôts directs, liquider, dans les années qui vont suivre, le monopole de la vente de la vodka.

Mettre de l'ordre dans les finances des chemins de fer.

Mettre de l'ordre dans les finances de l'industrie.

Assainir l'industrie forestière abandonnée, qui peut et doit être une source de gros bénéfices.

Il faut garantir la stabilité absolue de l'unité monétaire. La stabilité du tchervonetz exige d'une part la diminution des prix, et d'autre part un budget équilibré. Il est inadmissible de recourir à de nouvelles émissions pour couvrir le déficit du budget.

Il nous faut un budget d'ensemble, sans déficit, sévère, sans exagération et non pas basé sur des éléments occasionnels.

Dans le budget de 1927-1928, il faut augmenter les ressources pour la défense (surtout pour l'industrie qui travaille pour la guerre), pour l'industrie en général, pour l'électrification, pour les transports, pour la construction de logements, pour la collectivisation de l'agriculture.

Repousser énergiquement toutes les tentatives tendant à supprimer le monopole du commerce extérieur. S'engager fermement dans la voie de l'industrialisation, de l'électrification, de la rationalisation, dans celle de l'élévation de la force technique de l'économie, dans la voie de l'amélioration de la situation matérielle des masses.

## V. Les soviets

L'appareil bureaucratique de n'importe quel État bourgeois, indépendamment de sa forme, domine la population, lie étroitement la caste dirigeante, inculque aux travailleurs le respect et la peur du Gouvernement. La Révolution d'Octobre, qui remplaça l'ancienne structure de l'État par les Soviets des ouvriers, des paysans et des soldats, porta le coup le plus terrible qu'ait enregistré l'Histoire au gouvernement bureaucratique. Le programme du parti dit à ce propos :

*« Le PCR, en menant la lutte la plus énergique contre le bureaucratisme, pour vaincre complètement ce fléau, prend les mesures suivantes : 1° attirer chaque membre des soviets dans l'accomplissement d'un certain travail de direction de l'État ; 2° afin de familiariser les membres des soviets avec tous les domaines du travail de direction de l'État, chacun, à tour de rôle, occupera les différentes fonctions ; 3° attirer, petit à petit, toute la population laborieuse à la direction de l'État. L'application intégrale de ces différentes mesures nous donne la possibilité de faire un pas en avant dans la voie déjà tracée par la Commune de Paris, qui conduit à la simplification de l'appareil de direction au fur et à mesure que le niveau culturel des travailleurs s'élève ; ces mesures nous mènent vers la suppression du pouvoir étatique. »*

Le bureaucratisme soviétique ne se manifeste pas exclusivement dans la lenteur administrative, le nombre exagéré des fonctionnaires, etc., mais il joue un rôle de classe, par ses liaisons, ses amitiés, sa force, ses privilèges, ses rapports avec le nepman et le manœuvre, l'intellectuel et l'illettré, la femme d'un « haut » fonctionnaire et la simple paysanne, etc. Qui est soutenu par le fonctionnaire ? Telle est la question primordiale qui se pose journellement devant des millions de travailleurs.

Encore à la veille de la Révolution d'Octobre, Lénine s'appuyant sur l'analyse faite par Marx de la Commune de Paris soutenait fortement cette idée que dans un État socialiste les gens occupant des fonctions publiques cesseront d'être des « bureaucrates », des « fonctionnaires », *dans la mesure où on introduira, entre l'éligibilité, le droit d'être remplacé, à n'importe quel moment ; dans la mesure où on abaissera le salaire au niveau du salaire moyen des ouvriers ; dans la mesure où on remplacera les institutions parlementaires par des institutions qui édictent les lois et les appliquent elles-mêmes.*

Quelle voie emprunte, dans ces derniers temps, le développement de l'appareil d'État soviétique ? Est-ce celle des simplifications, de la diminution des dépenses, de la prolétarianisation, du rapprochement des travailleurs des villes et des campagnes, de la diminution de la « distance » entre les gouvernants et les gouvernés ? Où en est-on dans le domaine de l'égalité des conditions de vie, des droits et des devoirs ? Avons-nous, dans ce domaine, fait un pas en avant ? Il est clair qu'on ne peut répondre par l'affirmative à aucune de ces questions.

Il est évident que la réalisation de l'égalité complète et réelle n'est possible que dans les conditions de la disparition des classes. A l'époque de la Nep, la réalisation de l'égalité est plus difficile, elle est ralentie mais ne disparaît pas. La Nep, pour nous, est le chemin vers le socialisme et non vers le capitalisme ; par conséquent, une des tâches principales du parti reste, pendant la Nep, *d'attirer progressivement au travail de direction de l'État toute la population laborieuse et de lutter systématiquement pour une égalité plus grande.* Cette lutte ne sera victorieuse qu'à la condition que l'industrialisation du pays se développe et que le rôle dirigeant du prolétariat grandisse dans tous les domaines de l'édification économique et culturelle. La lutte pour une égalité plus grande n'exclut pas, dans la période transitoire actuelle, une rémunération plus grande des spécialistes de l'industrie, de même qu'elle n'exclut pas une meilleure rémunération des ouvriers qualifiés, l'élévation des conditions de vie à un niveau supérieur à celui des pays bourgeois, etc.

Il faut qu'on se rende compte clairement que, chez nous, ces derniers temps, l'armée des fonctionnaires a grandi et qu'elle se soude intérieurement, s'élève au-dessus des administrés, se lie aux couches aisées des villes et des campagnes.

En 1925, les « instructions » électorales accordant des droits électoraux à des éléments capitalistes fort nombreux, démontrent d'une manière éclatante la façon dont l'appareil bureaucratique, y compris sa tête, répond aux exigences des couches supérieures, des riches, de ceux qui accumulent et s'enrichissent. L'annulation de ces « instructions » qui, en fait, violaient la Constitution soviétique, a été prononcée - cela ne fait aucun doute - par suite des critiques de l'Opposition. Mais, déjà, les premières réélections qui se sont faites, selon les nouvelles instructions, ont démontré que, dans divers endroits, existe une tendance, encouragée d'en haut, à enlever au plus petit nombre possible des couches aisées les droits électoraux.

Mais ceci n'est plus le centre de la question. Le poids spécifique de la nouvelle bourgeoisie et des koulaks grandit sans cesse, ils se rapprochent des bureaucrates et, aidés par les fautes de la direction, le koulak et le nepman, même n'ayant plus de droits politiques, gardent néanmoins la possibilité d'influencer, tout en restant derrière les coulisses, la composition et la politique des organes de base du pouvoir soviétique.

La pénétration des éléments koulaks, « sous-koulaks » et de la petite bourgeoisie des villes dans les soviets de base, pénétration qui a commencé en 1925 et fut partiellement arrêtée par la résistance de l'Opposition, représente un processus politique très important. Les conséquences les plus funestes pour la dictature du prolétariat peuvent résulter de la négligence ou de la dissimulation de ce processus.

Les soviets des villes, arme principale pour attirer les ouvriers et en général les travailleurs à la direction de l'État, s'éloignent, ces dernières années, de leur but, reflétant de cette façon un regroupement dans les rapports de classe aux dépens du prolétariat.

On ne peut combattre ces phénomènes par une « activation » administrative des soviets, mais seulement par une ferme ligne de classe, en menant la lutte contre les nouveaux exploiters, en augmentant l'activité et l'influence du prolétariat et des paysans pauvres dans toutes les institutions soviétiques sans exception ainsi que dans tous les organes de l'État soviétique.

La « théorie » de Molotov, qui dit qu'on ne peut pas exiger le rapprochement des ouvriers de l'État et l'État des ouvriers car, dit-il, notre État est déjà un État ouvrier (Pravda, 13-12-1925), représente une formule malsaine du bureaucratisme, car elle couvre d'avance toutes les altérations bureaucratiques. La critique de la « théorie » anti-léniniste de Molotov, qui trouve un appui tacite de la part de larges cercles des administrations soviétiques, est représentée par le cours actuel comme une déviation social-démocrate, alors que la lutte la plus catégorique contre une telle « théorie » et des « théories » semblables est le seul moyen de lutter effectivement contre le bureaucratisme, non pas en transformant un certain nombre d'ouvriers en fonctionnaires, mais en rapprochant les couches inférieures des ouvriers et des pays de *tout* l'appareil d'État, dans *toutes* ses fonctions quotidiennes.

La lutte officielle contre le bureaucratisme, qui ne s'appuie pas sur l'activité de classe du prolétariat et qui essaie de la remplacer par les efforts de l'appareil lui-même, ne donne pas et ne peut donner de résultats appréciables et dans beaucoup de cas renforce le bureaucratisme existant.

Dans la vie intérieure des soviets se sont manifestés, pendant cette dernière période, divers processus à caractère négatif. Les soviets s'écartent de plus en plus des solutions des problèmes politiques, économiques et culturels essentiels, et deviennent des adjonctions aux Comités exécutifs et aux bureaux de ceux-ci. Tout le travail de direction est concentré dans les mains de ces derniers. L'examen des questions dans les plénums des soviets n'a qu'un caractère de pure exhibition. En même temps, on prolonge les délais fixés par les réélections des organes soviétiques, on augmente l'indépendance de ces derniers vis-à-vis des larges masses ouvrières. Tout ceci renforce étrangement le poids des fonctionnaires dans les solutions des diverses questions.

Les camarades élus à des postes très importants sont remplacés, au premier différend avec le président du Soviet, et encore plus vite si ce différend se produit avec le secrétaire du Comité Régional du Parti ; de cette manière, l'éligibilité, en fait, est supprimée ; la responsabilité directe, vis-à-vis des ouvriers, diminue.

Il est nécessaire :

1. De prendre une ligne ferme, léniniste, dans la lutte contre le fonctionnarisme, en limitant les aspirations capitalistes de la nouvelle bourgeoisie et des koulaks, en introduisant progressivement la démocratie ouvrière dans le parti, les syndicats et les soviets.
2. D'appliquer le mot d'ordre de rapprochement des ouvriers, des ouvriers agricoles, des paysans pauvres et des paysans moyens de l'État, en subordonnant l'appareil d'État aux exigences vitales des larges masses travailleuses.
3. D'activer les soviets et d'élever l'activité politique de classe des ouvriers, des ouvriers agricoles, des paysans pauvres et moyens.
4. De transformer les soviets des villes en de véritables organes du pouvoir prolétarien, instruments destinés à entraîner les larges masses des travailleurs à la tâche de direction dans la construction socialiste. Réaliser, non en paroles, mais en fait le contrôle de la part des soviets des villes sur le travail du Comité Exécutif départemental et des organes qui leur sont subordonnés.
5. Cesser définitivement d'écarter des camarades élus aux postes de direction du travail soviétique, à l'exception des cas vraiment indispensables, susceptibles d'être compris par les électeurs.
6. De tenter d'arriver à ce que n'importe quel manœuvre ou n'importe quelle paysanne soient convaincus, l'expérience aidant, que dans n'importe quelle institution soviétique ils trouveront de l'attention, des conseils et un soutien.

## VI. La question nationale

La ralentissement général du rythme du développement socialiste, la croissance de la nouvelle bourgeoisie à la ville et à la campagne, le renforcement des intellectuels bourgeois, le développement du bureaucratisme dans les organes d'État, le mauvais régime intérieur du parti, le développement qui en découle, le chauvinisme et, en général, le nationalisme, ont des répercussions néfastes dans les régions et les républiques nationales et elles s'aggravent encore des survivances pré-capitalistes.

A l'époque de la Nep, le rôle du capital grandit surtout dans les régions éloignées du Centre, retardataires du point de vue industriel. Les organes économiques misent, là-bas, assez souvent sur le capital privé ; ils fixent les prix sans tenir compte de la véritable situation des masses paysannes pauvres et moyennes ; ils baissent artificiellement les salaires des ouvriers agricoles, élargissent le système des intermédiaires privés et bureaucratisés entre l'industrie et les paysans, fournisseurs des matières premières. Ils dirigent la coopération dans une voie surtout profitable aux couches aisées (le la campagne, dédaignent de se préoccuper des intérêts des couches arriérées, des éleveurs et des éleveurs partiels de bétail. On laisse complètement à l'écart la tâche essentielle de la réalisation d'un plan de construction industrielle dans les régions autonomes, surtout le plan de transformation industrielle des matières premières provenant de l'agriculture.

Le bureaucratisme, s'appuyant sur le chauvinisme, a réussi à transformer la centralisation soviétique en une source de frictions pour le partage des sièges de fonctionnaires entre diverses nationalités (Fédération transcaucasienne) ; il a réussi à gâter les rapports entre le Centre et les régions éloignées et a, en fait, anéanti le Soviet des nationalités ; il est devenu à un tel point le tuteur des Républiques autonomes que celles-ci n'ont même plus le droit de résoudre les conflits concernant les terres, qui surgissent entre les populations indigène et russe. Jusqu'à aujourd'hui, le chauvinisme, surtout quand il se manifeste par l'intermédiaire de l'appareil d'État, reste le principal ennemi du rapprochement et de l'union des masses travailleuses des diverses nationalités.

Le soutien véritable de la paysannerie pauvre, le rapprochement de la masse essentielle des paysans moyens avec les paysans pauvres et les ouvriers agricoles et l'organisation de ces derniers en force de classe indépendante, revêtent une signification particulière dans les Républiques et régions nationales. Sans une organisation véritable des ouvriers agricoles, sans une organisation coopérative unissant les paysans pauvres, nous risquons de laisser la campagne orientale dans son état d'esclavage traditionnel et nos cellules du Parti sans de véritables éléments de base.

La tâche des communistes et de ceux des nationalités arriérées qui s'éveillent doit consister à diriger le processus de l'éveil national sur la voie soviétique socialiste, en attirant les masses travailleuses à la construction économique et culturelle, en particulier en aidant à développer la langue indigène, les écoles et la « nationalisation » de l'appareil soviétique.

Là où se produisent des frictions avec d'autres nationalités et les minorités nationales, le nationalisme, par suite de la croissance des éléments bourgeois, devient souvent directement agressif. Dans ces conditions, la « nationalisation » de l'appareil soviétique local se fait aux dépens des minorités nationales. Les questions concernant les frontières des républiques et régions autonomes deviennent des sujets de discussions éternelles. L'atmosphère du travail du Parti, des soviets et des syndicats est empoisonnée par le nationalisme.

« L'ukrainisation », la « turkménisation », etc. ne peuvent être justement appliquées qu'à la condition de surmonter les habitudes bureaucratiques et « grand-étatistes » des institutions et des organes de l'Union, seulement à la condition que le prolétariat, dans les républiques nationales, joue le rôle principal, seulement à la condition, d'une part, de s'appuyer sur les couches infériorisées de la campagne et, d'autre part, de lutter sans merci contre les éléments koulaks et les éléments chauvins.

Ces questions revêtent une importance particulière lorsqu'on parle du Bassin du Don ou de Bakou, où la population prolétarienne, pour la plus grande partie, n'est pas de la même nationalité que celle des habitants des campagnes environnantes. Dans ces conditions, les rapports politiques et culturels mutuels entre la ville et la campagne ne sont possibles qu'à la condition :

1. D'accorder une attention fraternelle toute particulière de la ville envers les besoins matériels et moraux de la campagne dont la nationalité de la population est différente de celle des villes ;
2. D'empêcher fermement toute tentative de la part de la bourgeoisie pour s'interposer entre la ville et la campagne, soit qu'elle cherche à créer un état d'esprit bureaucratique et de mépris de la ville envers la campagne, soit qu'elle cherche à créer, à la campagne, une jalousie koulak, réactionnaire envers la ville.

Le régime bureaucratique met entre les mains des fonctionnaires, des spécialistes, des instituteurs petits-bourgeois, la « nationalisation » superficielle, à caractère d'exhibition, de l'appareil d'État. Ces éléments sont liés par de multiples liens sociaux avec les couches supérieures des villes et des campagnes et ils adaptent leur politique à la défense des intérêts de ces groupes. Ceci éloigne la paysannerie locale pauvre du Parti, du pouvoir soviétique et, en même temps, la lance dans les bras de la bourgeoisie commerçante locale, des usuriers, du clergé réactionnaire, des éléments du féodalisme patriarcal. En même temps, le régime bureaucratique repousse au dernier plan les véritables tendances communistes concernant la question des nationalités, déclarant

souvent que ce sont des « déviations », en persécutant les auteurs de toutes ses forces. Ceci s'est passé, à titre d'exemple, avec un groupe important de vieux bolchevik géorgiens qui ont été mis en disgrâce par le groupe Staline, mais qui avaient été chaleureusement défendus par Lénine durant la dernière période de sa vie. Le soulèvement des masses travailleuses des républiques et régions à minorités nationales, concrétisé par la Révolution d'Octobre, provient de ce que ces masses aspirent à participer directement et indépendamment à la construction pratique, tandis que le régime bureaucratique paralyse ces aspirations en cherchant à les intimider en agitant le danger du nationalisme local.

Le XII<sup>e</sup> Congrès du PC (Bolchevik) a reconnu la nécessité de la lutte contre les « survivances » chauvines et grand-étatistes, contre « *l'inégalité économique et culturelle des diverses nationalités de l'Union* », contre « les survivances » nationalistes qui se font jour clans les diverses minorités nationales qui ont subi une oppression nationale terrible ».

La IV<sup>e</sup> Conférence (1923), avec les dirigeants responsables des diverses républiques et régions à minorités nationales, a démontré « *qu'une des tâches primordiales du parti est de faire croître et de développer, parmi les éléments prolétariens et semi-prolétariens, les organisations communistes des républiques et régions à minorités nationales* ». La Conférence a reconnu à l'unanimité que les communistes envoyés du Centre dans les républiques et les régions arriérées doivent jouer « *non un rôle de pédagogues, de bonnes d'enfants, mais remplir le rôle de collaborateurs* » (Lénine). Malgré cela, pendant les dernières années, le travail s'est développé précisément dans un sens opposé. Les sommets de l'appareil du Parti, dans les républiques ou les régions nationales, nommés par le Secrétariat du CC résolvent eux-mêmes toutes les questions d'ordre soviétique ou de parti, éliminent les militants indigènes, estimés par eux comme des communistes de deuxième classe, attirés à l'accomplissement de tâches « pour la forme » (Crimée, Transcaucasie, Turkestan, Gorsky Obiasty, Régions montagneuses, Caucase du Nord, etc.). La division artificielle des militants locaux en « droitiers » et « gauchistes » est un système qui permet aux secrétaires nommés par le Centre de diriger, sans aucun contrôle, les deux groupes.

---

Dans le domaine de la politique nationale, ainsi que dans d'autres domaines, il faut revenir à la position de Lénine.

1. Accomplir plus systématiquement, avec plus de continuité et d'énergie, le travail pour surmonter les frictions nationales parmi les ouvriers de diverses nationalités. Entourer de soins particuliers les nouveaux éléments ouvriers indigènes, en augmentant la qualification de leur travail, en améliorant leurs conditions de logement, de vie, etc.

Se rappeler fermement que le levier indispensable pour attirer à la construction soviétique la campagne indigène arriérée est la création et l'éducation des cadres prolétaires de la population indigène.

2. Réviser le plan économique quinquennal dans le sens de l'accélération du rythme d'industrialisation des régions éloignées qui, industriellement, sont retardataires, et élaborer un plan général pour 15 ans en tenant compte des intérêts des républiques et des régions à minorités nationales. Accorder la politique d'approvisionnement à la tâche du développement des cultures spéciales des économies pauvres et moyennes (kapok en Asie Mineure, tabac en Crimée, en Abhasie, etc.). La coopération, la politique des crédits doivent être inspirées en Asie Mineure, Transcaucasie, etc. par la stricte ligne de classe, en rapport avec les tâches essentielles de la construction socialiste. Accorder une plus grande attention à la coopérative d'élevage. Il faut réaliser sur place, en tenant compte des conditions particulières, la transformation industrielle des matières premières provenant de l'agriculture.

La politique d'émigration doit être révisée en tenant compte de la juste ligne dans la question nationale.

3. Réaliser avec bonne foi la « nationalisation » de l'appareil soviétique, de celui du Parti, des syndicats et des coopératives, en tenant compte des rapports mutuels des diverses minorités nationales. Lutter avec force contre les déviations colonialistes dans l'activité des organes d'État, des coopératives, etc. Diminuer le rôle des intermédiaires bureaucratiques dans les rapports entre les régions éloignées et le Centre. Voir, en s'appuyant sur l'expérience de la Fédération transcaucasienne, si le travail accompli par elle concorde avec le développement des intérêts économiques et culturels des minorités nationales transcausiennes.
4. Surmonter systématiquement toutes les difficultés pour pouvoir réaliser au plus haut point le rapprochement et l'union des travailleurs des diverses nationalités de l'URSS autour de la construction socialiste et de la révolution mondiale. Lutter contre l'obligation pour les ouvriers et les paysans d'une nationalité de se servir de la langue d'une nationalité prépondérante ; dans cette question, les masses travailleuses doivent être libres de choisir leur langue. Garantir les droits réels de chaque minorité nationale, dans les ordres des républiques et régions nationales. Exiger que dans ce travail on tienne compte des rapports entre les nations opprimées et les nations qui, avant, étaient des nations oppresseuses.
5. Instaurer progressivement la démocratie intérieure du Parti dans toutes les républiques et les régions nationales. Il faut renoncer complètement à commander les militants indigènes, à continuer la politique de nomination d'office et celle de l'exil. Il faut renoncer à la politique de classement arbitraire des communistes indigènes en « droitiers » et « gauchistes ». Il faut s'occuper sérieusement d'éduquer et de

faire sortir du rang les militants obscurs des milieux prolétariens, semi-prolétariens, d'ouvriers agricoles et de paysans (luttant contre les koulaks).

6. Lutter contre les tendances oustrialovistes et « grand-étatistes », surtout dans les commissariats centraux et dans l'appareil d'État en général. Il faut lutter idéologiquement contre le nationalisme local en réalisant, avec clarté et d'une façon suivie, une politique de classe dans la question nationale.
7. Transformer le Soviet des nationalités en véritable organe travaillant en liaison avec les républiques et les régions et pouvant défendre effectivement leurs intérêts.
8. Accorder l'attention nécessaire au côté national du travail syndical. Se préoccuper de la formation des cadres du prolétariat indigène. Le travail des syndicats doit se faire dans la langue maternelle en sauvegardant les intérêts de toutes les nationalités et des minorités nationales.
9. Enlever absolument à tous les éléments exploiters les droits électoraux.
10. Convoquer la V<sup>e</sup> Conférence des Nationalités en y faisant participer réellement les représentants de la « base ».
11. Publier dans la presse les lettres de Lénine sur la question nationale, qui contiennent en elles-mêmes la critique de la ligne de Staline dans la question nationale.



## VII. Le Parti

Aucun parti n'a encore remporté, au cours de toute l'histoire mondiale, des succès tels que le nôtre qui depuis 10 ans déjà se trouve à la tête du prolétariat réalisant sa dictature. Le PC de l'URSS est le levier principal de la révolution prolétarienne. Il est le Parti le plus important de l'Internationale Communiste. Aucun autre n'assume de telles responsabilités politiques mondiales. C'est pour ces raisons mêmes que notre Parti, détenant le pouvoir, doit sans crainte critiquer ses fautes, ne doit cacher aucun de ses côtés sombres, doit voir clairement le danger direct de dégénérescence, afin de prendre à temps les mesures nécessaires. Il en était toujours ainsi du temps de Lénine qui mettait en garde contre la transformation possible du Parti en « *Parti qui s'est enorgueilli* » (Lénine, tome XVII, page 112).

En exposant plus loin l'état actuel du Parti avec tous ses côtés sombres, nous, oppositionnels, espérons fermement qu'avec une ligne léniniste juste, le Parti vaincra toutes ses maladies et sera à la hauteur de ses tâches historiques.

1. *La composition sociale du Parti s'aggrave de plus en plus au cours de ces dernières années. Au 1er janvier 1927, on compte dans notre Parti (en chiffres ronds) :*

Ouvriers de l'industrie et des transports (à l'usine)	430 000
Ouvriers agricoles	15 700
Paysans (dont plus de la moitié actuellement fonctionnaires)	303 000
Employés (dont plus de la moitié ex-ouvriers)	462 000

Ainsi, nous avons dans notre Parti, au 1<sup>er</sup> janvier 1927, un tiers d'ouvriers à l'usine (même moins : 31 %) et deux tiers de paysans, employés, ex-ouvriers et « autres ».

*Notre Parti a perdu, au cours de ces derniers 18 mois, environ 100 000 ouvriers d'usine.* La « sortie mécanique » au cours de l'année 1926 s'élève au nombre de 95 000 communistes du rang, parmi lesquels 76,5 % d'ouvriers d'usine (*Izvestia du CC*, n° 21-25).

La récente « tamisation », ainsi qu'on a nommé l'épuration faite à l'occasion du réenregistrement, des membres, a occasionné, selon les données officielles (certainement atténuées), une sortie d'environ 80 000 membres du Parti dont *l'immense majorité sont des ouvriers*. D'après les chiffres établis, le recensement a englobé 93,5 % des effectifs du parti de l'année courante (*Izvestia du CC*, n° 24-25). Ainsi donc, à l'occasion d'un simple réenregistrement, 6,5 % du chiffre global des membres du Parti ont été « tamisés » (ce qui représente environ 80 000 hommes). Parmi les « tamisés » se trouvent environ 50 % d'ouvriers qualifiés et de 1/3 de manœuvres spécialisés. Les tentatives de l'appareil du CC de diminuer tendancieusement les données déjà atténuées ne tiennent pas. C'est ainsi que le recrutement de Lénine est remplacé par la « tamisation » de Staline.

D'autre part, 100 000 nouveaux paysans ont été admis dans le Parti depuis le XIV<sup>e</sup> Congrès, dont la majorité appartient aux couches aisées ; la proportion des ouvriers agricoles est insignifiante.

2. *La composition sociale des organismes dirigeants du Parti s'est encore plus aggravée.* Dans les Comités de district, les paysans (d'origine) représentent 20,5 % les employés et autres 24,4 % ; 81,6 % des membres de ces comités sont des fonctionnaires d'Etat. *La proportion des ouvriers d'usine dans les organismes dirigeants du Parti est insignifiante :* Comités régionaux, 13,2 % ; comités de district, de 9,8 % à 16,1 % (voir les statistiques du département des statistiques du CC et du PC de l'URSS du 10 juin 1927).

Dans l'ensemble du Parti, on compte environ un tiers d'ouvriers d'usines, et dans les organismes délibératifs cet élément ne s'y trouve plus que dans la proportion d'environ un dixième. Cette situation représente un danger imminent pour le parti. Les syndicats ont suivi le même chemin (voir le chapitre : *La situation de la classe ouvrière et les syndicats*). Cela indique dans quelle mesure les « dirigeants » provenant des couches petites-bourgeoises et la bureaucratie « ouvrière » nous enlèvent le pouvoir. C'est là le chemin le plus sûr vers la « dépoliarisation » du Parti.

3. Le rôle des « ci-devant » socialistes-révolutionnaires et mencheviks dans l'appareil du Parti et en général dans les postes dirigeants a grandi. Au moment du XIV<sup>e</sup> Congrès, 38 % des collaborateurs responsables de la presse Soviétique étaient d'anciens membres d'autres partis (procès-verbal du XIV<sup>e</sup> Congrès, page 83). Cette situation a encore empiré depuis lors. La direction de la presse du Parti est actuellement entre les mains soit de l'école révisionniste des « jeunes » (Slepko, Stetsky, Maretsky et autres), soit des « ci-devant ». Un quart environ des cadres supérieurs de l'actif du parti est composé d'anciens socialistes-révolutionnaires ou mencheviks.

4. Le bureaucratisme grandit dans tous les domaines, mais où sa croissance est particulièrement pernicieuse, c'est dans le Parti. Aujourd'hui, le bureaucrate « dirigeant » du Parti raisonne de la façon suivante :

« *Nous avons des membres du Parti qui ne comprennent pas encore clairement ce qu'est le Parti, ce qu'il représente. Ils pensent que le point de départ du Parti c'est la cellule, que la cellule est la première brique, qu'ensuite vient le Comité de rayon, puis les autres comités se superposant jusqu'au CC. Mais il n'en est pas ainsi. Notre parti doit être considéré d'en haut. Et cet ordre doit être respecté dans les rapports réciproques pratiques et dans tout le travail.* » (« Molot », 275-1927, discours du camarade Jivov, secrétaire adjoint du Comité régional du Caucase du Nord.)

La définition de la démocratie intérieure du Parti donnée par d'autres camarades plus responsables encore, tels que les camarades Ouglanov, Molotov, Kaganovitch (*Pravda*, 4 juin 1926, 13 juin 1926, etc.) a le même sens. Cette « nouvelle » structure du Parti porte en elle de gros dangers. Si nous acceptons réellement que « *le parti doit être considéré d'en haut* » cela signifierait que le *parti de Lénine*, le parti des masses ouvrières n'existe plus.

5. Ces dernières années, l'anéantissement de la démocratie intérieure du Parti s'est poursuivi systématiquement, à l'encontre de tout le passé du Parti bolchevik, à l'encontre de décisions précises de toute une série de congrès du Parti. Le système de l'éligibilité disparaît. Les principes d'organisation du bolchevisme sont dénaturés à chaque pas. Les statuts du Parti sont systématiquement modifiés dans le sens d'une augmentation des droits des organismes supérieurs et d'une diminution des droits des cellules de base. La durée du mandat des Comités de districts, de rayons, de régions, du CC se prolonge d'un ou de deux ans et plus. Les bureaux des comités régionaux du parti, des soviets, des syndicats, etc. sont en fait inamovibles pendant 3 et 5 ans. Le droit de chaque membre du Parti, de chaque groupe « *de porter les divergences de principe devant tout le Parti* » (Lénine) est en fait aboli. Les congrès et les conférences sont convoqués sans que les questions aient été librement discutées par l'ensemble du Parti, ainsi qu'il en était du temps de Lénine, et le fait de réclamer de telles discussions est considéré comme une violation de la discipline du Parti. Les paroles de Lénine déclarant que l'« État-major » doit s'appuyer effectivement sur la bonne volonté consciente de l'armée qui suit son « État-major » en même temps *qu'elle dirige* (tome IV, page 318) sont complètement oubliées.

En liaison étroite avec le cours général actuel, un processus extrêmement important s'accomplit à l'intérieur du Parti, qui consiste à évincer les vieux membres qui ont passé par le travail illégal ou au moins par la guerre civile, plus particulièrement capables de défendre leurs opinions et de les remplacer par de nouveaux éléments, faisant surtout preuve d'obéissance passive. Cette obéissance, encouragée par la direction sous le couvert d'une discipline révolutionnaire, n'a en réalité rien de commun avec elle.

Il arrive souvent que les nouveaux membres du Parti, qui viennent de la catégorie des ouvriers qui, autrefois, se distinguaient par leur soumission complète aux anciens gouvernants, sont actuellement poussés à des postes dirigeants dans les cellules ouvrières ainsi que dans l'administration. Ces éléments tâchent de rentrer dans les bonnes grâces, en affichant démonstrativement leur vive animosité envers les vieux ouvriers - militants du parti guides de la classe ouvrière dans les moments les plus difficiles de la Révolution.

Ces déviations, sous une forme beaucoup plus répugnante, sont transportées dans l'appareil de l'État. On y trouve souvent le spécimen accompli du fonctionnaire soviétique « membre du Parti », jurant dans les moments solennels par Octobre, accomplissant, avec une indifférence complète, la tâche qui lui est fixée, s'enracinant dans les milieux petits-bourgeois, ergotant, dans la vie privée, sur les dirigeants et, le jour réservé aux réunions du Parti, y attaquant l'Opposition.

Les droits réels des membres du Parti haut placés (en premier lieu du secrétaire) sont beaucoup plus grands que les droits réels des centaines de communistes de la base. Petit à petit, l'appareil s'empare de tout le travail du Parti et laisse celui-ci à l'arrière-plan. Ceci est couronné par une « théorie » de Staline qui nie la position de Lénine - indiscutable pour chaque bolchevik - disant que la dictature du prolétariat ne peut être réalisée que par la dictature du Parti.

L'anéantissement de la démocratie intérieure du parti mène à l'anéantissement de la démocratie ouvrière en général, dans les syndicats et dans d'autres organisations sans parti de masses.

On déforme les divergences intérieures du Parti. Durant des mois et des années on mène une polémique empoisonnée contre le point de vue des bolcheviks qui sont classés comme « opposition ». On ne leur donne pas la possibilité de faire connaître leur point de vue dans la presse du Parti. Les menchéviks, cadets, socialistes - révolutionnaires, les bundistes, les scissionnistes d'hier polémiquent dans les colonnes de la *Pravda* contre les documents envoyés au CC par ses membres, maquillant et déformant certaines phrases séparées du contexte. Mais les documents eux-mêmes ne sont jamais publiés. On oblige les cellules du Parti à voter ou à « condamner » les documents qu'elles ne connaissent même pas.

Le Parti est obligé de juger des divergences sur des documents maquillés de l'Opposition, sur les idées fausses et grossièrement mensongères qu'on lui attribue. Les paroles de Lénine : « *qui croit sur simple parole est un idiot incurable* », sont remplacées par cette nouvelle formule : « *qui ne croit pas sur simple parole est un oppositionnel* ». Les ouvriers d'usine qui partagent le point de vue de l'Opposition paient pour leurs idées par le chômage. Un membre du Parti du rang ne peut pas manifester ouvertement son opinion. Les vieux militants du Parti ne peuvent s'exprimer ni dans la presse, ni dans les réunions du Parti.

On accuse perfidement les bolcheviks qui défendent les idées de Lénine de vouloir créer un « deuxième parti ». Cette dernière accusation a été agitée dans le but de dresser les ouvriers contre l'Opposition qui, chose tout à fait naturelle, défend de toutes ses forces l'unité du Parti. N'importe quelle critique dirigée contre les fautes menchévistes grossières de Staline (dans les questions de la Révolution chinoise, du Comité anglo-russe, etc.) est représentée comme « anti-parti », alors que Staline n'a jamais demandé l'avis du Parti sur sa politique chinoise et sur d'autres questions essentielles. Les accusations contre l'Opposition de vouloir créer un « deuxième parti » sont lancées par ceux qui voudraient pouvoir éloigner du Parti les bolcheviks-léninistes, et avoir les « mains libres » pour suivre leur ligne opportuniste.

6. Actuellement, presque toute l'éducation du Partiet tout le travail élémentaire d'éducation politique est ramené à mettre continuellement sur la sellette l'Opposition. La méthode qui consiste à *convaincre* est remplacée par celle qui consiste à *forcer* et, en outre, la méthode qui consiste à *égarer* le parti est à l'honneur. Depuis que l'éducation élémentaire politique est faite de cette manière, les militants du parti s'en détournent. La participation aux écoles du Parti et aux cercles dans lesquels on s'occupe continuellement de l'Opposition est très minime. Le Parti oppose une résistance passive au cours officiel faux de l'appareil du Parti.

7. Durant ces derniers temps, non seulement le carriérisme, le bureaucratisme, l'inégalité grandissent dans le Parti, mais des éléments hostiles, qui n'ont rien de commun avec sa composition de classe, font pénétrer dans ses rangs l'*antisémitisme*. Une lutte sans merci contre de telles tendances est nécessaire, pour être à même de conserver le Parti.

8. Pendant ce temps, le feu de la répression est dirigé exclusivement à gauche. Les exclusions d'oppositionnels sont chose commune et sont faites pour des motifs divers ; intervention dans sa propre cellule, interruption violente, tentatives de rendre public le testament de Lénine. Il n'est pas rare de constater que par leur niveau politique et par leur attachement au parti les exclus dépassent de beaucoup ceux qui les ont exclus. Ces camarades qui sont mis en dehors du Parti parce qu'ils manquaient de « confiance » et étaient « pessimistes » au sujet de Tchang Kaï-chek et Purcell, vivent toujours la vie du Parti et lui sont beaucoup plus fidèles que de nombreux fonctionnaires du Parti.

9. L'avalanche de mesures répressives, de menaces qui, de toute évidence, augmentent dans la mesure ou la date du XV<sup>e</sup> Congrès approche, a pour but d'intimider encore davantage le Parti et signifie que le groupe uni de Staline-Rykov, pour cacher les fautes politiques commises, utilise les pires mesures, mettant le Parti toujours devant le fait accompli. La *ligne politique du CC* (qui a été instaurée au XIV<sup>e</sup> Congrès par une solidarisation de principe avec Staline) est fautive. Le noyau actuel du CC, en vacillant, va continuellement à droite. L'anéantissement de la démocratie intérieure du parti est provoqué par une fautive ligne dans son essence même. Cette ligne, dans la mesure où elle reflète la pression des éléments petits-bourgeois et l'influence des couches non-prolétariennes qui enveloppent notre Parti, ne peut être appliquée que par une pression d'en haut. En ce qui concerne le domaine *théorique*, le monopole se trouve entre les mains de l'« école des jeunes », autrement dit, entre les mains des révisionnistes, qui, à n'importe quel moment sont prêts à accomplir les tâches littéraires qui leur sont fixées par l'appareil. En même temps, les meilleurs éléments de la jeunesse bolchevique, qui sont imprégnés de la véritable tradition du Parti bolchevik, non seulement sont éloignés de l'accomplissement de ce travail, mais sont soumis à des poursuites.

Dans le domaine de l'*organisation*, depuis longtemps, le Bureau politique dépend complètement du Secrétariat. Il en est de même du Secrétariat envers le Secrétaire général. Ainsi s'est réalisé ce que Lénine craignait le plus et qu'il a formulé dans son testament. Staline ne sera pas suffisamment loyal, il n'utilisera pas seulement pour le bien du Parti le « *pouvoir illimité* » qu'il a « *concentré entre ses mains* » (lettres de Lénine ait 25 décembre 1922 et du 4 janvier 1923).

Actuellement, au CC comme dans d'autres organes du Parti et de l'État il existe *trois tendances fondamentales*.

*Première tendance.* - Incontestable déviation de droite. Cette tendance elle-même est composée de deux groupes : un de ceux-ci, par son opportunisme, reflète dans une large mesure les tendances du paysan moyen, « économiquement fort », il mise sur lui et s'inspire de ses désirs. Ce groupe est celui des camarades Rykov, Smirnov, A. P. Kalinine, G. Petrovsky, Tchoubar, Kaminsky et autres. A côté d'eux, tout à fait près, travaillent les « sans-parti » Kondratiev, Sadirine, Tchayanov et autres « hommes d'affaires » politiques de la paysannerie aisée qui prêchent plus ou moins ouvertement les idées oustrialovistes. Chaque département, quelquefois chaque district, a actuellement ses petits Kondratiev et Sadirine, ayant entre leurs mains un brin de pouvoir et possédant un peu d'influence. L'*autre groupe* est composé des couches de fonctionnaires supérieurs des syndicats, qui misent sur les couches mieux rétribuées des ouvriers et des employés. Ce groupe, en particulier, a pour caractéristique ses aspirations de rapprochement avec les Amsterdamiens. Il est personnifié par Tomsy, Melnitchansky, Dogadov et autres. Entre ces deux groupes se produisent des frictions, mais ils sont liés par la volonté commune de donner un coup de barre à *droite* à la ligne du Parti et de l'État dans la politique internationale et intérieure. Ils se distinguent tous deux par le fait qu'ils font abstraction des théories léninistes et qu'ils rejettent la tactique de la révolution mondiale.

*Seconde tendance,* « *centriste* » et de l'appareil. Le groupe a comme chefs les camarades Staline, Molotov, Ouglanov, Kaganovitch, Mikoyan, Kirov. Ils sont le véritable Bureau Politique. Boukharine, en se balançant tantôt

d'un côté, tantôt de l'autre, « unifie » la politique de ce groupe. Le groupe centriste et de l'appareil, comme tel, ne traduit pas l'esprit des masses, mais tente, non sans succès *de se faire passer pour le Parti lui-même*. Les « dirigeants » du Parti, des syndicats, des organes économiques de la coopération, de l'appareil d'État se comptent actuellement par dizaines de milliers. Dans cette couche il y a un nombre respectable de bureaucrates « ouvriers », transfuges des milieux ouvriers et qui ont perdu tout lien avec ceux-ci.

Il est inutile de dire que, dans les organes dirigeants, qui ont une importance formidable pour les destinées de la Révolution, travaillent des milliers et des milliers de révolutionnaires inébranlables, d'ouvriers qui n'ont pas rompu leurs liens avec les masses, qui s'adonnent complètement à la cause des ouvriers. C'est sur eux que s'appuie le travail véritablement communiste dans ces organes.

L'altération de la ligne politique et du régime intérieur du parti provoque une véritable bureaucratie dans de nombreuses couches. Le pouvoir réel de ces couches est formidable. C'est justement cette catégorie de « dirigeants » qui exige la « tranquillité », « un bon travail » et est toujours « contre la discussion ». C'est justement elle qui est prédisposée à déclarer avec satisfaction (et parfois en le croyant sincèrement) que chez nous « on en est presque au socialisme », que nous avons rempli les « neuf dixièmes du programme » de la révolution socialiste. Cette couche tend à regarder de haut le Parti et plus encore les ouvriers, les manœuvres, les chômeurs, les ouvriers agricoles. Elle voit l'ennemi principal à gauche, dans les révolutionnaires léninistes et lance le mot d'ordre « *Feu à gauche* ».

Pour le moment, les groupes de droite et du « centre » sont unis par leur haine commune de l'Opposition. L'exclusion de celle-ci ne ferait que hâter la lutte entre ces deux groupes.

*Troisième tendance* : Opposition. Elle représente l'aile léniniste dans le Parti. Les misérables tentatives de la représenter comme une opposition de droite (en lui attribuant des déviations social-démocrates, etc.) sont faites dans le but de cacher le propre opportunisme de la majorité. L'Opposition est pour l'unité du Parti. Pour réaliser son programme d'exclusion de l'Opposition, Staline l'accuse de vouloir constituer un « deuxième parti ». A ceci, l'Opposition répond : « *Unité du PC léniniste de l'URSS à tout prix* », La plate-forme de l'Opposition est intégralement exposée ici. Les ouvriers du Parti et les véritables éléments bolcheviks-léninistes la soutiendront.

Dans les conditions actuelles, des plus difficiles, où l'Opposition doit lutter pour la cause de Lénine, il est inévitable que des individualités quittent les rangs de l'Opposition. Des changements d'individualités auront lieu dans les trois tendances dirigeantes, mais cela ne changera absolument rien.

9. Tout ceci, pris en bloc, crée *la crise du parti*. Les divergences intérieures du parti, depuis la mort de Lénine, s'approfondissent, prennent de l'ampleur, touchent des questions essentielles.

La volonté primordiale *des masses du Parti* est l'unité. Le régime actuel les empêche de comprendre d'où vient le véritable danger qui menace l'unité du Parti. Toutes les machinations de Staline ont pour but de mettre la masse du parti, dans n'importe quelle question essentielle et brûlante, devant ce dilemme : « *ne plus défendre son opinion ou être accusé de vouloir la scission* ».

Notre tâche consiste à *maintenir l'unité du Parti à tout prix*, à repousser toute tentative de scission, d'amputation, d'exclusion, etc., *et en même temps à donner au Parti la possibilité d'examiner et de résoudre librement les questions litigieuses dans les cadres d'un parti unique*.

En démontrant les fautes et les anomalies qui existent actuellement dans le Parti, l'Opposition est profondément convaincue que la masse ouvrière essentielle du Parti saura, malgré tout, ramener à nouveau le Parti *dans la voie léniniste*. La besogne essentielle de l'Opposition est de l'aider dans cette tâche.

### Propositions concrètes.

Il est nécessaire : 1. De préparer le XV<sup>e</sup> Congrès en rétablissant une réelle démocratie intérieure du Parti, comme du temps de Lénine. « *Il faut - comme l'écrivait Lénine - que tous les membres du Parti, avec le sang-froid nécessaire, étudient consciencieusement, premièrement la nature des divergences et deuxièmement le développement de la lutte dans le Parti... Il faut étudier les deux choses, en exigeant la publication exacte des documents mis à la portée de tous, et dont l'authenticité ne fasse aucun doute.* » (Lénine, T. XVII, paragraphe 1, page 29.) Le CC doit donner la possibilité à tous les membres du Parti d'étudier la nature des divergences, la marche et le développement de la lutte dans le parti, en publiant dans la presse, dans les revues spéciales, etc. tous les documents qui, jusqu'à présent, ont été cachés au Parti.

Chaque camarade et chaque groupe de camarades doivent avoir la possibilité de défendre leur point de vue devant le Parti, dans sa presse, dans les réunions, etc. Les projets de thèses (plate-forme) du CC, des organisations locales, de membres ou de groupes de membres du parti doivent être publiés dans la *Pravda* (ou dans le supplément de la *Pravda*), ainsi que dans la presse locale du parti, au moins deux mois avant le XV<sup>e</sup> Congrès.

La polémique ne doit pas dépasser les cadres sévères de travail et de camaraderie, sans exagération, sans violences. Le mot d'ordre principal de toute la préparation du XV<sup>e</sup> Congrès doit être : pour l'unité du PC de l'URSS et de toute l'Internationale Communiste.

**2.** Il est nécessaire de prendre diverses mesures pour améliorer le contenu social du Parti et de ses organes dirigeants. Confirmer pour ces buts la décision du XII<sup>e</sup> Congrès : « *Les rangs du parti doivent être composés, en grande majorité, d'ouvriers occupés dans l'industrie* ». Pendant les deux ou trois années qui vont suivre avoir pour règle générale de n'accepter au parti que des adhésions d'ouvriers et d'ouvrières travaillant à l'usine, d'ouvriers et d'ouvrières agricoles ; en ce qui concerne les autres groupes sociaux, ne les accepter dans le parti qu'après un sévère examen individuel. Les soldats et les marins rouges ne pourront devenir membres du parti qu'à la condition qu'ils viennent de milieux ouvriers, d'ouvriers agricoles ou de paysans pauvres. Les paysans pauvres, économiquement faibles, ne seront admis qu'après examen de leur activité publique et politique pendant les deux dernières années. Ne plus accepter d'adhésions de transfuges des autres partis.

Il est nécessaire d'appliquer les décisions du XII<sup>e</sup> Congrès qui, en fait, ont été annulées par le XIV<sup>e</sup> Congrès (malgré l'opinion de l'Opposition) concernant les effectifs des rayons, régions, etc., effectifs qui doivent être composés au moins de 50 % d'ouvriers travaillant à l'usine. Dans les centres industriels, il faut tendre les efforts en vue de posséder une majorité absolue (au moins les  $\frac{3}{4}$  des effectifs). Dans les comités de rayons il faut avoir la même majorité d'ouvriers, d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres.

**3.** Confirmer et appliquer les résolutions concernant la démocratie intérieure du Parti adoptées par le X<sup>e</sup> Congrès du Parti ; par le CC et la CCC le 5-12-1923 et la XII<sup>e</sup> Conférence du Parti ; par le XIII<sup>e</sup> Congrès du Parti.

Confirmer, au nom de tout le Parti, malgré la diffusion de nouvelles idées anti-léninistes concernant la démocratie intérieure du parti (Ouglanov, Molotov, Kaganovitch, Jivov et autres), *que la démocratie ouvrière signifie la liberté, pour tous les membres du Parti, d'examiner ouvertement les questions essentielles de la vie du Parti et la liberté d'en discuter, ainsi que l'éligibilité aux postes de direction et dans les collèges du bas en haut* (XIII<sup>e</sup> Congrès).

Sanctionner ceux qui, en fait, violent le droit élémentaire de chaque membre du Parti.

Le point de vue de la minorité du Parti, dans n'importe quelle question de principe, doit, en règle générale, être communiqué à tous les membres du Parti par la presse, etc. Des exceptions sont possibles à la condition que les questions touchées soient de nature confidentielle. Évidemment, lorsque des décisions sont prises, elles doivent être appliquées avec la discipline de fer bolchevique.

Il faut augmenter le nombre *des clubs de discussion du Parti*, assurer dans la presse du Parti la possibilité réelle de critiquer les fautes de la direction du Parti (une page doit être réservée à cet effet dans les journaux, revues, etc.). Supprimer les paragraphes des statuts qui ont été inclus par le XIV<sup>e</sup> Congrès et par la suite et qui aggravent le régime intérieur du Parti. (Paragraphes 25, 33, 37, 42, 60, etc.)

**4.** Tendre les efforts en vue de *la prolétarianisation de l'appareil du Parti dans son ensemble*. Les ouvriers d'usine - l'avant-garde - qui sont populaires parmi les masses du Parti et les sans-parti, les prolétaires communistes doivent composer *la majorité absolue de tout l'appareil du Parti*, qui, en aucun cas, *ne doit être formé en entier par des camarades rétribués. Périodiquement, d'autres ouvriers doivent y entrer*. Le budget des organisations locales (y compris les Comités départementaux et régionaux) doit être principalement alimenté par *les cotisations*. Les organisations locales doivent non seulement en parole, mais en fait, rendre compte aux larges masses du Parti de leurs recettes et de leurs dépenses. Le budget excessif actuel du Parti doit être diminué dans une large mesure. Il faut agir de même pour l'appareil rétribué. On peut et on doit accomplir une grosse partie du travail du Parti sans rétribuer ceux qui le font, en en chargeant les camarades après leur journée de travail. Une des tâches principales pour donner de nouvelles forces à l'appareil du Parti doit être d'envoyer systématiquement les camarades de l'appareil à l'usine ou de leur faire accomplir un travail de base. Il faut lutter contre le régime des « secrétaires à perpétuité ». Il faut lutter sans merci contre la décomposition directe des éléments haut placés, contre le « pistonage », etc. (Exemple : Sizrane, Kersone, Irkoutsk, Tchita, etc.)

**5.** Déjà la X<sup>e</sup> Conférence du Parti, sous la direction de Lénine, a pris diverses décisions concernant la nécessité *d'une égalité plus grande à l'intérieur du Parti*, ainsi qu'à l'intérieur des masses travailleuses. Le XII<sup>e</sup> Congrès du Parti a déjà souligné le danger « *de la dégénérescence provoquée par la NEP, de militants qui sont obligés, par leur travail, d'être en contact étroit avec les milieux bourgeois* ». Il est nécessaire d'élaborer des mesures pratiques valables pour éliminer l'inégalité (dans les conditions de vie, de salaires) d'une part entre les spécialistes et les militants responsables et les masses travailleuses. D'autre part, cette inégalité détruit le démocratisme et est la source de la décomposition du Parti et de l'abaissement de l'autorité des communistes (résolution de la X<sup>e</sup> Conférence du Parti, paragraphe 18). En tenant compte que l'inégalité pendant ces dernières années s'est encore accentuée dans une large mesure, il est nécessaire de traiter cette question d'une manière révolutionnaire.

**6.** Il est urgent de réorganiser le système d'éducation du Parti, en prenant comme base l'étude des œuvres de Marx, Engels et Lénine, en repoussant toutes les fausses interprétations du marxisme et du léninisme, qui, actuellement, sont pratiquées dans une très large mesure.

**7.** Il est de toute nécessité de réintégrer dans le Parti tous les oppositionnels exclus.

**8.** Il faut réorganiser la CCC dans le sens indiqué par Lénine. Les membres de la CCC doivent être :

- a) Liés à la base.
- b) Indépendants de l'« appareil ».

**c) Avoir de l'autorité dans le Parti.**

C'est seulement dans ces conditions que la CCC aura l'autorité nécessaire et reconquerra la confiance du parti.

**9.** Il faut tenir compte des indications de Lénine au sujet de la composition du CC et de la CCC et de leurs organes respectifs, indications qu'on trouve dans ses lettres des 26 décembre 1922, 25 décembre 1922 et 4 janvier 1923 (testament). Ces lettres doivent être publiées pour que chaque membre du Parti en prenne connaissance. Dans sa lettre du 26 décembre 1922, Lénine disait : *« Comme membres du CC doivent entrer principalement les ouvriers qui, sur l'échelle sociale, se trouvent au-dessous des couches d'employés (celles-ci, durant ces cinq dernières années, ont gravi l'échelle sociale), ainsi que ceux qui appartiennent aux couches sociales placées près des simples ouvriers du rang et des paysans et qui, dans aucun cas, ne peuvent être indirectement ou directement classés comme exploiters. Selon moi les ouvriers qui entreront au CC ne doivent pas être principalement ceux ayant déjà accompli, depuis longtemps, des emplois soviétiques... parce que ces ouvriers ont une certaine tradition et une certaine mentalité contre lesquelles il serait bon de lutter »*.

Ces lettres de Lénine ont été, écrites en même temps qu'il donnait ses derniers conseils au Parti, sur les questions essentielles de la Révolution « Moins mais mieux », « *Comment réorganiserons-nous l'inspection ouvrière et paysanne ?* », « *Sur la coopération* »).

Le XV<sup>e</sup> Congrès doit former le CC en s'appuyant sur les indications formulées par Lénine.

## VIII. Les Jeunesses Communistes

On a transporté entièrement dans les Jeunesses Communistes - même quelquefois en l'aggravant la fausse ligne politique et l'arbitraire. L'éducation internationaliste de la jeunesse ouvrière est mise de plus en plus au second plan. Toute manifestation critique est étouffée et pourchassée. Les organisations du parti exigent, avant tout, des candidats à la direction des organismes des Jeunesses Communistes qu'ils se « soumettent » complètement aux organisations du parti et qu'ils soient bien prêts à traquer l'Opposition. Un tel régime supprime complètement dans les Jeunesses le rôle des militants ouvriers de base, éléments qui, en général, sont très sains.

La fausse ligne - dictée d'en haut ouvre, dans les Jeunesses - et dans une plus large mesure que dans le parti - la porte aux influences petites-bourgeoises.

Durant les dernières années, les Jeunesses communistes ont augmenté rapidement leurs effectifs, mais aux dépens de leur composition sociale. Depuis le XIII<sup>e</sup> Congrès du Parti, le niveau prolétarien des Jeunesses est tombé de 41,1 % à 34,4 % tandis que le niveau de la jeunesse ouvrière, travaillant à l'usine, est tombé de 49,8 % à 47 %. L'activité politique des jeunes ouvriers se ralentit.

Dans ces conditions, les fautes les plus grossières - capables de détacher les Jeunesses Communistes de la Jeunesse ouvrière - sont les dernières dispositions aggravant, malgré les décisions du XIV<sup>e</sup> Congrès du parti, la situation de la jeunesse ouvrière (parmi ces décisions, il faut indiquer la tentative d'instaurer l'apprentissage non rétribué).

Les Jeunesses à la campagne s'appuient de moins en moins sur les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. Le travail culturel et économique est dirigé de plus en plus sur une voie fausse.

Le poids spécifique des couches pauvres diminue partout, dans les cellules de villages, chez les militants, parmi les membres du parti appartenant aux Jeunesses. En même temps qu'on enregistre dans les villes une diminution constante d'adhésions de jeunes ouvriers, à la campagne les couches de paysans moyens et aisés forment de plus en plus la majorité des Jeunesses.

A la ville comme à la campagne on assiste à des tentatives de leur part pour accaparer la direction ; un rôle plus important est joué dans les Jeunesses, surtout à la campagne, par les groupes composés d'employés et autres éléments non prolétariens.

36 % des nouveaux adhérents du parti viennent des Jeunesses communistes (*Pravda*, 14-7-1927). Les membres du parti appartenant aux Jeunesses sont dans la proportion de 1/4 à 1/3 des éléments non prolétariens tandis qu'à la campagne, la composition sociale des membres du parti, appartenant aux Jeunesses, se transforme assez rapidement au profit des paysans moyens et aux dépens des ouvriers agricoles et des paysans pauvres (20 % de paysans moyens en 1925 ; 32,5 % en 1927). De cette façon, les Jeunesses communistes deviennent un *des canaux par lesquels les éléments petits-bourgeois pénètrent dans le parti*.

Afin que la direction des Jeunesses reste entre les mains des éléments prolétariens, pour éviter leur affaiblissement continu, leur élimination par les transfuges sortis des milieux intellectuels, des employés et des couches paysannes aisées, ce qui amènerait inévitablement une dégénérescence petite-bourgeoise des Jeunesses, il faut :

1. Entraver immédiatement toute tentative d'enlever à la jeunesse travailleuse ses acquisitions révolutionnaires dans le domaine de l'éducation et du travail. Il faut supprimer toutes les nouvelles dispositions qui aggravent les conditions de travail des jeunes. Ceci est très important car ces mesures doivent précéder la lutte contre les phénomènes anormaux qui se produisent dans les Jeunesses (ivrognes, apaches, etc.) ;
2. Relever systématiquement et sans défaillance le niveau culturel et matériel de la jeunesse ouvrière, par rapport à l'amélioration générale des conditions de vie des ouvriers, en augmentant les salaires, en développant le nombre des écoles, des facultés ouvrières, des cours professionnels et en relevant la qualification du travail de la Jeunesse ouvrière ;
3. Arriver, dans les années prochaines, à mettre à exécution les décisions des anciens congrès du Parti et des Jeunesses disant que 100 % de la jeunesse ouvrière des villes et de la campagne (ouvriers agricoles) doivent être attirés dans les organisations de Jeunesses ;
4. Renforcer, non en paroles, mais en fait, l'absorption par les Jeunesses des jeunes paysans pauvres ;
5. Attirer dans les JC les paysans moyens économiquement faibles et ceux des paysans moyens qui, dans la vie publique, ont donné des garanties par leurs luttes contre le koulak ;
6. Assurer la défense des intérêts des paysans pauvres en dirigeant le travail des Jeunesses dans la voie de la construction de la campagne nouvelle, non sur la voie de l'enrichissement individuel, mais par le canal de la coopération et de la collectivisation de l'agriculture ;
7. Améliorer le contenu social des membres du parti appartenant aux Jeunesses en n'acceptant au parti, pendant deux ans, que des adhésions d'ouvriers, d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres ;

8. Par des mesures énergiques, prolétarianiser le noyau dirigeant les Jeunesses en attirant au travail de direction les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. Il faut décider que, dans les grands centres industriels, la composition des organismes de Jeunesses (comités régionaux, comités de rayons) doit être faite d'une majorité écrasante d'ouvriers travaillant à l'usine et attirer ces éléments à la participation réelle du travail de direction.
9. Mener une lutte sérieuse contre le bureaucratisme. Il faut restreindre au minimum l'appareil rémunéré. Le travail doit être assuré bénévolement au moins pour moitié, et dans les grands centres industriels aux trois quarts, par les membres des Jeunesses communistes. Les militants de base doivent être associés à l'accomplissement de ces tâches;
10. Le travail d'éducation des Jeunesses communistes doit être intensifié et étroitement lié à leur travail pratique quotidien, ainsi qu'à la vie politique et à la vie du Parti (Soviets, syndicats, coopératives, etc.) ;
11. Changer radicalement les méthodes d'éducation existantes : étudier sérieusement le marxisme et le léninisme en employant la méthode vivante : examiner les problèmes en commun, les discuter dans une atmosphère de camaraderie, acquérir, non pour la forme mais en réalité, les connaissances nécessaires ;
12. Instaurer, non en paroles, mais en réalité, *le régime de démocratie des Jeunesses communistes, supprimer l'arbitraire et l'expulsion des Jeunesses de ceux qui ne pensent pas de la même façon sur les problèmes touchant le parti et les Jeunesses*. Respecter strictement les statuts concernant la convocation des conférences et congrès de rayons, de districts, de régions, etc.



## IX. Notre situation internationale et les dangers de guerre. La situation de l'URSS sur l'arène internationale

La guerre des impérialistes contre l'URSS est non seulement probable mais inévitable.

Retarder le plus possible ce danger, gagner le plus possible de temps pour le renforcement de l'URSS pour unir le prolétariat mondial révolutionnaire, ce doit être une de nos tâches pratiques les plus importantes. Seule la révolution prolétarienne victorieuse dans les principaux pays peut éloigner ce danger.

Les dangers d'une guerre mondiale s'accroissent parce que :

1. Quelques années de luttes du capitalisme pour son renforcement et les succès partiels remportés dans ce domaine posent, devant les principaux pays capitalistes, d'une façon aiguë, *la question des marchés*;
2. La bourgeoisie impérialiste s'est convaincue de la croissance indiscutable de la force économique de l'URSS, elle a vu que la dictature prolétarienne, secondée par le monopole du commerce extérieur, ne donnera pas la possibilité au capitalisme de trouver un marché « libre » en Russie ;
3. La bourgeoisie internationale spécule sur les difficultés intérieures de l'URSS;
4. La défaite de la révolution chinoise, ainsi que les précédentes défaites des grèves anglaises donnent confiance aux capitalistes dans *leurs possibilités d'abattre l'URSS*.

La rupture des relations diplomatiques *entre l'Angleterre et l'URSS* se préparait de longue main, mais la défaite de la révolution chinoise a précipité les événements. En ce sens, la rupture des relations diplomatiques est la rétribution payée au Comité Central du PC de l'URSS pour son refus d'appliquer en Chine une véritable politique bolchevique. Il serait complètement faux de croire que la rupture, en fait, ne se réduit qu'aux changements de *forme* du commerce entre l'Angleterre et nous (« faire du commerce comme on en fait avec l'Amérique »). Actuellement, il est plus clair que l'Angleterre impérialiste a un plan d'action beaucoup plus vaste. Elle prépare la guerre contre l'URSS, ayant un mandat moral de la bourgeoisie de quelques pays et escomptant pouvoir d'une manière ou d'une autre, entraîner dans cette guerre contre nous la Pologne, la Roumanie, les Pays baltes, peut-être même la Yougoslavie, l'Italie, la Hongrie, etc.

La Pologne, cela est visible, préférerait avoir *encore* un certain délai pour la *préparation* de la guerre contre nous. Il n'est pas impossible que l'Angleterre l'oblige à faire la guerre avant qu'elle ne le veuille.

*En France*, la pression anglaise, en vue d'un front contre nous, trouve un appui dans la partie influente de la bourgeoisie qui devient de plus en plus exigeante dans ses prétentions et qui, évidemment, à un moment favorable pour elle, ne s'arrêtera pas devant la rupture.

Il devient de plus en plus clair qu'en fait, malgré les « courtoisies » de la diplomatie allemande, ces derniers temps, *l'Allemagne s'oriente vers l'Ouest*. La bourgeoisie allemande dit déjà ouvertement qu'en cas de guerre contre l'URSS, elle restera, les premiers temps, « neutre » (à la manière de l'Amérique en 1914), pour pouvoir s'enrichir le plus possible à la faveur de la guerre, et pour vendre, par la suite, à un prix très élevé, ouvertement sa neutralité aux impérialistes d'Occident. Rien ne peut être plus malsain pour les intérêts vitaux de l'URSS que de dissimuler le changement de la bourgeoisie allemande dans le sens d'une « orientation », vers l'Occident.

Car, un coup inattendu de la part de l'Allemagne bourgeoise peut avoir une portée décisive. Ce n'est qu'en disant ouvertement « ce qui est », ce n'est qu'en tenant éveillée la vigilance des ouvriers de l'URSS et celle *des ouvriers allemands*, que nous pouvons nous préserver contre un tel coup, ou tout au moins empêcher la bourgeoisie allemande de le porter.

La bourgeoisie japonaise manœuvre vis-à-vis de l'URSS non moins habilement que celle de l'Allemagne. Elle sait très habilement cacher ses intentions, se donnant pour une « amie ». Elle a même, pendant un certain temps, empêché Tchang-Tso-Lin de mettre la main sur le chemin de fer de l'Est chinois. Cela ne l'empêche nullement, en cachette, de tendre les relations entre la Chine et l'URSS, et le temps viendra, peut-être bientôt, où elle jettera bas le masque dans ses véritables rapports envers nous.

Dans le Proche-Orient (Turquie, Perse), nous n'avons, en tout cas, pas acquis une situation qui puisse garantir à l'URSS même une simple neutralité ferme en cas d'une attaque des impérialistes contre nous. Il faut plutôt s'attendre, dans ce cas, à ce que les gouvernements de ces États, sous la pression des impérialistes, soient prêts à fournir leur aide contre l'URSS .

En cas d'agression contre nous, l'Amérique, qui conserve entièrement ses rapports d'hostilité à l'égard de l'URSS, sera l'« arrière » impérialiste dont l'importance sera d'autant plus grande que c'est justement elle qui peut garantir les fonds nécessaires pour la guerre contre l'URSS.

En somme, si les années 1923-1925 furent les années de notre *reconnaissance* par un certain nombre d'États bourgeois, actuellement c'est la période des ruptures,

En 1923-1925, la période de reconnaissance ne signifiait pas en soi que la paix fût garantie, qu'on pouvait, pour une longue période, reprendre haleine. La période actuelle des ruptures ne signifie pas en soi que la guerre est

inévitables *dans le plus bref délai*. Ce qui est certain, c'est que nous entrons dans une époque où la situation internationale est très tendue. Cette époque est grosse d'agressions contre l'URSS. Les contradictions à l'intérieur du monde capitaliste sont grandes. La réalisation d'un front uni de la bourgeoisie mondiale contre nous, pour une longue période, est très difficile, mais l'union de quelques États bourgeois contre nous, pour un certain laps de temps, est possible.

Tout ceci, pris en bloc, doit obliger notre parti : **1°** *À reconnaître la situation internationale comme dangereuse;* **2°** *À remettre de nouveau en avant, au premier plan, devant les larges masses, la question de la politique internationale ;* **3°** *À mener de la façon la plus sérieuse une préparation, dans tous les domaines, de la défense de l'URSS en cas de guerre.*

Les partis de la bourgeoisie, y compris la social-démocratie officielle, cherchent par tous les moyens à tromper le peuple sur le véritable caractère de cette guerre que les impérialistes préparent contre l'URSS. Notre tâche consiste à commencer dès maintenant à expliquer aux masses les plus larges des peuples du monde entier, ce que sera la guerre des impérialistes du monde entier, ce que sera la guerre des impérialistes et des marchands d'esclaves contre le premier État de la dictature du prolétariat - la guerre du capitalisme contre le socialisme. Dans cette guerre, les impérialistes lutteront pour sauvegarder tout le système de l'esclavage capitaliste ; l'URSS luttera pour les intérêts du prolétariat mondial, pour les intérêts des colonies et des semi-colonies, des pays opprimés, pour la révolution mondiale, pour le socialisme.

Dès maintenant, toute notre agitation doit être menée sur les mots d'ordre suivants :

1. *À bas la guerre des impérialistes contre l'État de la dictature du prolétariat ;*
2. *Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile dans tous les pays participant à l'agression contre l'URSS ;*
3. *Défaite de tous les États bourgeois en guerre contre l'URSS. Le prolétariat de chaque pays capitaliste doit lutter activement pour la défaite de « son gouvernement » ;*
4. *Passage du côté de l'Armée Rouge de chaque soldat étranger qui ne veut pas aider les marchands d'esclaves de « son pays ». L'URSS est la patrie de tous les travailleurs ;*
5. *Le mot d'ordre de la « défense de la patrie » sera une fausse façade pour cacher les intérêts impérialistes dans tous les pays bourgeois, sauf pour les pays coloniaux et semi-coloniaux qui mènent la guerre révolutionnaire d'émancipation nationale contre l'impérialisme. En URSS, le mot d'ordre de la défense de la patrie sera juste, car nous défendons la patrie socialiste, fondement du mouvement ouvrier, international ;*
6. *Nous sommes pour la défense de la patrie depuis le 7 novembre 1917. Notre guerre « pour la patrie » (Lénine) sera la guerre « pour la République soviétique - un des détachements avancés de l'armée mondiale du socialisme ». Notre guerre « pour la patrie » n'est pas une issue vers l'État bourgeois, mais « une issue vers la révolution socialiste mondiale » (Lénine).*

Notre défense de la patrie est la défense de la dictature du prolétariat. *Notre guerre sera menée par l'ouvrier et l'ouvrier agricole, avec l'appui du paysan pauvre, avec comme allié le paysan moyen, et contre « notre » koulak, le nouveau bourgeois, le bureaucrate, le spécialiste oustrialoviste, et l'émigré blanc. Notre guerre est une guerre réellement juste. Qui n'est pas pour la défense de l'URSS est, sans objection possible, traître au prolétariat mondial.*

### **La défaite de la Révolution chinoise. Ses raisons.**

La défaite de la révolution chinoise change le rapport réel des forces au profit de l'impérialisme - évidemment, seulement pour un certain temps. *De nouvelles batailles révolutionnaires, une nouvelle révolution en Chine sont inévitables.* Ceci est démontré par toute la situation de la Chine.

Les dirigeants opportunistes tentent, après coup, expliquer leur propre banqueroute par les soi-disant « rapports objectifs des forces », oubliant qu'ils prophétisaient encore hier au sujet de l'approche de la révolution socialiste en Chine, qui devait grandir par suite du même rapport des forces.

Le sort défavorable de la révolution chinoise dans le stade actuel provient - dans sa racine même - de la fausse direction du Parti communiste de l'URSS et de l'Internationale qui fut surtout la cause que, au moment le plus décisif en Chine, il n'y avait pas, en réalité, de véritable parti bolchevik. Mettre les fautes seulement sur le dos des communistes chinois, c'est agir de façon superficielle et peu digne.

Nous avons eu en Chine un essai classique d'application de la *tactique menchevique* pendant une révolution bourgeoise démocratique. Voilà la raison pour laquelle le prolétariat chinois, non seulement n'a pas conquis son « 1905 » victorieux (Lénine), mais a joué *jusqu'à maintenant*, en réalité, le même rôle que le prolétariat européen pendant les révolutions de 1848.

La particularité de la révolution chinoise, dans la situation internationale actuelle, n'est pas l'existence de la soi-disant bourgeoisie « libérale-révolutionnaire » sur laquelle reposait, pleine d'espérance, toute la ligne

essentielle de Staline-Martinov-Boukharine - la particularité est la suivante :

1. La paysannerie chinoise, qui est encore plus écrasée que la paysannerie russe à l'époque du tzarisme et gémit sous le joug, non seulement de ses propres oppresseurs, mais de ceux de l'étranger, aurait pu se révolter et s'est révoltée plus fortement que la paysannerie russe à l'époque de la Révolution de 1905.
2. Le mot d'ordre des soviets, mis en avant déjà en 1920 par Lénine pour la Chine, avait sans aucun doute sa valeur dans les conditions chinoises de 1926-1927. Les soviets en Chine pouvaient devenir le moyen de grouper, sous la direction du prolétariat, les forces de la paysannerie, devenir de véritables organes de la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie et les organes de la véritable résistance au Kuomintang bourgeois et aux Cavaignacs chinois sortis de ses rangs.

L'enseignement de Lénine dit que la révolution bourgeoise démocratique ne peut être menée jusqu'au bout que par l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie (sous la direction du prolétariat) contre la bourgeoisie. Elle est non seulement applicable à la Chine et aux pays coloniaux et semi-coloniaux, mais elle indique le seul chemin possible pour remporter la victoire dans ces pays.

3. De là découle que la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat, s'exprimant sous la forme des soviets en Chine, à l'époque actuelle de guerres impérialistes et de révolutions prolétariennes et de l'existence de l'URSS, aurait eu toutes les chances de se transformer, de façon relativement rapide, en révolution socialiste.

En dehors de ce chemin, il ne reste que la voie menchevique d'alliance avec la bourgeoisie libérale qui mène inévitablement à la défaite de la classe ouvrière. C'est ce qui s'est passé en Chine en 1927.

Toutes les décisions des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste concernant les soviets en Orient, la pleine indépendance des partis communistes ouvriers dans les pays avec un mouvement national-révolutionnaire, l'union de la classe ouvrière avec la paysannerie contre « sa » bourgeoisie et l'impérialisme étranger, ont été oubliés.

La résolution du 7<sup>e</sup> Plenum élargi de l'Exécutif de l'IC (novembre 1926) non seulement n'a pas fait l'examen léniniste du développement, déjà grandiose à l'époque, des événements de Chine, mais, en entier, glissa sur la voie menchevique de Martinov. Ce Plenum, si incroyable que cela puisse paraître, n'a rien dit dans sa résolution, ni sur le premier coup d'État de Tchang Kai-chek en mars 1926, ni sur les fusillades des ouvriers et paysans et les autres répressions effectuées par le pouvoir de Canton, qui ont eu lieu pendant l'été et l'automne 1926 en divers endroits, ni sur l'arbitrage obligatoire qui est dirigé en fait contre les ouvriers, ni sur l'écrasement des grèves ouvrières par le gouvernement de Canton, ni sur la protection accordée par le gouvernement cantonais aux organisations jaunes soudoyées par les industriels, ni sur les efforts du gouvernement de Canton en vue d'étouffer le mouvement paysan, de le limiter, de ne pas le laisser se développer et grandir. Dans la résolution du 7<sup>e</sup> Plenum, pas de mot d'ordre pour l'armement général des ouvriers, pas d'appel à la lutte contre les officiers contre-révolutionnaires ; les troupes de Tchang Kai-chek sont représentées comme des troupes révolutionnaires. Il n'y a pas d'indication pour créer une presse communiste quotidienne et il n'est pas dit clairement, à pleine voix, la nécessité d'une véritable indépendance du Parti communiste. Le comble, c'est que le 7<sup>e</sup> Plenum élargi du CE de l'IC pousse les communistes à entrer dans le gouvernement national, ce qui, dans la situation qui s'était créée, ne pouvait que créer un préjudice énorme.

Dans la résolution du CE de l'IC, il est dit que « *l'appareil du gouvernement national-révolutionnaire* (ce qui veut dire de Tchang Kai-chek) *offre le véritable chemin pour se rapprocher de la paysannerie* » et en même temps on prophétise (en novembre 1926) que « *même certaines couches de la grande bourgeoisie (!) peuvent encore, pendant un certain temps, marcher avec la révolution* ».

La résolution du 7<sup>e</sup> Plenum a passé sous silence le fait que le CC du Parti communiste chinois, après mars 1926, a pris l'engagement de ne pas critiquer le Sun-Yat-Senisme, a renoncé à tous les droits élémentaires d'un parti ouvrier indépendant, a mis en avant le programme agraire des cadets, et enfin, que le secrétaire du CC Chen-Du-Siu, dans une lettre ouverte du 4 juillet 1926, reconnaissait le Sun-Yat-Senisme comme « *la foi commune des ouvriers et des bourgeois dans le mouvement national* » !

A peu près au même moment, les camarades russes les plus responsables donnaient des conseils dans ce sens que le développement de la guerre civile à la campagne peut affaiblir la combativité du Kuomintang, en d'autres termes, ils interdisaient le développement de la révolution agraire.

Le 5 avril 1927, quand il apparaissait que la situation était déjà suffisamment clarifiée, le camarade Staline, à la réunion des cadres du Parti de l'organisation de Moscou, tenue dans la salle des Colonnes, déclara que Tchang Kai-chek était le champion de la lutte contre l'impérialisme, que Tchang Kai-chek se soumettait à la discipline du Kuomintang et qu'il était, de ce fait, le plus sûr allié.

Au milieu du mois de mai 1927, alors que la situation s'était encore plus clarifiée, le camarade Staline déclara que le Kuomintang de Wouhan est « *le Kuomintang révolutionnaire, débarrassé des éléments de droite du Kuomintang, qu'il est le centre révolutionnaire* ».

Le 8<sup>e</sup> Plenum élargi du CE de l'IC (mai 1927) ne trouva pas les forces nécessaires pour corriger toutes ces fautes mencheviques. L'Opposition apporta devant le 8<sup>e</sup> Plenum du CE de l'IC la proposition suivante :

« Le Plenum agirait d'une façon juste en mettant une croix sur la résolution de Boukharine et en la remplaçant par une résolution de quelques lignes :

« Il ne faut pas que les paysans et les ouvriers placent leur confiance dans les chefs du Kuomintang de gauche, mais qu'ils constituent leurs soviets en s'unissant avec les soldats. Les soviets doivent armer les ouvriers et les paysans avancés. Il faut garantir au Parti communiste sa pleine indépendance, créer une presse quotidienne et lui assurer la direction dans la création des soviets. La terre doit immédiatement être prise aux propriétaires fonciers. La bureaucratie contre-révolutionnaire doit être immédiatement réprimée. Il faut châtier sur place les généraux qui trahissent et agir ainsi, en général, avec tous les contre-révolutionnaires. Il faut tendre tous les efforts pour instaurer la dictature démocratique par les soviets de députés ouvriers et paysans ».

Les tentatives faites par l'Opposition, pour prévenir le parti sur ce qu'est le « Kuomintang de Wouhan », qui n'est nullement un Kuomintang révolutionnaire, sont déclarées par Staline et Boukharine comme étant une « lutte contre le parti », une « attaque contre la révolution chinoise », etc.

Les communications, basées sur des faits, concernant la marche réelle de la révolution et de la contre-révolution en Chine, étaient ou cachées ou déformées. L'affaire est allée tellement loin que l'organe central de notre parti (*Pravda*, 3 juillet 1927) parlait, à propos du désarmement des ouvriers par les généraux chinois, de la « fraternisation des soldats avec les ouvriers ».

Staline, se moquant des enseignements de Lénine, essayait de prouver que le mot d'ordre des Soviets en Chine signifiait « lancer le mot d'ordre du passage à la dictature du prolétariat », tandis qu'en réalité, Lénine lançait, pendant la révolution de 1905, le mot d'ordre des soviets comme organes de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

Le mot d'ordre des soviets en Chine, lancé en temps opportun par l'Opposition, provoqua, de la part de Staline et de Boukharine, l'accusation qu'elle « aidait la contre-révolution », etc. Quand les foyers du mouvement ouvrier et paysan furent détruits par « nos » généraux « révolutionnaires », Staline et Boukharine, pour cacher leur banqueroute, lancèrent d'une manière inattendue le mot d'ordre des soviets en Chine, pour l'oublier le lendemain.

Au début, le Parti communiste chinois était déclaré « la section modèle de l'Internationale Communiste » et la plus petite critique formulée par l'Opposition - au moment où ses fautes pouvaient être corrigées - était stigmatisée comme des « attaques perfides » contre le PC chinois. Ensuite, lorsque la banqueroute de Martinov, Staline et Boukharine apparut d'une façon trop éclatante, on essaya de mettre toutes les fautes commises sur le dos du jeune parti chinois.

Tout d'abord on misa sur Tchang Kai-chek, ensuite sur Tan Tchen-Tsi, puis sur Fen You-Hsiang enfin sur le « fidèle » Wan Tin Wei. Tour à tour, tous ces bourreaux d'ouvriers et de paysans furent proclamés des « champions anti-impérialistes » et « nos alliés ».

La politique menchévique est couronnée maintenant, ouvertement, par l'« expulsion » du sens révolutionnaire de l'enseignement de Lénine. Staline, Boukharine et « l'école des jeunes » sont occupés à « prouver » que l'enseignement de Lénine sur les « mouvements nationaux révolutionnaires » aboutit au serment de « l'alliance avec la bourgeoisie ».

Encore en 1920, au II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine disait :

« Entre la bourgeoisie exploiteuse et la bourgeoisie des pays coloniaux il s'est produit un certain rapprochement. Ainsi très souvent, probablement dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, en même temps qu'elle soutient les mouvements nationaux, est d'accord avec la bourgeoisie impérialiste et, avec elle, lutte contre tous les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires (T. XXVII, pages 275-276). »

Comment Lénine stigmatiserait-il les gens qui se permettent, actuellement, de s'en référer à lui pour se disculper de leur politique menchévique et de l'alliance avec les Tchang Kai-chek, les Wan Tin Wei, etc. ? Lénine l'a indiqué lui-même au mois de mars 1917 :

« Notre révolution est bourgeoise, voilà pourquoi les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie - disent les politiciens du camp des liquidateurs. Notre révolution est bourgeoise - disons-nous, nous les marxistes - voilà pourquoi les ouvriers doivent ouvrir les yeux du peuple sur les mensonges des politiciens bourgeois, lui apprendre à ne pas croire aux belles phrases, à se fier uniquement à ses propres forces, à son organisation, à son unité, à son armement. » (T. XIV, première partie, page 11.)

Il n'y a pas de plus grand crime que de présenter Lénine devant le prolétariat mondial comme un apôtre de « l'alliance avec la bourgeoisie ».

Dans l'histoire de la lutte révolutionnaire, il est rare de trouver des cas où les prévisions marxistes se confirment aussi vite et d'une manière aussi exacte que se sont confirmées les vues de l'Opposition sur les problèmes de la révolution chinoise en 1926-1927.

La tâche des communistes du monde entier est d'étudier la marche des événements de la Révolution chinoise et les raisons de sa défaite. Ces questions, dès demain, seront des questions de vie ou de mort pour la classe ouvrière, non seulement de Chine, mais des Indes et des autres pays de l'Orient et, par suite, des questions de vie

ou de mort pour le prolétariat international. C'est de la discussion de ces questions, qui portent sur les bases même du marxisme, que surgiront les véritables cadres bolcheviks des révolutions futures.

### **La stabilisation partielle du capitalisme et la tactique de l'Internationale Communiste.**

Une des thèses fondamentales du bolchevisme dit que l'époque actuelle, engendrée par la guerre mondiale et par notre révolution, est l'époque de la révolution socialiste. L'Internationale Communiste a été créée en tant que « parti de la révolution mondiale ». Ceci était inscrit dans « les 21 conditions » et, dès le début, sur cette thèse, s'est produite la sélection entre communistes et sociaux-démocrates, « indépendants », menchéviks de tous poils et de toutes couleurs.

Reconnaître que la guerre et la Révolution d'Octobre ont ouvert l'époque de la révolution mondiale ne veut pas dire qu'à n'importe quel moment nous avons une situation directement révolutionnaire. Dans certaines périodes, dans divers pays, et dans diverses branches de production « le capitalisme déclinant » (Lénine) est capable de relever partiellement l'économie et même de développer les forces productives. L'époque de la révolution mondiale a ses hauts et ses bas. Les possibilités de combat de la classe ouvrière et de son parti, le degré d'influence de la social-démocratie contre-révolutionnaire, une juste direction de la part de l'Internationale Communiste jouent, dans ce sens, un rôle immense. Mais les flux et les reflux ne changent pas l'appréciation léniniste fondamentale de l'époque historique actuelle, prise dans son ensemble. Cette appréciation peut seulement servir de base pour la stratégie révolutionnaire de l'Internationale Communiste.

Malgré une série de défaites du mouvement révolutionnaire international et les tendances au découragement qu'elles ont fait naître, le groupe Staline, sans s'en apercevoir, en est venu à une appréciation complètement « nouvelle », en réalité social-démocrate, de l'époque actuelle. Toute la « théorie » du socialisme dans un seul pays provient de ce qu'il croit que la « stabilisation » capitaliste peut durer des dizaines d'années. Cette « théorie » est le produit de tendances pourries (« stabilisationnistes »). Ce n'est pas par hasard que les socialistes-révolutionnaires de « gauche » et de droite ont acclamé la « théorie » du socialisme dans un seul pays. Tchernov écrivait justement à ce sujet en parlant des tendances « communistes-narodnikistes » de Staline et Boukharine. L'organe des socialistes-révolutionnaires « de gauche » s'écriait : « *Staline et Boukharine posent le problème comme les Narodniki, que le socialisme vaincra dans un seul pays* ». (*Le Drapeau de la Lutte*, n° 16-17, 1926). Les socialistes-révolutionnaires soutiennent cette théorie car ils y voient le renoncement à la tactique de la Révolution mondiale.

Dans la résolution du XIV<sup>e</sup> Congrès, adoptée sur le rapport du camarade Staline, il est dit faussement : « *Dans le domaine des rapports mondiaux, il apparaît clairement, d'après la situation mondiale, que la période de « répit » se prolonge, se transforme en véritable époque* ». (Procès-verbaux du XIV<sup>e</sup> Congrès, page 957.)

Au VII<sup>e</sup> Plenum élargi du CE de l'IC, Staline (dans un rapport présenté le 7 décembre 1926) a bâti toute la politique de l'Internationale sur l'appréciation fautive - à sa base même - de la situation internationale (compte rendu sténographique, 11, page 12). Cette appréciation est complètement fautive.

La résolution du Plenum du CE de l'IC et de la CCC (juillet-août 1927) parle déjà sans aucune restriction de la stabilisation technique, économique et politique du capitalisme. Elle nous montre mieux encore le rapprochement entre les appréciations staliniennes de la situation internationale et la position des chefs de la II<sup>e</sup> Internationale : Otto Bauer, Hilferding, Kautsky et autres.

Un peu plus d'un an et demi s'est écoulé depuis le XIV<sup>e</sup> Congrès. Durant cette période ont eu lieu - pour ne citer que les événements les plus importants - la grève générale en Angleterre, les événements gigantesques de la Révolution chinoise, l'insurrection ouvrière de Vienne. Tous ces événements sont étroitement liés à la « stabilisation » actuelle, ils nous démontrent combien d'explosifs le capitalisme accumule, combien sa « stabilisation » est peu solide. Tous ces événements réduisent à néant la « théorie » du socialisme dans un seul pays.

Le côté négatif de la « stabilisation » capitaliste, ce, sont les 20 millions de chômeurs, l'immense appareil de production ne travaillant pas à plein rendement, la croissance folle des armements, l'instabilité des rapports économiques mondiaux.

Rien ne détruit mieux les illusions sur une longue période d'accalmie que les dangers de guerre suspendus sur l'Europe. Les petits-bourgeois se font des illusions sur la stabilisation « pour des dizaines d'années », étant éblouis par les « victoires » du capitalisme sur les ouvriers et aveuglés par ses succès techniques, économiques et politiques. La réalité, cependant est tout autre ; on va vers la guerre - vers l'explosion qui anéantira toute « stabilisation ». La classe ouvrière, ainsi que les masses asservies d'Orient, l'une après l'autre, portent un coup terrible à la « stabilisation », comme par exemple en Angleterre, en Chine, à Vienne.

Grève générale anglaise, *et seulement cinq mille membres dans le Parti communiste britannique*. A Vienne, insurrection des ouvriers avec des pertes telles qu'elles auraient suffi à faire toute une révolution, *et seulement six mille membres dans le parti autrichien* ! Un soulèvement grandiose des masses ouvrières et paysannes en Chine, *mais le CC du Parti chinois est partie intégrante de la direction bourgeoise du Kuomintang* ! Telles sont les contradictions les plus criantes de la situation internationale actuelle. Voilà ce qui soutient et prolonge la « stabilisation » du capitalisme.

La tâche principale consiste à aider les partis communistes à s'élever au niveau des exigences formidables de l'époque actuelle. Ce n'est possible que si l'Internationale communiste apprécie d'une manière juste le caractère de la situation internationale. La tâche de notre Parti communiste mondial (l'Internationale Communiste) est d'entraîner le prolétariat du monde entier *dans la lutte pour l'éloignement des dangers de guerre, pour la défense de l'URSS pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, pour le socialisme*. Pour y arriver, l'ouvrier communiste doit, avant tout, gagner les ouvriers avant déjà des sentiments révolutionnaires, parmi les sans-parti, les sociaux-démocrates, les anarcho-syndicalistes, les trade-unionistes, ainsi que les ouvriers honnêtes qui font partie encore d'organisations purement bourgeoises. Il faut comprendre la signification de l'« unité, du front ouvrier », l'unité de tous les travailleurs qui veulent lutter contre le capitalisme, y compris les ouvriers qui suivent encore les anarcho-syndicalistes, etc. Dans les pays latins, le nombre de ces ouvriers est encore assez important. C'est ainsi que, du temps de Lénine, en décida le IV<sup>e</sup> Congrès. Aujourd'hui, cette décision garde toute sa valeur.

Déjà, par leur attitude, les cercles dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam montrent que, pendant la guerre qui vient, leur conduite sera pire que celle qu'ils ont adoptée en 1914-1918. Paul-Boncour (France) se charge de faire voter une loi qui, pendant la guerre, met par avance les ouvriers complètement à la merci de la bourgeoisie. Le Conseil Général (Angleterre) défend les assassins de Volkov et bénit l'envoi de troupes en Chine. Kautsky (Allemagne) appela à l'insurrection armée contre le pouvoir soviétique en Russie, et le CC de la social-démocratie allemande organise la campagne des « bombes », exaltant le terrorisme. Les ministres sociaux-démocrates de Finlande et de Lettonie, les dirigeants du PPS en Pologne, sont « toujours prêts » à soutenir la guerre contre l'URSS. Les dirigeants des syndicats officiels américains agissent en véritables réactionnaires et luttent même contre la reconnaissance de l'URSS. Les « socialistes » balkaniques soutiennent les bourreaux de « leurs » ouvriers et soutiendront toujours la guerre contre les ouvriers « étrangers » (URSS). En paroles, les sociaux-démocrates autrichiens sont « pour l'URSS », mais ceux qui ont aidé. « leurs » fascistes à noyer dans le sang l'insurrection ouvrière de Vienne, au moment décisif, seront avec les capitalistes. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires russes ne sont pas partisans de l'intervention armée contre l'URSS, jusqu'au moment où il y aura de puissants interventionnistes. Les chefs de la soi-disant « gauche » social-démocrate qui sert à dissimuler l'essence contre-révolutionnaire de la social-démocratie représente le danger principal, car c'est elle qui empêche les ouvriers, qui suivent encore la social-démocratie, de rompre définitivement avec les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Un rôle semblable est joué par d'anciens membres de l'IC (Korsch, Katz, Rosenberg) qui, par suite de leurs conceptions ultra-gauches, en sont venus à la rupture avec le communisme.

Le jeu continu, foncièrement anti-révolutionnaire, avec les dirigeants sociaux-démocrates, devient à mesure que la guerre approche, des plus dangereux. La tactique du front unique ne doit en aucun cas être interprétée comme un bloc avec les traîtres du Conseil général, comme un rapprochement avec Amsterdam, car une telle politique affaiblit et égare la classe ouvrière, redonne de l'autorité aux traîtres et rend le rassemblement de nos forces plus difficile,

Le cours foncièrement faux de Staline du « feu à gauche », pendant ces deux dernières années, a abouti au passage de la direction des principales sections de l'Internationale Communiste - contre la volonté des ouvriers communistes - entre les mains de l'aile droite (Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie, France, Angleterre, Italie).

La politique des dirigeants de droite mène à l'exclusion de l'aile gauche de l'Internationale Communiste, à l'affaiblissement des forces de l'IC et à la dissimulation d'immenses dangers. En particulier, l'exclusion du groupe Urbahns en Allemagne est dictée par toute la politique d'exclusion de l'aile gauche de l'Internationale. En s'attachant aux formes parfois trop brutales de la polémique des gauches, qui viennent de ce que les partisans d'Urbahns-Maslov sont traqués et accusés, avec mauvaise foi, d'être des « renégats », des « contre-révolutionnaires », des « agents de Chamberlain » etc., le groupe Staline pousse avec obstination les éléments de gauche d'Allemagne à former un deuxième parti, et cherche à provoquer la scission parmi les communistes allemands.

En réalité, le groupe d'Urbahns, dans toutes les questions principales du mouvement ouvrier mondial, défend le point de vue de Lénine. Ce groupe défend et défendra au moment décisif jusqu'au bout l'URSS. Ce groupe a parmi ses partisans des centaines de vieux ouvriers bolcheviks, liés aux larges masses ouvrières. Il possède parmi les ouvriers communistes, encore membres du Parti communiste allemand, des milliers de sympathisants.

Le retour au sein de l'Internationale Communiste de tous les camarades exclus qui approuvent les décisions des congrès mondiaux, en premier lieu la réintégration du groupe Urbahns, est le premier pas pour réparer les tentatives faites par Staline en vue de faire la scission dans l'Internationale Communiste.

Dans *la Maladie infantile*, Lénine, dénonçant les fautes réelles des ultra-gauches, écrivait que le *principal* ennemi du bolchevisme, à l'intérieur du mouvement ouvrier, reste *l'opportunisme* : « cet ennemi reste l'ennemi principal à l'échelle internationale » (Lénine, T. XVII, page 1241). Au II<sup>e</sup> Congrès de l'IC, Lénine ajoutait qu'« en comparaison avec cette tâche, le redressement des « fautes » du courant de gauche du communisme sera chose facile ». (T. XVII, page 267.)

Parlant des « gauches », Lénine visait les « ultragauches », tandis que, maintenant, Staline, parlant de la lutte contre les « ultra-gauches » vise les révolutionnaires léninistes.

Lénine appelait à la lutte décisive contre le courant opportuniste de droite, en tant *qu'ennemi principal* et au redressement des fautes du courant « de gauche » ! Nous appelons les oppositionnels à faire ce que Lénine a enseigné.

En dernier lieu, la force de l'opportunisme « socialiste » est, celle du capitalisme. Dans les premières années après la guerre impérialiste (1918-1921), alors que le capitalisme roulait rapidement vers l'abîme, en même temps que lui s'affaiblissait et croulait la social-démocratie officielle. Les années de stabilisation partielle du capitalisme apportent avec elles un renforcement passager de la social-démocratie. La défaite des ouvriers italiens en 1920-1921, du prolétariat allemand en 1921-1923, la défaite des grandes grèves anglaises en 1926 et celle de la Révolution chinoise, en 1927, quelles qu'en soient les raisons, diminuent les tendances révolutionnaires des couches avancées du prolétariat, renforcent pour une certaine période la social-démocratie aux dépens des communistes et, à l'intérieur du parti, donnent plus de poids à l'aile droite sur l'aile gauche. Actuellement, le rôle de l'aristocratie ouvrière, de la bureaucratie ouvrière et des petits-bourgeois est extrêmement réactionnaire.

Ces processus, dans une certaine mesure, n'ont pas pu ne pas influencer le PC de l'Union soviétique. L'appareil « central » « ouvre le feu » exclusivement à gauche et, par des moyens mécaniques, crée artificiellement un nouveau rapport des forces aux dépens de l'aile gauche léniniste. En fait, dans la situation actuelle, ce n'est pas le parti qui se prononce, mais son appareil.

Telles sont les raisons qui, momentanément, ont affaibli l'influence de l'aile léniniste dans la politique de l'Internationale Communiste, du PC de l'URSS et de l'État soviétique. En même temps, les éléments de droite, semi-social-démocrate - ceux-là mêmes qui, après la Révolution d'Octobre, étaient dans le camp de l'ennemi - parlent au nom de l'IC toujours davantage. Par la suite, ils furent admis dans les rangs de l'IC (tels Martinov, Smeral, Rafès, D. Petrovsky, Pepper et autres), ainsi que des aventuriers dans le genre d'Hans Neumann et d'autres semblables à lui. Des éléments d'un nouveau coup de barre à gauche, de nouvelles tendances révolutionnaires se font jour dans les masses. Théoriquement et pratiquement, l'Opposition prépare l'avenir.

### Conclusions importantes.

1. Dans les cercles dirigeants de la majorité influencés par la rupture des relations diplomatiques russo-anglaises et par d'autres difficultés d'ordre international et national, se fait jour une tendance à :
  1. Reconnaître les dettes
  2. Liquidier plus ou moins le monopole du commerce extérieur ;
  3. « Sortir » de Chine, ce qui signifie se refuser « pour un certain temps » à soutenir la révolution chinoise et, en général, tous les mouvements nationaux-révolutionnaires ;
  4. Faire, à l'intérieur du pays, une manœuvre à droite - élargir encore, dans une certaine mesure, la Nep. A ce prix, on espère écarter les dangers de guerre, améliorer la situation internationale de l'URSS et aplanir les difficultés intérieures. Tout ce « plan » est bâti sur l'appréciation fautive selon laquelle la stabilisation du capitalisme est assurée pour des dizaines d'années.

En fait, ceci signifierait non « une manœuvre » à droite mais, dans la situation présente, une capitulation complète du pouvoir soviétique et, par la « nep politique », « la néo-nep », reculer vers le capitalisme.

Les impérialistes accepteraient toutes les concessions qui leur seraient faites, *d'autant plus vite* que celles-ci leur permettraient de passer à une nouvelle offensive allant jusqu'à la guerre. Après *avoir enregistré* les concessions faites, le koulak, le nepman et le bureaucrate organiseraient, avec plus de persévérance, toutes les forces anti-soviétiques contre notre Parti. Une telle « tactique » de notre part ne pourrait que réaliser une union plus étroite entre notre nouvelle bourgeoisie et celle de l'étranger. Le développement économique de l'URSS tomberait sous le contrôle absolu du capitalisme mondial - par des emprunts insignifiants à des conditions esclavagistes, tandis que la classe ouvrière et la masse essentielle de la paysannerie perdraient leur foi dans la force du pouvoir soviétique et se demanderaient si le pouvoir soviétique sait bien où il veut mener le peuple.

Nous devons tenter, si cela est possible, de « payer une rançon » pour éviter la guerre. Mais pour le faire, nous devons être forts, unis, et défendre sans répit la tactique de la révolution mondiale, renforcer l'Internationale Communiste. Ce n'est que dans ces conditions que nous aurons des chances sérieuses d'aboutir à retarder la guerre sans affaiblir en quoi que ce soit les fondements du pouvoir soviétique et, au cas où la guerre serait inévitable, d'être soutenus par le prolétariat mondial et de vaincre.

Lénine autorisait, pour éviter la guerre, à faire certaines concessions économiques aux impérialistes, ou à attirer, à *des conditions acceptables*, le capital étranger. Lénine, *dans n'importe quelle situation*, même pendant les années les plus difficiles de la révolution, n'autorisait pas l'idée même de la suppression du monopole du commerce extérieur, de la remise de droits politiques aux koulaks, de la diminution du soutien à la révolution mondiale et, en général, de l'affaiblissement de la tactique de la révolution mondiale.

Il est avant tout nécessaire de confirmer pleinement notre attachement à la *révolution mondiale* et à son renforcement, de repousser catégoriquement toutes les tendances de « stabilisation », d'« intérêt d'État » qui amènent à dire qu'« il ne fallait pas aller en Chine », « qu'il faut en sortir au plus vite », que si notre conduite est « raisonnable », on nous laissera en paix, etc. La « théorie » du socialisme dans un seul pays a actuellement un rôle directement néfaste, empêchant le regroupement des forces du prolétariat mondial autour de l'URSS ; car cette théorie l'endort et l'empêche de voir le danger.

2. La tâche qui a une importance aussi grande est de *serrer plus étroitement les rangs de notre parti*, de mettre fin à la spéculation directe de la bourgeoisie impérialiste et des chefs sociaux-démocrates sur les possibilités de scission, d'exclusion de l'Opposition, etc. Ceci est en liaison directe avec les dangers de guerre, car, actuellement, la bourgeoisie cherche à tâter le terrain et, pour cela, joue sur nos divergences intérieures.

Tous les organes de la bourgeoisie internationale et de la social-démocratie s'intéressent beaucoup aux divergences surgies à l'intérieur de notre parti et, ouvertement, *poussent et encouragent* la majorité actuelle du CC à exclure l'Opposition des organes dirigeants du parti et, si possible, du parti lui-même ; ils poussent même au lynchage de l'Opposition. En commençant par le journal le plus riche, le *New York Times*, et en terminant par le journal le plus habile de la II<sup>e</sup> Internationale, la *Wiener Arbeiter Zeitung* (Otto Bauer), tous les organes de la bourgeoisie et de la social-démocratie acclament « le gouvernement de Staline » pour sa lutte contre l'Opposition et en appellent à lui pour qu'il prouve, encore une fois, son « esprit d'homme d'État » en rompant avec les oppositionnels « propagandistes de la révolution mondiale ».

Toutes les autres conditions étant égales, la guerre, viendra d'autant plus tard que les espérances de l'ennemi dans la scission et dans la rupture entre la majorité et l'Opposition ne se réaliseront pas. Nous ne pourrions nous racheter de la guerre - si cela est possible - et triompher dans la guerre - si nous sommes obligés de la faire - que dans la mesure où nous conserverons l'unité absolue de notre parti, si, avant tout, nous trompons les espérances des impérialistes dans la scission et dans les exclusions. Ces dernières mesures ne sont utiles qu'aux capitalistes.

3. Il est nécessaire de redresser notre ligne de classe dans le mouvement ouvrier international, de cesser la lutte contre l'aile gauche de l'Internationale Communiste, de réintégrer dans l'IC ceux des exclus qui reconnaissent les décisions des Congrès de l'IC, et de mettre fin, une fois pour toutes, aux « rapports cordiaux » avec les chefs traîtres du Conseil Général des Trade Unions. Dans la situation présente, la rupture du bloc avec le Conseil Général a la même signification qu'en 1914, la rupture avec le Bureau Socialiste International de la II<sup>e</sup> internationale. Lénine exigeait, d'une manière ultimatisée cette rupture de la part de chaque révolutionnaire. Rester dans le bloc avec le Conseil Général signifie, encore maintenant, aider les chefs contre-révolutionnaires de la II<sup>e</sup> Internationale.
4. Il est nécessaire de redresser résolument, notre ligne concernant *les mouvements nationaux-révolutionnaires*. Il faut le faire avant tout en Chine, ainsi que dans d'autres pays. Il est urgent de liquider la ligne Martinov-Staline-Boukharine et de revenir à la ligne tracée par Lénine, ainsi qu'aux décisions des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste. Autrement, au lieu d'être les animateurs des mouvements nationaux-révolutionnaires, nous deviendrons un frein pour ceux-ci et nous perdrons inévitablement les sympathies des ouvriers et des paysans de l'Orient. Le Parti communiste chinois doit se libérer de toute dépendance d'ordre politique ou organisationnel envers le Kuomintang et l'IC doit chasser le Kuomintang de ses rangs.
5. Il est nécessaire de mener la lutte pour la paix d'une façon suivie et systématique, avec la plus grande persévérance. Il faut chercher à *retarder la guerre, à payer rançon pour éviter la guerre qui approche* - tout ce qui est possible doit être fait dans ce domaine (voir paragraphe 1). En même temps, dès maintenant, il faut se préparer, sans relâche, à la guerre et en premier lieu mettre fin aux parlottes et dire si les dangers d'une guerre prochaine sont réels.
6. Redresser d'une main ferme la ligne de classe dans notre politique intérieure. Si la guerre est inévitable, seule peut vaincre la stricte ligne bolchevique. *L'ouvrier et l'ouvrier agricole, appuyés sur les paysans pauvres et alliés aux paysans moyens contre le koulak, le nepman, le bureaucrate.*
7. Préparer au maximum toute l'économie, le budget.. etc., en prévision d'une guerre.

Le capitalisme rentre à nouveau dans une période de secousses. La guerre avec l'URSS, comme la guerre en Chine, portent en elles, pour le capitalisme mondial, une série de catastrophes. La guerre de 1914-1918 a été un grand « *élément d'accélération* » (Lénine) pour les révolutions socialistes. Les nouvelles guerres, surtout la guerre contre l'URSS, vers laquelle - si une politique juste est appliquée par nous - viendront les sympathies des travailleurs du monde entier, peuvent devenir d'encore plus grands « *éléments d'accélération* » pour la mort du capitalisme mondial. *Les révolutions socialistes grandiront même sans de nouvelles guerres. Mais les nouvelles guerres entraîneront inévitablement des révolutions socialistes.*



## **X. L'armée et la flotte rouges**

La situation internationale met de plus en plus au premier plan la question de la défense de l'Union soviétique. Le Parti, la classe ouvrière et la paysannerie doivent à nouveau s'occuper sérieusement de l'armée et de la flotte rouges.

Pour cette défense, il faut tenir compte de tous les facteurs, économiques, politiques, culturels. L'armée fait partie de tout le système social. Elle reflète d'une façon beaucoup plus nette, non seulement les côtés forts, mais aussi les côtés faibles du régime.

L'expérience nous montre que dans ce domaine il est inadmissible de tenir compte uniquement de ce qui est visible. C'est justement dans cette question qu'il est préférable de tout examiner trois fois, d'exagérer sa propre critique plutôt que de se borner tout simplement à la confiance.

Une politique juste dans les rapports mutuels entre les différentes classes du pays est décisive pour avoir une armée unie et de bons rapports entre les cadres dirigeants de l'armée et la masse des soldats rouges. La question de l'industrialisation est décisive pour assurer les ressources techniques indispensables pour la défense. Toutes les mesures, qui sont proposées dans cette plate-forme, concernant la politique internationale, le mouvement ouvrier mondial, l'industrie, l'économie rurale, le système soviétique, la question nationale, le Parti et les Jeunesses communistes, ont une signification primordiale pour le renforcement de l'armée et de la flotte rouges.

Nos propositions pratiques concernant cette question ont été soumises au Bureau Politique.

## **XI. Divergences réelles et divergences imaginées**

Bien ne témoigne avec une mesure aussi grande du caractère erroné de la politique du groupe Staline que sa tendance continuelle à polémiquer non contre nos véritables points de vue, mais contre des points de vue imaginaires que nous n'avons jamais partagés et que nous ne partageons pas.

Lorsque les bolcheviks discutaient avec les menchéviks, avec les S-R et d'autres tendances petites-bourgeoises, ils énonçaient devant les travailleurs le véritable système formé par les points de vue de leurs adversaires. Mais lorsque les menchéviks et les S-R menaient la discussion contre les bolcheviks, ils ne réfutaient pas les points de vue réels de ceux-ci, mais imputaient aux bolcheviks ce qu'ils n'avaient pas dit. Les menchéviks ne pouvaient, en aucune mesure, énoncer d'une manière véridique les points de vue des bolcheviks devant les ouvriers, parce que alors les ouvriers auraient soutenu les bolcheviks. Tout le mécanisme de la lutte des classes amenait les groupes petits-bourgeois à la nécessité de combattre les bolcheviks comme des « conspirateurs », des « auxiliaires de la contre-révolution », et plus tard des « agents de Guillaume », etc.

De même, à présent, la déviation petite-bourgeoise dans notre propre parti ne peut combattre notre point de vue léniniste, autrement qu'en nous imputant ce que nous n'avons jamais ni dit, ni pensé. Le groupe Staline sait parfaitement bien que si nous pouvions, dans quelque mesure que ce soit, défendre librement notre point de vue politique, l'énorme majorité des membres de notre parti nous soutiendrait.

Les conditions élémentaires d'une discussion loyale à l'intérieur du parti ne sont pas observées. Sur la question d'une importance mondiale de la révolution chinoise, le CC, jusqu'à présent, n'a pas publié une ligne de ce que dit l'Opposition. Fermant hermétiquement le parti à toute discussion, coupant à l'Opposition toute possibilité, d'écrire dans la presse, le groupe Staline mène contre nous une discussion décousue, nous imputant, un jour après l'autre, les plus grands vices et les plus grands crimes. Mais les membres du parti croient de moins en moins à ces accusations.

1. Lorsque nous avons dit que la stabilisation du capitalisme n'est pas une stabilisation pour des décennies, que notre époque reste l'époque de la guerre impérialiste et de la révolution sociale (Lénine), le groupe Staline nous impute la négation de tous les éléments de la stabilisation capitaliste.
2. Lorsque, immédiatement après Lénine, nous disons que pour achever de construire la société socialiste dans notre pays, la victoire de la révolution prolétarienne est nécessaire dans un ou plusieurs pays capitalistes avancés, que la victoire définitive du socialisme dans un seul pays - d'ailleurs arriéré - est impossible, comme l'ont démontré Marx, Engels et Lénine, le groupe Staline nous attribue le point de vue que nous « ne croyons pas » au socialisme et à l'édification du socialisme en URSS.
3. Lorsque, immédiatement après Lénine, nous signalons la croissance des déformations bureaucratiques de notre État ouvrier, le groupe Staline nous attribue, en pensée, qu'en général nous estimerions que notre État soviétique n'est pas un État prolétarien. Lorsque, à la face de toute l'Internationale communiste, nous déclarons (voir la déclaration signée par Zinoviev, Kamenev et Trotsky, en date du 15 décembre 1926 au 7<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'IC) : « *Tous ceux qui, essayant directement ou indirectement de se solidariser avec nous, nieront en même temps le caractère prolétarien de notre parti et de notre État ainsi que le caractère socialiste de l'édification socialiste en URSS rencontreront, par avance, de notre part, une résistance acharnée* », le groupe Staline cache notre déclaration et continue à nous calomnier.
4. Lorsque nous signalons que dans le pays croissent des éléments thermidoriens possédant une base sociale assez sérieuse; lorsque nous exigeons que la direction du parti oppose à ces phénomènes et à leur influence sur certains cercles de notre parti une résistance plus systématique, plus ferme, et tout un système de mesures mieux étudiées, le groupe Staline nous attribue la pensée que nous déclarons le parti thermidorien et la révolution prolétarienne en dégénérescence. Lorsque, à la face de toute l'Internationale communiste (voir la déclaration indiquée ci-dessus, paragraphe 14), nous écrivons : « Il n'est pas vrai que nous accusions de déviations de droite la majorité, de notre parti. Nous pensons seulement que dans le PC de l'URSS il y a des courants et des groupes de droite qui, d'une manière disproportionnée, jouissent d'une grande influence, influence que le parti surmontera cependant », le groupe Staline cache notre déclaration et continue à nous calomnier.
5. Lorsque nous signalons l'énorme croissance du koulak, lorsque, immédiatement après Lénine, nous continuons d'affirmer que le koulak ne peut pas paisiblement « se développer vers le socialisme », qu'il est le plus pernicieux ennemi de la révolution prolétarienne, le groupe Staline nous accuse de vouloir « dépouiller la paysannerie ».
6. Lorsque nous attirons l'attention de notre parti sur le renforcement de la position du capital privé, sur la croissance démesurée de son accumulation et de son influence dans le pays, le groupe Staline nous accuse d'intervenir, paraît-il, contre la Nep et d'exiger le retour au communisme de guerre.
7. Lorsque nous signalons le caractère erroné de la politique suivie dans le domaine de la situation matérielle des ouvriers, l'insuffisance des mesures prises pour lutter contre le chômage et contre la crise du logement, lorsque nous signalons enfin que la part des couches non prolétariennes dans le revenu

national s'accroît démesurément, on nous dit que nous sommes coupables de déviations « corporatives » et de « démagogie ».

8. Lorsque nous signalons le retard de notre industrie sur les besoins de l'économie populaire ainsi que toutes les conséquences qui en découlent : disproportion, disette de marchandises, tort causé à la liaison entre le prolétariat et la paysannerie, on nous donne le nom de super-industrialisateurs.
9. Lorsque nous signalons le caractère erroné de la politique des prix, politique n'abaissant pas le coût de la vie, mais aboutissant à des profits frénétiques pour le commerce privé, le groupe Staline, nous accuse d'être pour une politique d'élévation des prix. Lorsque, il y a un an, nous avons dit d'avance à toute l'Internationale Communiste (voir la déclaration déjà indiquée ci-dessus, paragraphe 5) : « *L'Opposition, dans aucune de ses interventions, n'a exigé ni n'a proposé l'élévation des prix : mais les erreurs principales de notre politique économique ont conduit précisément à ce que cette politique ne se dirige pas avec l'énergie nécessaire vers la diminution de la disette des marchandises industrielles, à laquelle sont liés inéluctablement des prix de détail élevés* », cette déclaration a été cachée au parti et on continue de nous calomnier.
10. Lorsque nous intervenons contre l'« entente cordiale » avec les traîtres à la grève générale et les contre-révolutionnaires du Conseil Général, jouant ouvertement le rôle d'agents de Chamberlain, on nous accuse d'être, paraît-il, contre le travail des communistes dans les syndicats et contre la tactique du front unique.
11. Lorsque nous intervenons contre l'entrée des syndicats de l'URSS dans Amsterdam et contre le fait de s'attarder si peu que ce soit à jouer avec les couches supérieures de la II<sup>e</sup> Internationale, on nous accuse de « déviations social-démocrates ».
12. Lorsque nous intervenons contre le fait de miser sur les généraux chinois, contre la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie du Kuomintang, contre la tactique menchévique de Martinov, on nous accuse d'être « contre la révolution agraire en Chine », comme si irons étions « d'accord avec Tchang Kai-chek ».
13. Lorsque, sur la base de l'appréciation de la situation mondiale, nous en venons à cette conclusion que la guerre approche, et lorsque nous le signalons au parti, on avance contre nous cette accusation déloyale que « nous voudrions la guerre ».
14. Lorsque, fidèles à l'enseignement de Lénine, nous montrons que l'approche de la guerre, requiert, d'une manière particulièrement pressante, une ligne politique claire, vigoureuse, marquée fortement au coin de la lutte des classes, on nous accuse sans vergogne de ne pas vouloir défendre l'URSS d'être des « défenseurs conditionnels », des demi-défaitistes, etc.
15. Lorsque nous signalons ce fait absolument incontestable que, dans le monde entier toute la presse capitaliste et social-démocrate soutient la lutte de Staline contre l'Opposition dans le PC de Staline de louanges pour sa répression contre l'Opposition, et l'appelle à en finir avec l'Opposition, à l'exclure du CC et du Parti, la *Pravda* et toute la presse du Parti, ainsi que toute la presse soviétique qui lui emboîte le pas, démontrent jour par jour, frauduleusement, que la bourgeoisie et la social-démocratie seraient pour « l'Opposition ».
16. Lorsque nous intervenons contre le transfert de la direction de l'Internationale Communiste entre les mains de la droite, contre l'exclusion de l'Internationale Communiste de centaines et de milliers d'ouvriers bolcheviks, on nous accuse de préparer la scission de l'Internationale Communiste.
17. Lorsque, en présence du régime actuel du parti qui en fausse tout le fonctionnement, les oppositionnels essaient de porter à la connaissance du parti leur véritable point de vue, on chasse du PC de l'URSS des membres dévoués du parti, on les accuse de « fractionnisme », on crée des « procès » relatifs à de prétendues démarches scissionnistes, on enfouit sous les ordures les divergences les plus importantes du parti.
18. Mais une accusation a fait particulièrement fureur ces temps derniers : c'est l'accusation de « trotskysme ».

Face à toute l'Internationale Communiste (voir la déclaration du 13 décembre 1923 citée plus haut), nous avons déclaré, sous les signatures de Zinoviev, Kamenev et Trotsky : « *Il est faux que nous défendions le trotskysme. Trotsky a déclaré devant toute l'Internationale Communiste que, sur toutes les questions de principe, quelles qu'elles fussent, où il a controversé, avec Lénine, c'est Lénine qui a eu raison, et en particulier sur la question de la révolution permanente et de la paysannerie* ». Cette déclaration faite devant toute l'Internationale Communiste, le groupe Staline ne l'a pas publiée et il continue à nous accuser de « trotskysme ».

Cette déclaration a trait seulement, cela va de soi, aux divergences passées avec Lénine et non à ces « divergences » que, de mauvaise foi, inventent Staline et Boukharine, divergences artificiellement reliées, en retournant vers le passé, aux divergences surgies au cours de la Révolution d'Octobre.

Nous balayons comme un essai tenté par de misérables moyens les efforts du groupe Staline pour « escamoter » le point de vue de l'Opposition énoncé dans la présente plate-forme, en le couvrant du rappel des divergences qui ont existé entre divers groupes de 1923 à 1925. Ces divergences se sont maintenant résolues sur les bases du léninisme. Les erreurs et les exagérations commises par les deux groupes de bolcheviks dans les discussions de 1923-1924, par suite d'une série d'obscurités relatives à l'état des choses dans le parti et dans le pays, sont maintenant corrigées et ne constituent pas un obstacle pour lutter en commun, unis par les liens de l'amitié contre l'opportunisme et pour le léninisme.

Au moyen de citations séparées, arrachées à leur contexte, au moyen d'une utilisation grossière et déloyale d'anciens passages polémiques de Lénine, assemblés avec partialité et en cachant au peuple d'autres passages beaucoup plus récents, au moyen d'une véritable falsification de l'histoire du parti et de faits datant d'hier, et enfin - ce qui est beaucoup plus important - en mutilant et en escamotant véritablement les questions actuellement en discussion, le groupe Staline-Boukharine, s'éloignant de plus en plus de Lénine, s'efforce d'induire en erreur le Parti en lui faisant croire qu'il s'agit de la lutte entre le trotskysme et le léninisme, alors qu'il s'agit en réalité de la lutte entre le léninisme et l'opportunisme stalinien. Ainsi, les révisionnistes, sous l'apparence de lutter contre le « blanquisme » ont en fait combattu le marxisme.

Notre travail amical en commun contre le cours stalinien s'est révélé possible parce que nous tous, d'un cœur et d'un esprit absolument unanimes, voulons défendre et défendrons véritablement la ligne de conduite prolétarienne et léniniste.

La meilleure réponse à l'accusation de « trotskysme » lancée contre l'Opposition, c'est la présente plateforme. Tous ceux qui la liront seront convaincus que, de la première à la dernière ligne, elle repose sur l'enseignement de Lénine et qu'elle est pénétrée de l'esprit du bolchevisme authentique.

Que le parti donc connaisse notre véritable point de vue ! Que par des documents *authentiques*, il prenne connaissance de nos divergences, Lénine nous a appris, lorsqu'il s'agit de divergences effectives, non à croire aux paroles, mais à exiger les documents, à entendre dans la discussion les parties en présence, à analyser de la manière la plus consciencieuse les divergences réelles, en laissant de côté ce qui est imaginé. Ce conseil de Lénine, nous le répétons, nous, les oppositionnels.

Il faut, une fois pour toutes, rendre à jamais absolument impossible ce qui s'est passé au moment du XIV<sup>e</sup> Congrès, lorsque les divergences tombèrent sur la tête du parti à quelques jours du congrès. Il faut créer les conditions nécessaires pour une discussion loyale et une solution loyale des divergences réelles, comme cela fut toujours du temps de Lénine.

## XII. Contre l'opportunisme, pour l'unité du Parti

Nous avons exposé ouvertement notre point de vue sur les lourdes fautes commises par la majorité du CC dans tous les domaines fondamentaux de la politique intérieure et extérieure. Nous avons montré combien était affaibli, grâce à ces fautes de la majorité du CC, le levier fondamental de la Révolution. Nous avons, en même temps, indiqué, que, malgré tout, *la politique du Parti peut être corrigée de l'intérieur*. Mais pour la corriger, il est indispensable de poser la question du *caractère des fautes* commises par la direction du parti.

Ces fautes sont des *fautes opportunistes*. L'opportunisme dans sa forme développée - selon la définition classique de Lénine - c'est le bloc du sommet de la classe ouvrière avec la bourgeoisie, dirigé contre la majorité de la classe ouvrière. Dans les conditions où se trouve actuellement l'URSS, l'opportunisme poussé à son terme consisterait dans l'aspiration de la couche supérieure de la classe ouvrière à un accord avec la nouvelle bourgeoisie renaissante, avec le koulak et le nepman, ainsi qu'avec le capitalisme mondial, au détriment des intérêts de la masse ouvrière et de la paysannerie pauvre.

Quand nous marquons la présence de telles tendances dans certains cercles de notre Parti, que nous en indiquons les premières manifestations et leur développement, il est absurde de nous accuser, à cette occasion, de calomnier le Parti, car c'est précisément au Parti que nous en appelons contre ces tendances qui le menacent. Il est tout aussi absurde de dire que nous accusons telle ou telle fraction du Parti ou le CC de trahison de la révolution, de trahison des intérêts du prolétariat. Une ligne politique fausse peut être dictée par un souci sincère des intérêts de la classe ouvrière. Les représentants les plus éminents de l'aile droite de notre Parti sont convaincus que l'accord qu'ils sont prêts à conclure avec les éléments bourgeois est nécessaire aux intérêts des ouvriers et des paysans, qu'il représente une de ces manœuvres considérées par Lénine comme absolument admissibles. Même le groupe de droite, qui représente une tendance ouverte à la déviation, repousse l'idée d'un thermidor. Cela s'adresse d'autant plus au « centre » qui fait une politique typique d'illusions, d'apaisement et de leurre.

Staline et ses plus proches partisans sont convaincus qu'en s'appuyant sur leur formidable appareil, ils l'emporteront en ruse sur les forces de la bourgeoisie, au lieu de les vaincre par la lutte. Les staliniens ont, sans aucun doute, pensé sincèrement qu'ils « jouaient » provisoirement avec les généraux chinois et qu'ils les rejetteraient ensuite comme des citrons dont on a exprimé le jus, après les avoir utilisés, dans l'intérêt de la Révolution, Staline et les staliniens ont pensé sincèrement qu'ils « jouaient » avec Purcell et non que Purcell « jouait » avec eux. Staline et les staliniens pensent sincèrement qu'ils peuvent « librement » faire des concessions à « leur » bourgeoisie et qu'ils pourront retirer ensuite ces concessions sans aucune conséquence.

Dans leur suffisance bureaucratique les staliniens « facilitent » la manœuvre en éliminant en fait *le parti* de toute participation aux décisions afin d'éviter sa résistance. La direction stalinienne décide, agit et laisse au Parti le soin d'« avaler ». Mais cette façon d'agir affaiblit, sinon paralyse, les forces qu'une manœuvre politique juste, si elle est nécessaire et opportune, pourrait utiliser. Ou bien elle les affaiblit et dissimule les conséquences des manœuvres manifestement fausses de la direction. C'est ainsi que *s'accumulent* les résultats des tendances opportunistes de l'aile droite du CC du Parti et des manœuvres de son groupe centriste résultats qui dans leur ensemble signifient : affaiblissement de la situation internationale de l'URSS, affaiblissement de la situation du prolétariat par rapport aux autres classes de l'URSS, aggravation relative de sa situation matérielle, affaiblissement de saliaison avec la paysannerie pauvre, menaçant par là l'union avec les paysans moyens ; affaiblissement de son rôle dans l'appareil d'État ; ralentissement du rythme de l'industrialisation. Ce sont *ces conséquences* de la politique de la majorité du CC et non *ses intentions* qu'avait en vue l'Opposition lorsqu'elle posait la question des dangers *thermidoriens* ; c'est-à-dire le glissement de la politique prolétarienne vers une politique petite-bourgeoise.

L'immense différence politique et de nature qui sépare notre parti de ceux de la II<sup>e</sup> Internationale est claire pour tout le monde. Le PC de l'URSS a été forgé au feu de trois révolutions, il a conquis le pouvoir contre un monde d'ennemis, il a organisé la III<sup>e</sup> Internationale. Sa destinée, c'est la destinée de la première révolution prolétarienne triomphante. C'est par la Révolution elle-même que se définit le rythme de sa vie intérieure. Tous les processus idéologiques de la Révolution, qui s'accomplissent sous l'influence d'un mouvement de classe élevé, ont une tendance à un développement et une maturation rapides. C'est pourquoi il est particulièrement nécessaire que dans notre Parti une lutte résolue soit menée à temps contre tout écart de la ligne léniniste.

Les dangers opportunistes dans le PC de l'URSS ont, dans les conditions actuelles, des sources objectives profondes :

1. L'entourage bourgeois mondial, la stabilisation temporaire et partielle du capitalisme créent un état d'esprit de « stabilisation ».
2. Indiscutablement nécessaire en tant que chemin vers le socialisme, la Nep, par le fait qu'elle fait renaître partiellement le capitalisme, anime par là même les forces ennemies (hostiles plutôt) au socialisme.
3. L'élément petit-bourgeois dans le pays qui compte une grosse majorité de paysans ne peut pas ne pas se répercuter non seulement dans les soviets, mais aussi dans le Parti.

4. La situation de parti unique qu'occupe le PC de l'URSS, situation absolument indispensable à la Révolution, crée aussi une série de dangers particuliers. Le XI<sup>e</sup> Congrès, du vivant de Lénine, indiquait ouvertement qu'il existait à cette époque déjà des groupes importants de gens (parmi les paysans riches, les couches supérieures de fonctionnaires, les intellectuels) qui appartiendraient aux partis socialistes-révolutionnaires, menchéviks, si ces partis étaient légaux.
5. L'appareil d'État, que dirige notre Parti, y introduit à son tour beaucoup d'esprit bourgeois et petit-bourgeois, l'infectant d'opportunisme.
6. Les spécialistes, les catégories supérieures des fonctionnaires et des intellectuels, indispensables à notre édification, font pénétrer dans nos appareils d'État, économique, et du Parti, une influence non prolétarienne.

C'est là la raison pour laquelle l'aile léniniste oppositionnelle du Parti sonne l'alarme avec tant d'insistance à propos des déviations évidentes et de plus en plus dangereuses dit groupe stalinien. Il est criminel et puéril d'affirmer que le passé héroïque du Parti et ses vieux cadres sont immunisés, pour tous les temps et dans n'importe quelles circonstances, contre les dangers de dégénérescence opportuniste. C'est là un point de vue qui n'a rien de commun avec le marxisme. Ce n'est pas cela que nous a enseigné Lénine. A l'occasion du XI<sup>e</sup> congrès, il disait : « *L'Histoire connaît des conversions de toutes sortes ; s'en rapporter aux convictions, à la fidélité et autres qualités morales est une chose peu sérieuse en politique* » (T. XVIII ou XXIII, 2<sup>e</sup> partie, page 42).

Les ouvriers, qui formaient la grosse majorité des partis socialistes de l'Occident, avant la guerre, étaient incontestablement adversaires des déviations opportunistes. Mais ils n'ont pas su vaincre à *temps* des fautes opportunistes peu importantes à l'époque. Ils en ont sous-estimé l'importance. Ils n'ont pas compris que le premier et sérieux ébranlement historique, survenant après une longue période de développement pacifique qui avait créé une forte bureaucratie ouvrière, obligerait non seulement les opportunistes, mais même les centristes, à capituler devant la bourgeoisie et que la masse pouvait, à ce moment-là, se trouver désarmée. Si l'on peut accuser les révolutionnaires marxistes, représentant l'aile gauche dans la II<sup>e</sup> Internationale avant la guerre, de quelque chose, ce n'est pas d'avoir exagéré le danger opportuniste quand ils le qualifiaient de politique nationale-libérale ouvrière, mais bien de s'être reposés sur la composition ouvrière des partis politiques de l'époque, sur l'instinct révolutionnaire du prolétariat, sur les antagonismes de classes. Ils ont en fait *sous-estimé* danger et n'ont pas mobilisé *assez énergiquement* les masses révolutionnaires contre lui. Nous ne répéterons pas cette faute révolutionnaire.

En nous posant comme tâche de redresser à temps la ligne de la direction, *nous détruisons par là même le reproche qu'on nous fait de travailler à la scission du Parti et à la création d'un nouveau parti*. La dictature du prolétariat exige impérativement qu'il n'existe qu'un seul Parti prolétarien uni, comme dirigeant des masses ouvrières et paysannes. L'unité du Parti, une unité non affaiblie par les luttes de tendances, est une chose absolument nécessaire au prolétariat pour l'accomplissement de sa mission. Cette unité ne peut être réalisée que sur la base des enseignements de Lénine.